PERMANENTE REVOLUTION I

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE: LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



« Je ne peux pas respirer », les derniers mots de George Floyd, assassiné le 25 mai 2020 par un policier qui l'écrase à Minneapolis, Etats-Unis.

2020

8 mars, 1^{er} mai, Covid-19 États-Unis, Iran, Inde, Palestine, Turquie

LO/France et l'armée, Piketty, FT-VP/Brésil, Samuel Paty

Trotsky, Engels, mouvement ouvrier en Palestine et Israël, programme de 1880

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €



ARRÊT DES INTERVENTIONS MILITAIRES AMÉRICAINES CONTRE L'IRAN! FIN DU BLOCUS!

12 JANVIER

Le 14 novembre 2019, le gouvernement iranien annonce la hausse du prix du carburant. Du 14 au 18, une explosion de colère populaire secoue le pays. La République islamique, échaudée par les manifestations populaires de 2017-2018, bloque internet et noie la révolte dans le sang. La police, les « bassidjis » (milice islamiste en civil) et les « pasdarans » (gardiens de la contrerévolution islamique) arrêtent des milliers d'opposants et tuent au moins 1 500 manifestants (Reuters, 23 décembre). La répression semble particulièrement violente chez les minorités (Kurdes, Arabes...) : ainsi, les pasdarans utilisent des mitrailleuses à Mahshahr, une ville du Khouzistan (sud-ouest) à majorité arabe.

Le 3 janvier 2020, l'assassinat en Irak par un drone du général iranien Qassem Soleimani, sur décision du président des États-Unis, a pour effet de souder, au moins temporairement, la population au gouvernement iranien et d'atténuer les divergences entre les factions de la bourgeoise islamiste. Les manifestations de deuil et de protestation sont massives, y compris dans le Khouzistan.

L'État américain s'arroge depuis longtemps le droit d'affamer des populations entières, de les priver de médicaments, d'asphyxier l'économie de pays entiers, en imposant des blocus, comme il l'a fait contre Cuba, contre l'Irak avant de l'envahir, comme il le fait aujourd'hui contre l'Iran. L'État américain s'arroge le droit de renverser les gouvernements, voire de tuer qui lui déplait, sans avoir déclaré la guerre. Il vient de le faire sur le territoire d'un État allié sans consulter son gouvernement. Le général Soleimani a été assassiné à cause du conflit entre la principale puissance impérialiste du monde et une puissance régionale dont les intérêts se heurtent au Proche-Orient. Il était à la tête de la « force Al-Qods », la branche internationale des pasdarans. Ce que l'État américain ne lui pardonne pas est d'avoir joué un rôle au Liban, en Syrie et en Irak en créant, en armant et en finançant sur une base sectaire et religieuse des milices chiites; d'avoir participé à la défaite de l'armée israélienne au Liban en 2006 ; d'avoir riposté au reniement du traité de par les États-Unis et au blocus de l'Iran par des opérations contre des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, contre une raffinerie d'Arabie saoudite, contre une base américaine en Irak et enfin contre l'ambassade des États-Unis en Irak.

Mais la force Qods et les pasdarans sont autant des ennemis de la classe ouvrière et du communisme que l'état-major de l'armée américaine et les chefs de la CIA. Les gardiens sont non seulement une partie de l'appareil répressif de la bourgeoisie iranienne mais leur état-major contrôle une partie significative de l'économie. En Syrie, la force Qods a contribué, dès mars 2011, bien avant l'intervention de l'armée impérialiste russe de septembre 2015, à sauver Assad fils de la révolution qui le menaçait.

En coulisses, Soleimani, les pasdarans et l'État iranien ont plus d'une fois collaboré avec « le grand Satan » (les États-Unis dans le langage des ayatollahs) : en 2001, en Afghanistan contre les Talibans ; en 2003, en Irak pour mettre en place un gouvernement provisoire ; en 2016, en Irak contre l'EI.

À cause de la disproportion des moyens militaires, les représailles du régime clérical iranien se sont limitées à des frappes de missiles dans la nuit du 7 au 8 janvier sur deux bases militaires américaines en Irak qui n'ont fait aucune victime. Par contre, un avion civil d'une compagnie ukrainienne, rempli de passagers iraniens et canadiens, abattu le 8 janvier par l'armée iranienne, a fait les frais de la tension militaire et du brouillage des communications électroniques par l'armée américaine. Cette tragédie relance les manifestations hostiles tant au président Hassan Rohani qu'au guide suprême Ali Khamenei.

Les travailleurs avancés du monde entier sont partisans du renversement du régime des ayatollahs qui est né de l'écrasement de la révolution de 1978-1979, qui a tué des milliers de militants ouvriers, qui a préservé le capitalisme et s'y est incorporé, qui réprime les grèves, qui opprime les femmes, les minorités nationales et les homosexuels. Mais cette tâche ne peut être confiée à Trump, au Pentagone et à la CIA. Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et bourreaux islamistes, d'instaurer un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des shoras (conseils de travailleurs), d'ouvrir la voie à la fédération socialiste du Proche-Orient, libérée de la colonisation sioniste et de toute oppression impérialiste. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étasunien.

Arrêt de toute menace américaine et israélienne contre l'Iran!

Fin immédiat du blocus américain de l'Iran!

Fermeture de toutes les bases militaires américaines, britanniques, française et russe au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabopersique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée!

12 janvier 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Internaciema Kolektivista Cirklo (Espagne)





ADRESSE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES

8 MARS

L'oppression et la surexploitation des femmes, à un degré ou à un autre, sont répandues dans le monde entier. Depuis son existence, le capitalisme profite de la subordination sociale des femmes, puisqu'elle est un instrument de division de la classe ouvrière qui lui permet de disposer d'une masse de main d'oeuvre « flexible », éduquée pour la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des femmes qui travaillent, ne disparaît pas et n'est qu'atténuée à la suite de grandes luttes sociales.

Aujourd'hui, les courants politiques les plus réactionnaires, ceux qui prétendent mettre fin aux conquêtes sociales de plus d'un siècle de luttes ouvrières, déclarent également une guerre ouverte aux droits conquis par les femmes : de Donald Trump aux États-Unis aux ayatollahs d'Iran, en passant par les partis fascistes européens, Bolsonaro au Brésil ou Rodrigo Duterte aux Philippines. S'appuyant sur les anciennes religions patriarcales, Bible ou Coran en main, ils utilisent l'idéologie misogyne et sexiste, la xénophobie, le racisme et l'homophobie pour détourner le mécontentement social vers des boucs émissaires.

Ces dernières années, dans le monde entier, les femmes ont participé aux luttes sociales. En Pologne, Espagne, Argentine, Brésil, Mexique et Iran, les mobilisations des femmes pour l'égalité sociale et politique, pour la défense du droit à l'avortement et le contrôle de leur corps et de leur vie, ou pour l'égalité des salaires, se sont généralisées. Dans un contexte de dégradation constante des conditions de vie des classes ouvrières, dont les femmes font les frais, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé a commencé à se rompre partiellement. Les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des femmes migrantes, des minorités ethniques et

celles qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière commencent naturellement à se frayer un chemin face à leurs exploiteurs.

Face au féminisme de « sororité » répandu par les médias capitalistes-qui pratique la guerre des sexes et ne s'intéresse qu'aux relations interpersonnelles— les travailleuses développent un « féminisme de classe », comme on l'appelle, en prenant appui sur certaines organisations et syndicats ouvriers minoritaires. La lutte des classes se fait jour, enfin, à l'intérieur du féminisme, mettant en évidence l'impossibilité de concilier les intérêts des femmes qui siègent dans les conseils d'administration avec ceux des ouvrières travaillant sur les chaînes de production de leurs entreprises ou avec ceux des femmes de chambre des hôtels de luxe où elles séjournent lors de leurs voyages d'affaires.

Cependant, en l'absence d'une organisation véritablement révolutionnaire qui propose un programme de classe cohérent, les objectifs et les méthodes du nouveau mouvement sont souvent contradictoires et confus et échappent difficilement à l'influence de l'idéologie dominante du féminisme interclassiste.

Les communistes considèrent comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et de toutes ses organisations s'engagent activement dans la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, dans la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur capacité d'enfanter, dans la défense de toutes leurs revendications en tant que travailleuses particulièrement exploitées et soumises.

Nous pensons également que seule une vision programmatique globale incluant l'objectif de mettre définitivement fin à la société de classes —qui est à la base de

CAHIERS RÉVOLUTION COMMUNISTE

n° 24 Luxemburg : la grève générale en Belgique, compilation 1902-1913

n° 23 Lukács: Lénine, 1924

n° 22 CoReP : pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019

n° 21 Trotsky : la grève générale en France, compilation 1936

n° 20 Trotsky : contre le Front populaire, compilation 1935

n° 19 Trotsky : face à la menace fasciste en France, compilation 1934

n° 18 CoReP: plateforme, 2017

n° 17 GMI : programme, 2017

n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail

n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917

n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939

n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847

n° 12 4e Internationale : manifeste, 1940

n° 11 1995, en défense des retraites

n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865

 n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016

n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015

n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915

n° 6 Marx : la crise, compilation 1847-1875

n° 5 4e Internationale: programme, 1938

n° 4 M&R/VdT et la guerre mondiale, 2015 n° 3 Chili 1970-1973, 2004

n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, compilation 1911-1934 n° 1 GMI : plateforme, 2013



4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (p. 20) 2 euros auprès des militants du GMI



toute oppression— peut donner à la lutte pour la libération des femmes travailleuses l'orientation qui l'unifie comme partie intégrante de la libération définitive de toute la classe ouvrière.

Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes.

Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage.

Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes.

Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.

Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.

Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école. Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte.

Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.

Aucune forme de financement direct ou indirect aux différentes confessions religieuses.

Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de la santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines.

Contre la réification et la marchandisation des femmes. Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme. Pour l'interdiction de la gestation pour autrui.

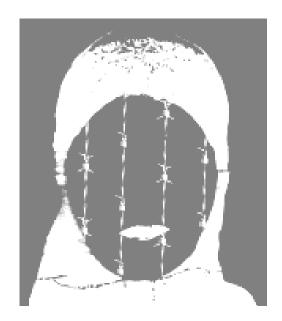
Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières!

Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, Espagne, France, Turquie) Fração Trotskista-Vanguarda Proletária (Brésil)



LE NOUVEAU PLAN DE GUERRE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN 8 MARS

Le 28 janvier, à Washington, en présence du premier ministre israélien Netanyahou, le président américain a dévoilé « l'accord du siècle », son « plan de paix » pour « deux États » en Palestine qui succède à ceux de Reagan (1982) et Bush père (1991). Il avait été préparé par son conseiller (et beau-fils) Jared Kushner et par l'ambassadeur des États-Unis en Israël David Friedman. Quand le président rendit hommage à celui-ci, il eut un lapsus, en disant : « votre ambassadeur ». Netanyahou, aux côtés de Trump, affichait son contentement.

La Nakba et la naissance du dernier État colonial

La résistance de la population arabe de la Palestine, une ancienne province de l'empire ottoman passée sous le contrôle de la Grande-Bretagne en 1917, commença à cette date, quand les sionistes (un 19° siècle le départ des Juifs d'Europe vers un lieu qui leur aurait été donné par Dieu). commencèrent à acheter des terres

Après la victoire de Hitler en 1933, les dirigeants sionistes cherchèrent à collaborer avec le régime nazi. De leur côté, les États bourgeois démocratiques (Suisse, États-Unis, France, Grande-Bretagne...) refusaient d'ouvrir leurs frontières aux Juifs persécutés, ce qui conduisit des centaines de milliers d'entre eux en Palestine. L'extermination des Juifs d'Europe donna une impulsion inespérée au sionisme. Parallèlement, l'ONU était formée par les anciens Alliés, c'est-à-dire les puis-

sances impérialistes occidentales et la bureaucratie stalinienne de l'URSS. En novembre 1947, l'assemblée générale de l'ONU vota la partition de la Palestine entre un État juif et un État arabe à l'initiative des États-Unis appuyés par l'URSS (résolution 181).

Sans attendre, les organisations terroristes sionistes (Haganah, Lehi-Stern, Irgoun) déclenchent en mars 1948 le plan Dalet pour expulser le maximum d'Arabes. Israël est proclamé en mai 1948. Les armées des États bourgeois voisins (Égypte, Jordanie, Syrie, Liban, Irak) lui déclarent la guerre. Le médiateur suédois de l'ONU est assassiné par le groupe Leni-Stern. Les États arabes concluent des armistices avec Israël. Malgré le « socialisme » que la plupart affichent, ils vont s'en prendre aux Juifs de leurs propres pays, renforçant l'idéologie sioniste et fournissant une immigration importante à Israël.

Le résultat de l'épuration ethnique de 1947-1949 (Nakba) est que, sur 1,5 million de Palestiniens, 160 000 survivent en Israël, 1 million se retrouvent à Gaza (dont l'Égypte prend le contrôle) ou en Cisjordanie (annexée par la Jordanie), plus de 300 000 dans d'autres États. Israël a été reconnu par l'ONU en mai 1949 (résolution 273) avec le vote des pays impérialistes et de l'URSS.

Bien que bâti par les dirigeants athées du Mapai (Parti travailliste) fondateur de la Haganah, Israël est tout sauf laïc : les mariages sont religieux, les fondamentalistes religieux sont dispensés du service militaire, les rabbins définissent qui est juive ou juif... Son mouvement ouvrier est majoritairement colonialiste : par conséquent, il est imprégné de collaboration de classes et infecté de racisme : le Mapai et la centrale syndicale Histadrout rejettent les travailleurs arabes. Seuls le Maki (Parti communiste israélien) et sa scission de 1962, le Matzpen influencé par le trotskysme, organisent Juifs et Arabes. Israël, après sa proclamation, poursuit la destruction des villages arabes au sein de ses frontières. Il se dote, au mépris des traités internationaux, de l'arme nucléaire avec l'aide de la France, il collabore avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud et ne cesse jamais d'être en guerre.

La capitulation historique des chefs palestiniens

Le nationalisme bourgeois palestinien (Fatah) avait pour but de fonder son propre État, le plus vaste possible, en mobilisant contre Israël les réfugiés, jusqu'à prendre les armes dans les années 1960-1970, en tablant sur la pression de l'URSS ainsi que des États arabes existants permettant de mener la guérilla aux frontières d'Israël. Mais la bureaucratie de l'URSS avait reconnu Israël à sa fondation et les armées des États arabes voisins se révélèrent incapables de résister à l'armée israélienne. Certaines fractions de la bourgeoisie arabe ont massacré elles-mêmes les combattants et réfugiés palestiniens (Jordanie, Liban, Syrie).

Avec la crise économique en URSS des années 1980 et le déclin du nationalisme panarabe au profit de l'islamisme, l'OLP dirigée par Arafat (Fatah) a discuté avec Israël à partir de 1978, a accepté la partition en deux États en 1988, a négocié avec les États-Unis et Israël en1991, a signé les accords d'Oslo I en 1993 et d'Oslo II en 1995, a révisé officiellement la Charte de l'OLP en 1996. Le FDPLP a aussi reconnu Israël, le FPLP s'y opposa mais resta dans l'OLP. En échange, l'OLP se vit confier en 1996 la sous-traitance de la gestion de la bande de Gaza et la Cisjordanie sous le nom de « Autorité palestinienne » ». Arafat mourut en 2004 dans des conditions étranges. L'appareil policier des « territoires palestiniens » fut forgé par les États-Unis et travaille depuis avec Israël.

Cette trahison du Fatah, entraînant l'aile gauche de l'OLP (FDPLP, FPLP) dans son discrédit, a permis au Hamas, la branche cléricale de la bourgeoisie palestinienne, d'emporter les élections en 2006. Le Fatah, avec l'appui de l'impérialisme, a gardé le pouvoir en Cisjordanie mais l'a perdu dans la bande de Gaza. Israël a détruit trois fois Gaza en onze ans et le soumet à un blocus terrestre, aérien et maritime depuis 2007. La bande de Gaza reste aidée par l'Union européenne; en outre, le Hamas est soutenu financièrement et militairement par deux régimes islamistes (le Qatar et l'Iran). Soumis à la pression d'Israël et de l'Égypte, sans reconnaître formellement Israël, il a accepté à son tour la coexistence de deux États. En 2017, il a amen-

dé sa charte qui accepte le partage de la Palestine selon les frontières de 1967, c'est-à-dire la position de l'ONU.

Les « deux États », légitimation de la colonisation

Trump prétend que sa position est « équilibrée », puisqu'elle inclut le droit des Palestiniens à avoir leur propre État. Rien de nouveau, puisque c'était la solution de la Commission Peel en 1937, de l'ONU en 1947, des accords d'Oslo en 1994, de l'accord de Wye River en 1998, de la « feuille de route » de 2003... Pourtant, un ancien négociateur israélien des accords d'Oslo regrette que le nouveau projet étatsunien ne ménage pas assez les représentants politiques de la bourgeoisie palestinienne.

Il y a une différence entre une capitulation et un plan de paix. Mais même les conditions d'une capitulation ont plus de chances d'être durables si elles sont construites de manière à maintenir un semblant de dignité de la partie vaincue. (Daniel Levy, The American Prospect, 30 janvier)

En fait, il n'a jamais été question de deux États égaux, ce qui est incompatible avec le projet sioniste, avec la colonisation. Pour Israël et les puissances impérialistes, il s'agissait d'accorder moins qu'un État, un simulacre. En mars 1991, quand les États-Unis ont commencé à faire pression sur l'OLP pour obtenir les accords d'Oslo, le ministre des affaires étrangères étasunien (James Baker) a reçu secrètement à Washington l'envoyé du roi de Jordanie (Adnan Abu Odeh).

Écoutez, M. Odeh, je vais vous dire une chose en tant que secrétaire d'État. Il n'y aura pas d'État palestinien. Il y aura une entité, moins qu'un État, plus que l'autonomie. C'est la meilleure issue que nous puissions obtenir avec les Israéliens. (cité par David Hearst, 4 février 2019, site Union juive française pour la paix)

Peu avant d'être assassiné par un fanatique sioniste qui n'acceptait pas qu'il négociât avec les Palestiniens, le premier ministre israélien (alors du Parti travailliste) l'avait clairement expliqué.

Les frontières de l'État d'Israël seront au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six Jours. Nous ne reviendrons pas aux lignes du 4 juin 1967. La frontière de sécurité de l'État d'Israël sera située dans la vallée du Jourdain au sens le plus large du terme... À côté, une entité palestinienne... Nous aimerions que ce soit une entité qui soit moins qu'un État, et qui gérera indépendamment la vie des Palestiniens sous son autorité. (Yitzhak Rabin, Discours à la Knesset sur les accords d'Oslo II, 5 octobre 1995)

Toujours plus d'exigences envers les Palestiniens

Comme le dit un ancien dirigeant en exil de feue l'organisation révolutionnaire et antisioniste Matzpen, les « plans de paix » successifs obéissent à une logique.

Parmi les exigences nouvelles, l'État palestinien devra « éduquer » son peuple pour en finir avec les « discours de haine » : « l'État d'Israël, l'État de Palestine et les pays arabes travailleront ensemble pour contrer le Hezbollah, l'EI (Daech), le Hamas... et tous les autres groupes et organisations terroristes, ainsi que les autres groupes extrémistes ».

Rien de semblable n'est exigé d'Israël, alors que les médias de masse, le Likoud et ses partenaires politiques tiennent des discours de haine envers les Arabes, alors que les soldats malmènent quotidiennement les Palestiniens, que des colons racistes armés et protégés par l'armée israélienne attaquent régulièrement les biens et les personnes dans les territoires de l'Autorité palestinienne.

Le nouveau plan supprime la notion de réfugiés, entérinant la fin, en 2018, du financement par les États-Unis (suivis par la Suisse et les Pays-Bas) de l'agence de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le plan Trump-Netanyahou interdit explicitement aux descendants des expulsés de retourner dans leurs foyers. Le « problème des réfugiés » devra être résolu par les États arabes qui « ont la responsabilité morale de les intégrer dans leur pays comme les Juifs ont été intégrés dans l'État d'Israël ». Ils ne pourront s'installer dans l'État palestinien qu'avec l'accord d'Israël.

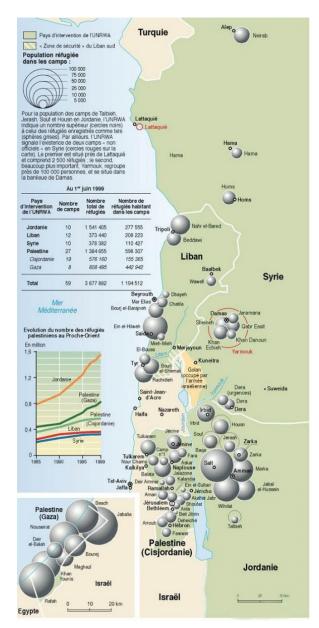
Enfin, les représentants des Palestiniens devront reconnaître Israël comme « État-nation du peuple juif », ce qui légitime le mythe sioniste qui fait d'Israël l'État non de ses citoyens mais celui de tous les Juifs du monde, conformément au changement par Nétanyahou de la « loi fondamentale » (constitution d'Israël) en 2018.

Cela fragilise la position des Arabes (20 % de la population d'Israël) qui sont politiquement des ressortissants de seconde zone et économiquement constituent la partie la plus exploitée de la classe ouvrière israélienne. D'ailleurs, Trump envisage de sortir des frontières d'Israël la population arabe du « triangle », où vivent plus de 260 000 Arabes israéliens, pour la reléguer dans le futur « État palestinien ».

« L'État palestinien » selon Trump et Netanyahou

Rien dans les accords d'Oslo n'interdisait la poursuite de la colonisation sur les territoires de l'Autorité palestinienne.

À peu près tous ceux que je connaissais à l'époque, et moi en tête, avons été trompés par le battage médiatique affirmant que l'occupation était sur le point de prendre fin. Mais en réalité, Oslo visait à réorganiser l'occupa-



tion et non à y mettre fin. (Michel Warschawski, ancien dirigeant de Matzpen et membre de la « 4º Internationale » pabliste, cité par Jonathan Cook, 17 septembre 2018, site Union juive française pour la paix)

Aujourd'hui, Israël se voit reconnaître par Washington le droit d'annexer à nouveau de larges portions des territoires de la Palestine : toutes les enclaves juives implantées à Jérusalem et en Cisjordanie plus la vallée du Jourdain (700 000 colons). Jérusalem est envisagée comme la capitale « indivisible » d'Israël, comme l'a déjà déclaré le gouvernement étasunien fin 2017.

Le gruyère qui reste ne serait pas pour autant un véritable État. Il aurait moins de pouvoir que les bantoustans créés par l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1970. La bande de Gaza restera le terrain d'expérimentation des armements des groupes capitalistes israéliens exportés dans le monde entier.

La majorité des Palestiniens sous le contrôle d'Israël, à Gaza et en Cisjordanie, ne jouent guère de rôle dans l'économie israélienne. Ils servent principalement à tester les équipements de sécurité et les armements. Ils sont les cobayes sur lesquels ces produits sont utilisés, ce qui permet de les vanter comme ayant fait leur preuve sur le terrain et non en simple simulation. (Moshé Machover, Weekly Worker, 20 février)

La seule référence à la violence que subit la population de ce ghetto de 2 millions de personnes est qu'elle « a souffert pendant trop longtemps sous le régime répressif du Hamas ».

Israël aura « la responsabilité primordiale de la sécurité sur l'État de Palestine » et sera responsable de « la sécurité à tous les points de passage internationaux vers l'État de Palestine », ce qui signifie que le nouvel État n'aura de contrôle sur aucune de ses frontières. Israël « continuera également à contrôler l'espace aérien » et les télécommunications.

« L'État palestinien » ne sera pas autorisé à avoir des capacités militaires. Il n'aura « pas le droit de conclure des accords militaires, de renseignement ou de sécurité avec un État ou une organisation qui affecte négativement la sécurité de l'État d'Israël, telle qu'elle est définie par l'État d'Israël »

Non seulement Israël va s'emparer des terres fertiles qui lui échappaient encore, mais il aura la mainmise sur l'eau.

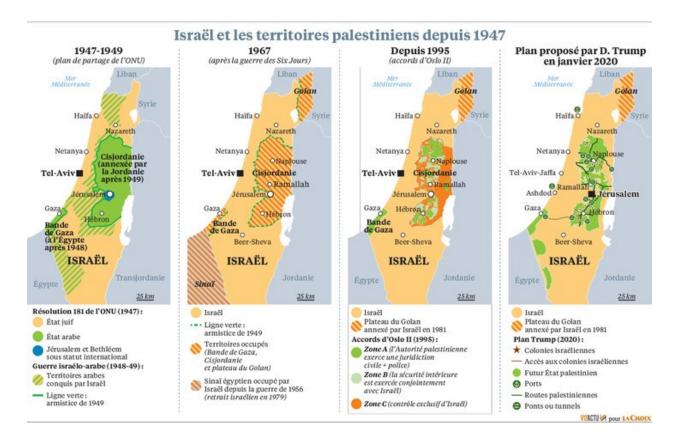
Selon « l'accord du siècle », Israël conservera le contrôle global de l'eau. Déjà, Israël a la part du lion. Les Palestiniens ne sont pas autorisés à creuser de nouveaux puits, par exemple. Si vous allez dans les colonies de Cisjordanie, vous verrez des piscines et des pelouses vertes. Par contre, les paysans palestiniens n'ont droit qu'à une faible part de l'eau. (Moshé Machover, Weekly Worker, 20 février)

Partout dans le prétendu « État palestinien » et spécialement à Gaza, le manque d'eau potable poussera au départ.

Adnan Ghosheh, spécialiste en chef de l'eau et de l'assainissement, évoque une époque, pas si lointaine, où chacun à Gaza pouvait boire l'eau de son robinet. C'était à la fin des années 1990. Depuis, la nappe phréatique a été tellement exploitée que l'eau de mer s'y est infiltrée, rendant l'eau du robinet impropre à la consommation, car trop salée. Ce facteur, parmi d'autres, explique que 10 % seulement des Gazaouis ont accès à l'eau potable... Les autres dépendent de camions citernes. Quelque 150 opérateurs fournissent une eau plus ou moins dessalée qui, une fois filtrée, peut être bue ou utilisée pour la cuisson des aliments. Elle coûte plus cher et, au regard de nos critères définissant une eau suffisamment salubre pour être consommée, elle n'est pas vraiment potable. (Banque mondiale, 22 novembre 2016)

L'impuissance de la bourgeoisie palestinienne

De retour en Israël, Netanyahou a estimé que « les Palestiniens vont sans doute prendre beaucoup de temps pour arriver au début de ce chemin ». En effet, même Abbas et le Fatah ne peuvent, sans se suicider politiquement, accepter le plan Trump-Nétanyahou.



Mahmoud Abbas, 84 ans, s'est contenté de redire non, « mille fois non », avec une emphase où l'épuisement le disputait à l'exaspération. Il a redit que « Jérusalem n'est pas à vendre. Nos droits ne sont pas à vendre », entouré par des représentants des factions palestiniennes, y compris du Jihad islamique, groupe armé radical de Gaza. (Le Monde, 29 janvier)

Déjà, l'interdiction du Mouvement islamiste en Israël (Frères musulmans) en 2015, le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem en 2018, les assassinats répétés de manifestants sur les bordures de Gaza en 2018, la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa par les colons le jour de l'aïd en 2019 n'avaient pas engendré de grande résistance des dirigeants palestiniens et des États arabes. Abbas n'a guère de moyens de riposter au plan Trump-Netanyahou, l'AP ayant les poings et les pieds liés par Israël et les États-Unis.

Son entourage avait agité ces derniers jours la menace d'une réduction de la coopération sécuritaire avec Israël, voire une dissolution de l'Autorité palestinienne, qui laisserait à Israël la responsabilité d'assumer seul le contrôle sécuritaire en Cisjordanie, comme avant les accords d'Oslo, signé en 1993. Cette menace n'est pas nouvelle mais rien n'a été rien spécifié. (Le Monde, 29 janvier)

Abbas en est réduit à miser sur l'échec de Trump à la présidentielle de 2020, ce qui ne changerait rien à la mainmise d'Israël sur la Cisjordanie et Jérusalem. Les États bourgeois arabes qui gagnaient autrefois une popularité en soutenant, en paroles, la cause des Palestiniens, sont disloqués (Syrie, Irak) ou s'en dispensent de plus en plus. La plupart d'entre eux dépendent militairement des États-Unis (monarchies du Golfe, Égypte...). Le souci principal de plusieurs d'entre eux est de contrer l'Iran, ce qui les rapproche des États-Unis et d'Israël.

Quant au Hamas, qui a pour habitude de faire pression (ou de laisser faire pression par son concurrent en bigoterie et en antisémitisme, le Djihad islamique) sur l'État sioniste par des tirs de roquette et des attentats suicides, il a pris prudemment ses distances avec le Djihad que l'armée israélienne a attaqué en février à Gaza et en Syrie. Le Hamas continue à respecter la trêve conclue avec l'État sioniste en mai 2019.

La capitulation devant le capitalisme conduit à la reconnaissance d'Israël

La plupart des bureaucraties syndicales et les partis sociaux-impérialistes suivent leur maître, la bourgeoisie de leur État. Par conséquent, ils soutiennent l'ONU et sa « solution » de deux États, ils reconnaissent Israël. Quand ils critiquent la politique de Trump au Proche-Orient, c'est au nom des intérêts de « leur » bourgeoisie et de l'ordre l'impérialiste mondial.

La sociale-démocratie est majoritairement pour la bourgeoisie israélienne. Ainsi, une fois à la tête du Parti travailliste britannique, l'ancien député propalestinien Corbyn a capitulé devant sa bourgeoisie, a reconnu Israël et a même permis une chasse aux sorcières contre les antisionistes du parti, assimilés à des antisémites. Les héritiers du stalinisme oscillent entre les deux fractions de la bourgeoisie arabe, les survivants du nationalisme panarabe pseudo-socialiste et l'islamisme.

Sur cette question comme sur les autres, leurs satellites « trotskystes » s'alignent sur les bureaucraties du mouvement ouvrier et renient le programme communiste (distinction entre le nationalisme des opprimés et des oppresseurs, indépendance envers la bourgeoisie des pays dominés, construction d'un parti ouvrier révolutionnaire). LO hardyste et ses franchises de l'UCI « pour la reconstruction de la 4e Internationale » ont toujours reconnu Israël.

Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (Lutte de classe, juillet 1967)

Le CIO grantiste est sur la même position.

Avant tout, il est indispensable de reconnaître la légitimité de la revendication des Palestiniens et des Israéliens à avoir leur propre État(CWI, Antisemitism, Israel/Palestine and the Left, May 15,

La « 4e Internationale » pabliste se prononçait, quand l'OLP menait la guérilla, pour la destruction d'Israël, mais parce qu'elle s'alignait sur le nationalisme bourgeois panarabe et sa branche palestinienne. Avec les accords d'Oslo, elle reconnut la légitimité d'un État sioniste. Le SWP cliffiste et son OSI ont suivi la même évolution que les pablistes-mandélistes. Au nom du front uni antiimpérialiste, le SWP est encore plus opportuniste que la QI pabliste envers l'islamisme.

Les scissions morénistes de la « 4e Internationale » pabliste s'adaptent aussi à l'islamisme (certaines sont allées jusqu'à prétendre qu'en Syrie les djihadistes menaient une « révolution permanente ») et les « 4e Internationales » healystes (celle du WRP et celle du SEP) restent fidèles au Baas et au tortionnaire de masse du peuple syrien Assad. Sur ce terrain comme sur les autres, le drapeau de la 4e Internationale est souillé et discrédité.

Le leurre de la campagne pour le boycott d'Israël

Sous le nom de « boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS), le mouvement national palestinien tente depuis 2005 de relancer le boycott d'Israël déjà décidé en 1945 par la Ligue arabe (une entente des États bourgeois de la région). L'ONU vient de lui donner un coup de pouce en listant les entreprises qui tirent profit des activités illégales de colonisation d'Israël en Cisjordanie (février 2020).

La légende des pacifistes petits-bourgeois, les mêmes qui oublient que l'ANC était engagée dans la lutte armée, est que la campagne pour le boycott par les consommateurs occidentaux des oranges d'Afrique du Sud a fait tomber l'apartheid, alors que ce sont les luttes collectives, les grèves ouvrières et le soulèvement des quartiers noirs qui l'ont mis en cause.

Les communistes internationalistes ne s'opposent pas au boycott par les consommateurs des produits israéliens qui est appuyée par de nombreux partis réformistes et la plupart des organisations centristes. Mais ils sont sceptiques sur son efficacité et même hostiles à son extension au sport, à la culture et à la recherche.

Les armes exportées par Israël sont testées sur les Palestiniens, les armes importées par Israël servent à terroriser et à massacrer les Palestiniens. Pourquoi les syndicats du transport de tous les pays ne refusent-ils pas de transporter les armements à destination d'Israël (le 16° budget militaire du monde pour la 98° population du monde) ou en provenance d'Israël (le 8° exportateur d'armes du monde) ? Parce que ceux qui les dirigent sont en fait des sociaux-patriotes qui ne veulent pas nuire à leur propre bourgeoisie, à « leurs » exportateurs d'armes ou à « leurs » forces militaires.

Nous semons encore moins d'illusions sur les appels aux capitalistes à désinvestir et sur les suppliques à des États impérialistes pour des sanctions diplomatiques. Alors que les initiateurs de cette campagne se situent tous sur le terrain du respect des frontières de 1967, pour les communistes internationalistes, cette campagne pour le boycott ne doit en aucun cas servir de substitut à la revendication et à l'objectif qui doivent rester centraux pour quiconque veut exprimer sa solidarité réelle avec le peuple palestinien : la destruction de l'État colon et raciste d'Israël.

Pourquoi il faut démanteler Israël

Le sionisme justifie l'oppression d'un peuple du peuple palestinien. Les travailleurs conscients de par le monde ne peuvent être neutres face à l'oppression nationale, à l'apartheid, à la colonisation, à l'épuration ethnique. L'apartheid a pu être supprimé au sud des États-Unis par la lutte des descendants des esclaves qui représentaient une partie importante de l'électorat et du prolétariat et de la petite bourgeoisie ; il a pu être supprimé en Afrique du Sud car les descendants des peuples d'origine et les immigrés luttaient pour l'égalité, tout en représentant la majorité de la classe ouvrière. Mais le but de la bourgeoisie israélienne n'est pas d'exploiter les ouvriers arabes de l'Israël, mais de les expulser.

La reconnaissance de l'oppression nationale dont souffrent les ouvriers palestiniens et la petite bourgeoisie palestinienne conduit nécessairement à la mise en cause de l'État sioniste comme obstacle à toute solution révolutionnaire et socialiste. La destruction du mur, l'égalité entre les ouvriers juifs et arabes et le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus en maintenant un État colonial propulsé depuis sa naissance par la « communauté internationale », c'est-àdire l'impérialisme mondial.

Une solution révolutionnaire et socialiste passe par le démantèlement de l'État sioniste, clérical et raciste, belliciste et instrument de l'impérialisme occidental au Proche-Orient. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, israélienne, arabe, turque, iranienne...), la mobilisation des travailleurs et des petits paysans à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie... permettra d'instaurer une Palestine unifiée, révolutionnaire et socialiste, laïque et multiethnique, dans laquelle pourront vivre ensemble, musulmans, juifs, chrétiens et athées...

La bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit panarabe (Fatah) ou islamiste (Hamas), ne peut libérer la Palestine parce qu'elle a toujours préféré la collaboration avec les États bourgeois voisins à la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes de la région qui aurait débouché sur la mise en cause de la propriété privée. La bourgeoisie palestinienne, en prêchant l'unité trompeuse de tous les Arabes musulmans, s'est révélée incapable de s'adresser à la classe ouvrière de la région et des pays impérialistes.

Par conséquent, les travailleurs palestiniens, musulmans ou juifs, doivent rompre avec tous les chefs bourgeois et petit-bourgeois pour dresser leur mouvement de masse et édifier leur parti révolutionnaire.

Seule la classe ouvrière peut libérer les Arabes palestiniens. Pour jouer ce rôle, les travailleurs doivent s'unifier au niveau international quelle que soit leur nationalité, leur ethnie, leur religion. La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la seule force sociale qui est capable de contrer les fanatismes religieux et d'instaurer la laïcité, de liquider la colonisation sioniste en Palestine et l'oppression séculaire des Kurdes, d'en finir avec la domination impérialiste et la réaction islamiste, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique et social pour tous.

Le gouvernement ouvrier et paysan de la Palestine unifiée ne peut naître que sur les décombres de l'État colonisateur, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'Impérialisme au Proche-Orient. Expression du pouvoir des conseils de travailleurs, le gouvernement ouvrier et paysan abolira les frontières héritées de la colonisation, ouvrira la perspective de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

14 mars 2020

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, France, Turquie)



Sur la casquette de Morsi : « Réintégrer le Cachemire à l'Inde »

INDE: LA POLITIQUE ANTIMUSULMANE **DU SUPRÉMATISTE MODI**

15 MARS

L'éclatement politique du souscontinent est réactionnaire de part en part

Encerclée par le capitalisme décadent et empêtrée dans les contradictions impérialistes, l'indépendance d'un État arriéré sera inévitablement à moitié fictive et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internationales et de la pression extérieure, tombera obligatoirement dans une dictature contre le peuple. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940)

Lorsque l'État britannique qui a toujours entretenu les divisions ethniques et religieuses, concède l'indépendance à l'ancien « empire des Indes » en 1947, les classes exploiteuses locales (bourgeoisie émergente, propriétaires fonciers) se révèlent incapables d'unifier le souscontinent. La classe ouvrière ne prend pas la tête de la lutte pour l'indépendance et contre toutes les oppressions, à cause de la politique criminelle du Parti communiste d'Inde, guidé par la bureaucratie stalinienne de l'URSS, qui oscille entre la capitulation envers la bourgeoisie nationale et la volonté de se concilier l'État bri-

Toutes les classes exploiteuses du sous-continent misent sur la religion comme ciment idéologique pour se constituer en classe dominante après le départ de la puissance coloniale, mais à des degrés divers :

- Le Congrès national indien, le principal parti de la bourgeoisie indoue qui veut prendre la tête de tout le sous-continent. Pour cela, le Parti du congrès affecte d'être laïque, fédéraliste et même « socialiste », comme beaucoup de nationalistes bourgeois après la 2e Guerre mondiale.
- La Ligue musulmane, principale représentation des capitalistes et propriétaires fonciers musulmans qui redoutent d'être minorisés à l'échelle de l'Inde, est ouvertement séparatiste et cléricale.
- Le Congrès est concurrencé par la mouvance de l'Hindutva qui mise, pour subordonner les classes exploitées et mobiliser contre la révolution sociale et la population musulmane, sur le nationalisme hindou à base ethnique, sur le racisme.

La rivalité entre les fractions des classes exploiteuses aboutit en 1947 à la partition sanglante de l'ancien empire des Indes, à au moins 500 000 morts et 15 millions de déplacés (indous et sikhs d'un côté, musulmans de l'autre). Émergent alors trois États bourgeois hostiles avec chacun son mythe national et l'oppression de leurs propres minorités ethniques, linguistiques ou religieuses:

- 1. l'Union indienne, majoritairement indoue,
- 2. la République islamique du Pakistan, très majoritairement musulmane,
- la République démocratique socialiste (sic) du Sri Lanka, majoritairement bouddhiste.

Le Pakistan et l'Inde, en dépit des traités internationaux, se sont dotés de l'arme atomique (150-160 ogives nucléaires pour celui-là, 130-140 pour celle-ci). La région n'est pas stabilisée:

- l'Inde et le Pakistan entrent en guerre en 1947, 1965 et 1971 ;
- la Chine (alors un État ouvrier bureaucratique) affronte l'Inde en 1962 ;
- le Pakistan éclate en 1971, sa partie orientale dirigée par la Ligue Awami scissionnant au prix d'une guerre menée avec l'aide de l'Inde et de l'URSS contre le reste du Pakistan par les États-Unis et la Chine : il en résulte un quatrième État bourgeois, la République populaire du Bangladesh, dont la religion officielle est aussi l'islam ;
- le Sri Lanka impose le cingalais comme seule langue officielle en 1956 et le bouddhisme comme religion d'État en 1972, la minorité tamoule opprimée (25 % de la population) se révolte.

Des mesures discriminatoires contre les musulmans

Les grands médias et les dirigeants occidentaux présentent souvent l'Inde comme la plus grande démocratie du monde. Elle est une bonne illustration des limites de la démocratie bourgeoise. Les dirigeants des deux grands partis bourgeois l'Indian National Congress (Congrès national indien) et le Bharatiya Janata Party (Parti indien du peuple, BJP) sont liés étroitement au grand capital et aux propriétaires fonciers. Le machisme sévit. La police est violente avec les travailleurs, les basses castes et les minorités religieuses. La justice ne vaut pas mieux, elle est notoirement corrompue et partiale. Les révolutionnaires et les syndicalistes, les chercheurs des sciences sociales et les journalistes honnêtes, les militants féministes et les simples athées sont persécutés. Et la situation se détériore depuis 2014, avec l'impunité garantie aux bandes fascistes de l'Hindutva, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (Organisation patriotique nationale, RSS). Ce mouvement paramilitaire fondé en 1925 a un bras politique, le BJP.

Aux élections législatives de 2014, le Congrès est supplanté par le BJP. Modi devient premier ministre. Il avait fait ses preuves, comme ministre en chef au Gujarat en 2002, il avait privatisé et encourage des pogromes antimusulmans qui ont causé entre 900 et 2 000 morts Modi est l'expression d'une tendance internationale de la bourgeoisie vers la réaction, le cléricalisme, le militarisme et la xénophobie dont témoignent aussi Netanyahu en Israël, Al-Sissi en Égypte, Erdoğan en Turquie, Orbán en Hongrie, Trump aux États-Unis, Al-Assad fils en Syrie, Poutine en Russie, Xi en Chine, Duerte aux Philippines, Bolsonaro au Brésil, Áñez en Bolivie.... Les universités sont mises au pas. Rien qu'en 2018, 6 journalistes sont tués.

Pour remporter les élections législatives d'avril-mai 2019, alors que l'économie ralentit (en 2019, le PIB a augmenté de 4,8 % contre 6,8 % en 2018), le premier ministre sortant Modi et son parti renchérissent dans la démagogie sécuritaire, nationaliste, cléricale, militariste. Le BJP l'emporte avec la majorité absolue (303 sièges sur 543) au Lok Sabhan (la chambre des députés).

En 1947, lors de la partition, Hari Singh, le maharajah de Jammu-et-Cachemire, peuplé principalement de musulmans, avait décidé de rejoindre l'Union indienne à condition de conserver une large autonomie. Selon l'article 370 de la constitution indienne, les lois votées par le parlement de New Delhi ne s'appliquaient pas au Cachemire, en dehors des domaines de la défense, des affaires étrangères, des finances et des communications. Fin juillet 2019, l'État indien envoie des troupes supplémentaires (50 000 militaires) au Jammu-et-Cachemire rejoindre les 700 000 soldats et policiers déjà présents, il évacue les étrangers. Début août, les communications mobiles sont coupées, les écoles fermées, un couvre-feu est imposé sur une partie de la région et les dirigeants de tous les partis sont assignés à résidence, 4 000 personnes sont arrêtées. Les parlementaires des grands partis ouvriers légaux, le PCI et le PCI-M, lorsqu'ils tentent de se rendre au Jammu-et-Cachemire, sont refoulés par la police de Modi et d'Ajit Doval.

Le 5 août, Amit Shah, le ministre BJP de l'intérieur, soumet au Rajya Sabha, le sénat fédéral, un projet de loi annulant l'article 370 de la constitution. Il est ratifié à la majorité des deux tiers. Les 7,5 millions de Cachemiriens, eux, ne sont pas consultés. L'autonomie du Jammu-et-Cachemire est supprimée, l'ancien État est scindé en deux « territoires de l'Union » dépourvus de parlement et placés sous l'autorité du gouvernement central. Désormais, les Indiens originaires d'autres États pourront acheter des terres au Cachemire, être employés dans son administration et voter aux élections locales s'ils y résident.

Le 31 août 2019, en Assam (nord-est), le BJP fait exclure de la citoyenneté indienne 2 millions de musulmans. Il veut généraliser le registre national des citoyens (NRC) à tout le pays en avril 2020.

Le 11 décembre, le gouvernement Modi-Shah change la loi sur la citoyenneté Le Citizenship Amendment Act (CAA) ouvre l'accès à la nationalité indienne aux réfugiés de six religions originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à l'exception des musulmans. Le président américain, en visite en Inde, minimise l'affaire: « J'en ai entendu parler, mais nous n'en avons pas discuté, cela relève de l'Inde » (Donald Trump, 25 février).

Les opposants victimes de la police et des bandes fascistes

L'Inde compte 14 % de musulmans, soit 200 millions de personnes. La police réprime violemment les manifestations de protestation dans les universités et quartiers musulmans de Delhi, Lucknow, Kanpur, Meerut... Le 15 décembre, elle envahit l'Université Jamia Millia Islamia (JMI) de la capitale New Delhi, détruit la bibliothèque, matraque les étudiants et tire à balles réelles. Les emprisonnés sont parfois affamés. Au total, la police tue 27 personnes ce mois-là.

Le 5 janvier, la branche étudiante du BJP, l'ABVP, attaque l'université Jawaharlal Nehru (JNU) de New Delhi, non musulmane mais hostile au fanatisme hindou. Les nervis molestent pendant trois heures étudiants et professeurs, causant une trentaine de blessés graves, dont la présidente du principal syndicat de l'université, Aishe Ghosh, en lutte contre une augmentation massive des frais de logement et de scolarité. À l'extérieur, la police reste inerte.

L'Inde compte plus de 520 millions de travailleurs, dont 6 % à 7 % seulement sont employés dans des entreprises du secteur formel et dont à peine 2 % sont syndiqués. Les CTU, l'alliance intersyndicale de 10 confédérations (INTUC, AITUC, HMS, CITU, AIUTUC, TUCC, SE-WA, AICCTU, LPF, UTUC), convoquent pour le 8 janvier 2020 une « bharat bandh » (grève générale, en fait une simple journée d'action) contre la politique antiouvrière du gouvernement, les privatisations, la précarisation du droit du travail, pour un salaire minimum à 21 000 roupies par mois. La seule centrale à rester à l'écart, la BMS, est contrôlée par le BJP. Par contre, l'appel est soutenu par les partis ouvriers, des syndicats étudiants et de multiples associations. Avant le 8, les CTU protestent contre la violence à l'université. La grève rassemble 180 millions de travailleurs salariés, d'étudiants et de paysans pauvres. Elle est particulièrement suivie dans la région du Bengale, à l'est, et au Kerala, au sud : transports publics, usines automobiles, mines de charbon, plantations de jute, banques, réseau de garderies rurales financé par l'État (Angwadi Services), électricité... Dans le reste du pays, plusieurs banques et les réseaux publics de bus sont touchés.

À partir du 16 décembre, des centaines de femmes du quartier populaire à majorité musulmane de Shaeen La région de Jammu-et-Cachemire perd son statut d'Etat fédéré pour se scinder en deux « territoires de l'Union » .



Bagh protestent contre le NRC, le CAA et les brutalités policières et fascistes et occupent une autoroute de 6 voies de New Delhi (Road 13A). Le 26 janvier 2020 une manifestation y rassemble 100 000 personnes autour du drapeau et de l'hymne indiens, arborant le préambule de la constitution. Le chef local du BJP menace d'évacuer lui-même les occupantes avant la visite du président américain. Le 11 février, lors des élections régionales de Delhi, le BJP qui, avec d'énormes moyens, avait mené une campagne bigote et raciste, échoue avec 39 % des voix contre 54 % au parti local qui gouvernait depuis 2015 le territoire, l'AAP. Au moment où Trump qualifie publiquement le premier ministre Modi de « dirigeant exceptionnel », les 23 et 24 février, des centaines de nervis de la RSS attaquent les quartiers « mixtes » (musulmans et hindous) du nord-est de la capitale, détruisant des véhicules, des échoppes et des maisons des musulmans, causant 34 morts et 330 blessés, sous les yeux de nombreux policiers (aux ordres du gouvernement fédéral) qui restent passifs. Les fascistes bloquent les ambulances aux abords de l'hôpital durant plusieurs heures sans que la police intervienne.

Pour le droit à l'autodétermination du Cachemire, pour la laïcité, pour un gouvernement ouvrier et paysan

En Inde, pèse toujours sur la classe ouvrière et l'intelligentsia l'héritage empoisonné du stalinisme, de son « étape démocratique » reléguant la révolution socialiste aux calendes grecques, de son « front uni anti-impérialiste » ou de son « front populaire » qui subordonnent les exploités à telle ou telle fraction de la bourgeoisie, du culte du chef, de l'utilisation de la calomnie et de la violence au sein du mouvement ouvrier.

La difficulté est que la 4° Internationale, fondée en 1938 contre les directions réformistes, a disparu dans les années 1950, sous la pression du stalinisme, du nationalisme bourgeois et de la sociale-démocratie, entrainant dans sa débâcle les sections du sous-continent (BLPI, LSSP). Depuis, ses multiples avatars se vautrent dans le centrisme et le réformisme. Par exemple, une « 4° Internationale » lambertiste (le CORQI de Gluckstein) a fondé en Inde, en novembre 2017, un « Comité international ouvrier » dont le programme se réduit aux formules creuses de franc-maçon, de politicien réformiste et de bureaucrate syndical : « contre la barbarie, la guerre et le démantèlement des nations ».

Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires n'aura jamais le courage de les mener. (Trotsky, Pour la 4^e Internationale, 1935)

Contre le démantèlement des nations ? L'unité de la nation est un mythe qui sert à la classe dominante pour soumettre les classes exploitées et semi-exploitées. Les travailleurs conscients de tous les pays savent qu'il faut y opposer leur lutte de classe, leur combat pour prendre la tête des classes laborieuses et subalternes contre la bourgeoisie locale. Dans le sous-continent indien, le pro-létariat en marche balaiera les frontières du Sri Lanka, de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh.

Il est exact que le socialisme reconnait à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, à la libre disposition de son propre destin. Mais c'est véritablement tourner le socialisme en dérision que de présenter les États capitalistes actuels comme l'expression du droit à l'auto-détermination. (Luxemburg, La Crise de la sociale-démocratie, 1915)

D'ores et déjà, il doit reconnaitre au peuple opprimé du Cachemire éclaté aujourd'hui entre trois États (Inde, Pakistan, Chine) le droit de décider de son sort, jusqu'au droit à l'indépendance.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande, non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent également sur ce terrain, comme levier pour une action de masse et des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie. (Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, 1916)

Quant à la paix, elle ne peut être obtenue que par la révolution prolétarienne, l'armement des travailleurs, le pouvoir des conseils de travailleurs en Inde, la création de la fédération socialiste d'Asie du Sud.

Le pacifisme petit-bourgeois part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940)

Les noyaux marxistes existant en Inde doivent se regrouper au plus vite pour constituer une organisation prolétarienne révolutionnaire de toute l'État, en lien avec l'avant-garde internationale. Et se battre, dans l'immédiat, pour le front unique de toutes les organisations ouvrières (PCI, PCI-M, AITUC, CITU, HMS, INTUC...), paysannes et étudiantes indiennes pour les revendications économiques, mais aussi pour l'autonomie du Jammu-et-Cachemire, le retrait des forces de répression, la restitution de la nationalité indienne aux musulmans radiés de l'Assam, la séparation de l'État et de la religion, l'égalité des femmes et des hommes.

15 mars 2020 Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)





COREP

« Les véritables superhéros »

FACE À LA CRISE COMBINÉE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

17 MARS

Le monde est confronté à la progression d'une pandémie d'une ampleur telle qu'elle provoque l'effondrement du système productif de pays entiers pour plusieurs mois. La Chine et la Corée ont été les premières, suivis par l'Iran et l'Italie, et probablement beaucoup d'autres dans le monde.

La crise économique capitaliste cyclique s'annonçait déjà avant le coronavirus. À cette situation, s'est superposée la paralysie soudaine de l'économie chinoise, d'une importance capitale en raison de son rôle de deuxième puissance mondiale et de principal fournisseur des chaînes industrielles du monde entier. En outre, dans chaque pays où la maladie se développe, l'économie locale est paralysée à la fois par la propagation de la maladie et par les mesures socio-sanitaires nécessaires prises pour la contenir.

Les frontières sont fermées, le tourisme mondial s'effondre, les marchés boursiers dévissent... Dans tous les pays, des licenciements massifs sont annoncés, touchant des secteurs entiers : transport aérien et terrestre, automobile, tourisme, hôtellerie et restauration, divertissement, sport...

La crise sanitaire est survenue après des décennies de restriction budgétaire, de privatisation et de précarisation de l'emploi dans les systèmes de santé publique, là où ils existaient. De nombreux travailleurs n'ont pas de couverture médicale : des centaines de millions de mingongs (migrants de l'intérieur) en Chine, des dizaines de millions d'ouvriers et d'employés aux États-Unis, des milliards de salariés et d'indépendants, de paysans pauvres sur les cinq continents... Nulle part, il n'y a pas assez d'hôpitaux et de travailleurs de la santé. Il n'y a pas assez de moyens pour répondre aux besoins en médicaments et en matériel médical. La production de respirateurs artificiels et d'oxygène, si nécessaire pour les

patients atteints de COVID-19, est insuffisante. La production et les prix de la plupart des médicaments sont soumis aux brevets détenus par les grandes entreprises pharmaceutiques...

La crise sanitaire se combine avec une crise économique que la bourgeoisie essaie de faire peser entièrement sur la population laborieuse. Ce genre de situation met en lumière les énormes contradictions qui caractérisent le capitalisme :

Le moteur de la production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins humains avec le minimum de dommages à l'environnement. Le but du capital est la valorisation du capital (qui apparait comme la recherche du profit). Cela facilite l'émergence de nouveaux virus face auxquels l'homme n'a aucune défense immunologique.

La propriété privée des moyens de production et la concurrence inter-capitaliste rendent impossible une réponse rationnelle aux problèmes qui se posent à un système de production étendu et internationalisé.

L'anarchie de la production capitaliste est incompatible avec la satisfaction des besoins urgents de la société, qui exigent planification et prévision.

Le pouvoir de la bourgeoisie, fondé sur les États nationaux, ne peut faire face rapidement et efficacement à une pandémie qui ne connaît pas de frontières et qui exige pour être contenue une réponse mondiale coordonnée, fondée exclusivement sur des critères scientifiques et sur la solidarité humaine.

La réponse des États capitalistes est à l'opposé des besoins, elle met à nu leur nature d'instrument d'oppression d'une classe sur toutes les autres. Dans chaque pays, les mesures de protection et d'endiguement ne sont pas prises lorsque la défense de la santé publique nationale et internationale l'exige, mais En Chine, en Corée, en Iran, comme maintenant en Europe occidentale et aux États-Unis, nous avons vu des mesures manifestement nécessaires être retardées, tandis que le gouvernement calculait de quelle manière elles affecteraient les bénéfices actuels et futurs des entreprises nationales. Par exemple, au début de l'épidémie aux États-Unis, le gouvernement fédéral a refusé les tests de dépistage du virus COVID-19 importés et a préféré des tests produits nationalement qui ne fonctionnaient pas. En fin de compte, la débâcle économique ne peut être évitée, mais, par contre la maladie a bénéficié de quelques jours ou semaines précieux, selon les pays, pour se propager librement, multipliant ainsi sa dissémination.

L'un après l'autre, chaque État répand le nationalisme et exige une union sacrée entre les classes. La plupart déclarent des « états d'exception » qui donnent aux polices et à l'armée des pouvoirs pratiquement illimités sur la population. Ainsi, l'État bourgeois s'entraîne à la guerre civile et transforme les classes ouvrières en simple bétail à diriger et à contrôler pour qu'elles supportent, en silence, les souffrances que l'épidémie entraîne, l'effondrement des systèmes de santé publique, les dures mesures d'isolement et la débâcle économique qui se profile.

C'est tout ce que le système capitaliste peut offrir face à une situation catastrophique : le profit au prix de la souffrance publique, la répression et le contrôle social poussé à l'extrême.

Comme lors de chaque crise du capitalisme, les restrictions budgétaires des États disparaissent, remplacées par des cadeaux illimités aux groupes capitalistes. Certes, tant en Chine que dans les pays riches les plus touchés, la crainte explicite d'une explosion sociale oblige les gouvernements à adopter certaines mesures pour éviter la chute brutale dans la misère d'une partie importante de la population active (classe ouvrière et petite bourgeoisie). Mais tout cet argent, plus celui qu'ils donnent aux entreprises, sera plus que remboursé par les travailleurs dès que la crise sanitaire sera passée et que le rythme « normal » de production et d'exploitation reprendra. La paupérisation des masses par l'inflation ou pour leur faire payer la dette publique sera la continuation des épreuves.

Face à cette barbarie, les organisations qui prétendent défendre les travailleurs paralysent toute réponse. Les partis d'origine ouvrière et les syndicats resserrent les rangs autour des gouvernements et acceptent la militarisation du pouvoir, digne du temps de guerre. Cependant, la classe ouvrière ne doit pas accepter que l'ennemi de classe gère la crise contre elle. L'unité immédiate de toutes les organisations du mouvement ouvrier est nécessaire pour les revendications qui sont indispensables à la survie de la majorité:

Expropriation sans indemnité de toutes les ressources privées nécessaires à la lutte contre la pandémie (santé privée, grandes chaines hôtelières, usines, produits médicaux et pharmaceutiques...)

Mise en place définitive d'une couverture médicale complète et gratuite pour tous les travailleurs du monde entier. Suppression des cotisations salariales. L'État et les employeurs ne doivent plus piller les caisses de sécurité sociale. Financement illimité des mesures de santé et de protection sociale par tous les postes budgétaires parasites des Etats, à commencer par les dépenses militaires et répressives, le financement des religions et de toutes les institutions archaïques (monarchie, sénat...).

Nationalisation sans compensation de toutes les banques sous contrôle des travailleurs, afin de mettre toutes les ressources économiques à disposition pour les besoins sociaux.

Interdiction de tout licenciement. Garantie de salaire à 100 % pendant toute la durée de la crise.

Alimentation, santé et aide sociale garanties à toute la population qui en a besoin.

Exemption de l'obligation d'aller travailler pour tous les parents ayant des enfants à la maison.

Moratoire immédiat sur toutes les créances des familles de travailleurs (crédit immobilier, loyer, fournitures de base : eau, énergie, communications). Interdiction des expulsions de familles. Garantie de logement pour l'ensemble de la population.

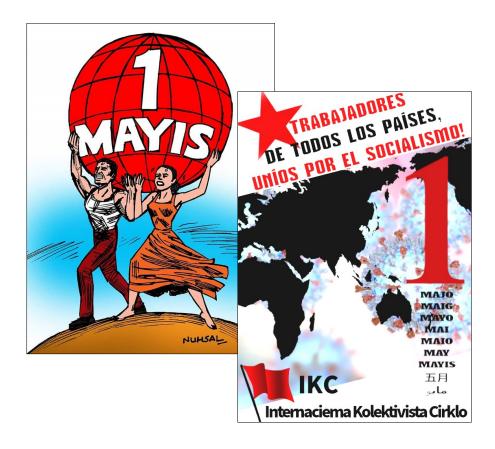
Collaboration internationale, sous le contrôle des travailleurs, pour la recherche, la distribution de matériel et de médicaments, etc. Organisation du contrôle par les travailleurs de la gestion de l'ensemble de la crise sanitaire (production nécessaire, santé, aide humanitaire aux populations à risque) avec des garanties de sécurité pour les personnes en bonne santé et les malades.

Forces de répression et armée hors des villes. Autoorganisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie.

La classe ouvrière doit répondre rapidement à la gravité de la situation. Mais nous devons également nous tourner vers l'avenir. Les éléments les plus conscients de la classe ouvrière doivent l'appeler à s'organiser pour devenir une classe dirigeante alternative, pour offrir à l'humanité un destin différent de la catastrophe permanente qu'est le système capitaliste pour la majorité de la population. Il n'y a pas d'autre choix : socialisme mondial ou barbarie.

17 mars 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, Espagne, France, Turquie) FT-VP (Brésil)



AUX CAPITALISTES DE PAYER LES CONSÉQUENCES DE L'ÉPIDÉMIE, PAS AUX TRAVAILLEURS !

1^{ER} MAI

N'en déplaise à Trump, le nouveau coronavirus n'est pas chinois. Il est né de la nature, ce qui illustre la dialectique matérialiste (Karl Marx, 1845) et les lois de l'évolution biologique (Charles Darwin, 1859).

Le capitalisme en déclin détériore l'environnement et modifie les rapports avec les espèces domestiques et la faune sauvage à une échelle inédite. Cela facilite les mutations de souches de bactéries résistant aux médicaments antibiotiques et l'apparition de nouveaux virus qui s'en prennent aux humains comme le Covid-19, Ébola, les SRAS-CoV, l'hépatite E, la Nipah... (voir David Quammen, Spillover, Animal Infections and the Next Human Pandemic, 2012; Rob Wallace, Big Farms Make Big Flu, 2016...).

L'épidémie de coronavirus a précipité en mars une nouvelle crise capitaliste mondiale qui a mis fin à une phase d'accumulation du capital (2009-2020). La récession était annoncée par le ralentissement de la croissance mondiale et la baisse, dès fin 2019, des échanges internationaux de biens. Elle a débuté comme une crise financière, s'est poursuivie avec une baisse du cours du pétrole puis l'affaissement de la production industrielle et des services productifs de marchandises. La crise économique se serait inévitablement produite en 2020, mais elle est aggravée par la pandémie. Le PIB mondial est en train de s'effondrer. La classe dominante est incapable de préparer la société à des catastrophes climatiques et sanitaires. Quand son État est contraint d'y faire face, il se révèle peu compétent et il continue à agir au détriment de la ma-

jorité de la population.

À un pôle du système impérialiste mondial, les pays dominés n'ont guère de systèmes publics de santé. Seule la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie ont accès à des soins de qualité. Mais, à l'autre pôle, les pays impérialistes (Chine, Italie, Espagne, France, Grande-Bretagne, États-Unis...) n'avaient pas préparé les stocks de masques et de respirateurs, à l'exception de la Corée, qui avait souffert particulièrement des épidémies du SRAS en 2003 et du MERS en 2015. Dans les décennies antérieures, soit à cause de la contre-offensive réactionnaire de la bourgeoisie des pays avancés contre les acquis sociaux, soit à cause de la restauration du capitalisme (Chine, Russie...), les systèmes publics de santé ont été délibérément étranglés et affaiblis. Les gouvernements, et pas seulement Johnson, Trump ou Bolsonaro, n'ont même pas profité du décalage entre le début de la pandémie en Chine et la contagion à leur propre population pour préparer le choc sanitaire, constituer des stocks d'équipements et réorienter la production industrielle à cette fin.

Par conséquent, les populations ont payé de milliers de morts l'imprévoyance des États bourgeois et l'improvisation des gouvernements. Faute de moyens de traitement (des respirateurs), de dépistage (des tests) et de prévention adaptés (des lotions hydroalcooliques, des blouses, des masques), les États ont recouru à la mesure la plus contraignante et la plus autoritaire, la plus nuisible à la vie sociale, la plus inégalitaire entre les classes sociales, le confinement généralisé de la population à son domicile.

D'une part, une partie du prolétariat a été quand même contrainte de travailler par dérogation au confinement : travailleurs de la santé, du transport, du ramassage des ordures, du commerce alimentaire... parfois, surtout au début de l'épidémie, sans aucun équipement. D'autre part, la plupart des travailleurs du secteur informel des pays dominés ne peuvent pas s'arrêter de travailler sous peine de mourir de faim. Parmi les confinés, il n'y a aucune égalité. Certains ont des logements sains, spacieux et connectés ; d'autres souffrent de l'inconfort, de la promiscuité, voire de l'insalubrité. Dans les camps de réfugiés, les bidonvilles, les maisons de retraite, les prisons... la distanciation sociale n'est guère praticable.

La combinaison de la crise du capitalisme et de la pandémie conduit à la faillite de millions de travailleurs indépendants et au chômage de centaines de millions de salariés. Pendant ce temps, chaque État (parlement, gouvernement, banque centrale) déverse l'argent à ses groupes capitalistes pour qu'ils survivent à la crise et concurrencent les autres lors de la reprise : 8 000 milliards de dollars dans le monde selon le FMI au 9 avril, dont 3 000 milliards de dollars aux États-Unis, 1 100 milliards d'euros en Allemagne, l'équivalent de 150 milliards de dollars en Chine, l'équivalent de 475 milliards d'euros en Grande-Bretagne, etc. Cela

s'accompagne d'un regain de protectionnisme, jusqu'à des prétentions réactionnaires d'autarcie (un vieux mythe fasciste, parfois présenté comme une « transition écologique »).

Dans les pays les plus touchés par l'épidémie de coronavirus, tout le monde a pu mesurer que sont superflus les capitalistes (patrons de PME, manageurs des grands groupes, actionnaires...) et que sont indispensables certains travailleurs indépendants (aides à domicile des personnes âgées...) et surtout de nombreux salariés (soignants, électriciens, postiers, conducteurs des transports publics, chauffeurs routiers...), en particulier les moins considérés et les moins rémunérés (éboueurs, caissières, agents d'entretien des hôpitaux...). Comme à chaque catastrophe, une partie de la population a manifesté de la solidarité et de l'altruisme, soit en se dévouant au travail indispensable, soit bénévolement par une aide volontaire aux hôpitaux, aux voisins, aux vieillards, etc. ce qui esquisse la société communiste future.

À l'opposé, la défense par chaque État de la propriété privée des moyens de production et la rivalité entre eux ont entravé la coopération internationale, la coordination et la répartition rationnelle des soins, des équipements, des produits, de la recherche de traitements et de moyens de prévention (tests, vaccins...). Pour chaque État bourgeois, la crise sanitaire et économique est l'occasion de tenter de renforcer le nationalisme, de restreindre les libertés, de mettre en cause le droit du travail, de conférer plus de pouvoirs à la police et à l'armée. De nombreux dirigeants politiques ont osé désigner comme responsables de l'épidémie, l'OMS, un autre pays, les migrants. Certains en ont profité pour mettre en congé leur parlement (Hongrie). Plus d'un gouvernement a réussi à faire oublier ses politiques criminelles : mise en danger des migrants à la frontière américaine ou à celles de l'Union européenne, crimes de guerre en Syrie, pogromes antimusulmans en Inde et en Birmanie, colonisation de la

Pourtant, la plupart des organisations ouvrières, syndicats et partis, acceptent de diviser la classe ouvrière mondiale et de se soumettre à leur propre bourgeoisie, en acceptant l'union nationale autour de l'État bourgeois et du gouvernement au service des capitalistes.

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros en France (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros				
à : ARTP AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE				
NOM	Prénom			
Adresse postale				
	Pays			

L'humanité est confrontée aux risques que lui fait courir le maintien du capitalisme, un mode de production qui a achevé son rôle progressiste. Si le capitalisme est maintenu, l'État fera supporter le remboursement de la dette publique aux producteurs, les capitalistes rembaucheront en diminuant les salaires et/ou en augmentant le temps de travail. Il faut empêcher que la reprise se fasse, comme en 2009-2010, sur le dos des travailleurs.

Les grands problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État. Pour mettre fin aux guerres et aux crises économiques, pour limiter les épidémies, il faut en finir avec le capitalisme et collectiviser l'économie. Cela passe par la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque État, l'auto-organisation des masses, la lutte pour la rupture des organisations ouvrières de masse avec la bourgeoisie qui conduit l'humanité à la barbarie.

Gratuité des soins ! Des masques, des tests pour tous, des respirateurs en quantité suffisante! Réquisition sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises pouvant produire masques, blouses, respirateurs, tests, médicaments antiviraux...! Contrôle par les travailleurs de ces productions! Annulation de tous les brevets sur les équipements médicaux et les traitements antiviraux! Satisfaction immédiate des revendications des personnels soignants! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale par un impôt très progressif sur le revenu, par la fin des subventions au capital, des dépenses militaires, des subventions aux religions!

Interdiction de tout licenciement, maintien de tous les emplois! Congés pris en charge par l'État pour ceux qui doivent garder leurs enfants!

Aucune expulsion des logements, réquisition des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades bénins, les sans-abris, les femmes battues, les familles qui vivent dans des logements surpeuplés ou délabrés...), suspension des loyers des logements d'habitation, des versements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation, garantie de nourriture suffisante, d'eau, d'énergie et de communication pour toute la population!

Légalisation immédiate de tous les migrants, forces de répression et armée hors des villes, autoorganisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie!

Coordination de la production d'équipements médicaux et répartition internationale au rythme de la progression de l'épidémie! Collaboration internationale pour la répartition des moyens et la recherche des vaccins, de traitements antiviraux, de nouveaux antibiotiques!

Contrôle des travailleurs sur l'activité des entreprises et des services essentiels et sur la fermeture des non-essentiels! Expropriation des groupes capitalistes! Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères! Arrêt de la déforestation, de la destruction des mangroves ou des récifs coralliens, encouragement aux cultures vivrières, limitation de la pêche industrielle et de l'élevage intensif!

Gouvernement ouvrier basé sur les conseils de travailleurs, destruction de l'État bourgeois et dissolution des corps de répression! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux en ménageant l'environnement et l'avenir de l'humanité! Fédération socialiste mondiale!

 1^{er} mai 2020

Collectif révolution perman nte (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie) Fração Trotskista - Vanguarda Proletária (Brésil)









ÉTATS-UNIS : SEUL UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS PEUT METTRE FIN AUX EXACTIONS ET AUX CRIMES RACISTES DES POLICIERS

7 JUIN

Le 26 mai, George Floyd, un Américain noir arrêté par la police à Minneapolis, a été étouffé lentement pendant huit longues minutes en pleine rue par un policier qui le maintenait à terre avec un genou sur le cou sous l'oeil indifférent de trois autres policiers présents. Depuis, des manifestations massives se déroulent chaque jour aux États-Unis dans toutes les grandes villes, malgré les interdictions, malgré le couvre-feu, malgré le déploiement de la police et de la Garde nationale, malgré les violences policières contre les manifestants, rassemblant travailleurs et jeunes, Noirs, Blancs et Latinos ensemble. Des manifestations ont aussi eu lieu à Londres, Berlin, Vienne, Madrid, etc.

Le racisme et les violences policières contre les Noirs jalonnent toute l'histoire des États-Unis depuis qu'ils existent. La fin officielle de l'esclavagisme après la guerre de Sécession n'a donné aux Noirs que la liberté de se faire exploiter par le capitalisme dans les conditions les plus dures sans aucunement en finir avec le racisme. Ainsi, la ségrégation raciale n'a été officiellement abolie que par le Civil Rights Act de 1964 et le Voting Rights Act de 1965. Cette violence contre les Afro-Américains n'est pas nouvelle. La différence, c'est qu'aujourd'hui elle est filmée. L'implication de la

police et du FBI dans l'assassinat de dirigeants noirs comme Malcolm X et Martin Luther King dans les années 1960 est avérée. Dans les années 1970, la répression étatique a frappé la dirigeante noire du CPUSA Angela Davis et surtout le Black Panthers Party qui avait osé affirmer le droit à l'autodéfense contre la police raciste. Mumia Abu-Jamal, un journaliste ancien militant du BPP, victime d'une machination policière avalisée par les tribunaux, a passé 30 ans à attendre d'être exécuté et est toujours condamné à perpétuité. Les assassinats de Trayvon Martin, Tamir Rice, Michael Brown et Éric Garner au cours de la dernière décennie ont donné naissance au mouvement Black Lives Matter.

Selon les statistiques des agences de santé publique, les Noirs représentent de 40 à 60 % des décès dus au Covid-19, alors qu'ils sont moins de 13 % de la population. La plupart d'entre eux, ainsi que des Latinos, sont toujours parmi les plus mal payés, les plus précaires, les plus mal logés, les plus mal nourris, les plus mis à l'écart du système éducatif, les plus victimes des maladies de la pauvreté, les plus mal soignés. Ils sont surreprésentés dans les prisons les plus hypertrophiées de tous les pays « démocratiques ».

Les violences policières à l'encontre des Noirs ne sont pas le fait de quelques brebis galeuses qui entacheraient l'honneur de la police comme le prétendent les bonnes âmes. Elles sont institutionnalisées, comme une des conditions intrinsèques du capitalisme, de l'oppression, de la division orchestrée de la classe ouvrière par le biais du racisme. Rien qu'à Minneapolis, où Floyd a été assassiné, la police a tué 31 personnes depuis 2000. 21 d'entre elles étaient des Noirs. En novembre 2015, à Minneapolis encore, Jamar Clark, un homme de 24 ans, qui avait été arrêté et menotté par des flics, a reçu une balle dans la tête. Des fascistes (Ku Klux Klan et autres) ont alors attaqué, sous les yeux de la police, la manifestation contre la violence policière et ont tiré sur cinq manifestants noirs.

Devant l'ampleur des manifestations, Trump s'est présenté comme « le président de la loi et de l'ordre » et a menacé d'envoyer l'armée pour rétablir le calme. Pris à la gorge par l'effondrement économique qui sape ses chances de réélection, Trump tente de jouer son va-tout en s'orientant sur une ligne de quasiguerre civile. Sa volonté de classer les organisations antifascistes et anarchistes en organisations terroristes est un appel clair à la mobilisation de ces partisans racistes ainsi qu'aux milices fascistes qui ont envahi à plusieurs reprises les congrès de différents États contre le confinement. Cependant, la représentation politique de la bourgeoisie est divisée sur la conduite à tenir. Une majorité d'entre elle, tant liée au Parti républicain qu'au Parti démocrate, craint de ne pouvoir maitriser la situation, d'autant qu'une partie significative des soldats est composée de Noirs. Elle penche pour une solution permettant à moindre frais de faire rentrer les manifestants, comme elle l'a déjà expérimenté par le passé. Elle espère que le renforcement des charges retenues contre les 4 policiers, quelques « genoux à terre » opportunément médiatisés de la part de responsables de la police, des appels au calme et à la justice d'Obama et de Biden, le renvoi de cette question à la prochaine élection présidentielle par les responsables du Parti démocrate, suffisent à dissiper la tension.

Les manifestations aux États-Unis interviennent alors que le chômage a explosé (42 millions de licenciements depuis le mois de mars touchant fortement la communauté noire), que les files d'attente se multiplient devant les distributions alimentaires, que les perspectives s'assombrissent pour le prolétariat américain. Mais l'absence d'un parti révolutionnaire aux États-Unis joue contre la classe ouvrière et la jeunesse, en empêchant de transformer leur élan, leurs aspirations en perspectives révolutionnaires. Obama, au cours de deux mandats flanqués de Biden, n'a rien changé à la violence policière ni à la situation économique et sociale des travailleurs ni des Noirs.

La principale formation réformiste, les DSA, qui sont membres d'un parti politique bourgeois, ont dévoyé les aspirations des travailleurs et des jeunes vers la candidature de Sanders, lors de l'élection primaire du Parti démocrate. Sanders lui-même vient de se désister pour Biden. Les DSA, non seulement refusent de rompre avec le parti impérialiste, de s'engager dans la voie d'un parti ouvrier, mais, comme ce qui reste du parti stalinien CPUSA, ils n'appellent même pas les exploités et les opprimés à exercer leur droit démocratique à se défendre contre les chiens de garde de la classe dominante.

Nous croyons fermement que des communautés fortes et dotées de ressources suffisantes n'ont pas besoin de recourir à la répression et, par extension, à des institutions répressives pour maintenir la paix lorsqu'il y a la justice. (DSA, Communiqué, 28 mai)

C'est la bouillie réformiste habituelle pour masquer la nature réactionnaire de l'État bourgeois et de sa police, comme s'il pouvait y avoir un capitalisme harmonieux et sans violence! Pas plus aux États-Unis qu'ailleurs, les policiers ne sont des « travailleurs » comme les autres, comme veulent le faire croire les réformistes : ce sont les détachements d'hommes armés recrutés et dressés à la défense du capitalisme. Ainsi, les réformistes laissent le terrain libre à toutes les manoeuvres de la bourgeoisie pour faire refluer la colère des masses. Si celle-ci y parvient, il n'y aura pas plus demain de justice envers les Noirs qu'il n'y en a eue jusqu'ici après tous les meurtres précédents.

Les seules organisations de masse de la classe ouvrière américaine, les confédérations syndicales (AFL-CIO, CtW) doivent rompre avec les partis politiques de la bourgeoisie, expulser de leurs rangs les organisations de membres des appareils répressifs publics et privés, défendre les minorités ethniques et leur droit à l'autodéfense contre la violence policière.

Seule la stratégie de détruire l'État bourgeois, de dissoudre les corps répressifs (police, garde nationale, armée, services secrets, justice...) par les travailleurs armés, d'instaurer un gouvernement ouvrier basé sur des organes des masses en lutte, d'exproprier le capital, de construire le socialisme international peut souder une avant-garde décisive dans les combats à venir.

7 juin 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)



GMI/FRANCE & PD/TURQUIE

LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DE TURQUIE, DE GRÈCE ET DE FRANCE DOIT EMPÊCHER LA GUERRE EN MER ÉGÉE

7 SEPTEMBRE

La nouvelle crise capitaliste mondiale a été précipitée en 2020 par la pandémie et porte en elle des conséquences destructrices. Les crises capitalistes apportent avec elles des mesures protectionnistes et la pression militaire. L'influence des États-Unis recule à l'échelle mondiale et au Proche-Orient. Cela permet aux impérialismes russe et chinois de tenter de combler ce vide, à l'impérialisme français de tenter de reprendre pied au Proche-Orient, aux puissances régionales et aux impérialismes de rang inférieur (Israël, Iran, Turquie, Arabie...) de jouer un rôle plus important. Les États-Unis ne peuvent renoncer pacifiquement à leur influence. Les alliances sont instables.

Les capitalistes se partagent le monde et ils le partagent proportionnellement aux capitaux, selon les forces de chacun... Or, les forces changent avec le développement économique et politique. (Lénine, L'Impérialisme, 1916, ch. 5)

Une grande concurrence se fait jour pour piller les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale. Cette rivalité peut causer une guerre en Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Israël commence à exploiter les gisements de gaz au large de la Palestine, ce qui l'oppose au Liban. La Turquie, qui s'est retrouvé coincée en Syrie et en Libye face à la Russie, se tourne vers la mer Égée pour de nouvelles ressources énergétiques. Le système capitaliste au stade impérialiste engendre des crises économiques, le militarisme, des guerres. C'est pourquoi on ne peut réduire les tensions entre la Turquie, la Grèce, la République de Chypre et la France à une simple crise diplomatique. Les manoeuvres militaires actuelles sont en fait le signal d'alarme d'une guerre qui vient. La probabilité d'un affrontement militaire de la Turquie avec la France et la Grèce augmente, alors que les trois États sont membres de l'OTAN constituée historiquement sous hégémonie américaine.

Les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'existera la propriété des moyens de production. (Lénine, L'Impérialisme, préface de 1920)

Les navires de guerre turcs et français se défient sur la côte libyenne. Erdoğan envoie la marine turque protéger des navires d'exploration pétrolière et gazière dans les eaux territoriales grecques mais à proximité du rivage turc, tandis que Macron envoie la marine française manoeuvrer avec celle de Mitsotákis, le premier ministre grec, dans la même zone.

Cette rivalité n'est pas celle des travailleurs de Turquie, de Chypre, de Grèce ou de France. Car les travailleurs n'ont aucun intérêt à une guerre. Elle concerne des fractions de la classe bourgeoise mondiale.

La classe ouvrière grecque s'est trouvée condamnée au chômage et à la paupérisation pendant dix années d'une profonde dépression économique. La classe ouvrière turque, quant à elle, peine à respirer sous les effets d'une crise économique qui dure depuis deux ans et d'une lourde répression de l'État. Avec la guerre, la répression de l'État se ferait partout plus dure encore et les travailleurs des deux pays seraient envoyés dans le but de tuer et de se faire tuer afin de protéger les intérêts de « leur » bourgeoisie. La guerre de la bourgeoisie pour s'accaparer les ressources énergétiques équivaudrait pour les travailleurs des deux pays à la pauvreté, à la misère, à la mort et à la destruction. Au moyen du nationalisme et du chauvinisme, les peuples de Turquie et de Grèce sont déclarés ennemis l'un de l'autre.

L'ennemi principal des classes ouvrières de Turquie, de Grèce et de France est leur propre bourgeoisie. Elle les condamne à l'exploitation, à la pauvreté, à la guerre et aux destructions. La seule force en mesure de changer ce destin est la classe ouvrière de ces trois pays. Pour cela, il est obligatoire que les classes ouvrières de Turquie, de Grèce et de France s'organisent à l'échelle internationale sur l'axe « guerre de classe contre la guerre ».

Non à la guerre entre les peuples et à la paix entre les classes!

Guerre de classe contre la guerre ! Ton principal ennemi est ton État bourgeois, retourne ta colère et les armes contre celui-ci!

Vive le drapeau rouge de l'internationalisme contre le nationalisme (au croissant ou à la croix) et le social-patriotisme!

Sortie de la Grèce et de la Turquie de l'OTAN! Toutes les forces d'occupation (Turquie, Grèce, OTAN), hors de Chypre! Que vive une Chypre unie!

Remplacement des armées hypertrophiées par l'armement du peuple ! Gouvernement des travailleurs à Athènes, à Ankara et à Paris ! Fédération socialiste de la Méditerranée !

7 septembre 2020 Groupe marxiste internationaliste (France) Patronsuz Dünya-Monde sans patron (Turquie)



Trump est battu mais la classe ouvrière américaine reste désarmée

10 NOVEMBRE

L'élection présidentielle et les élections législatives partielles à la Chambre des représentants et au Sénat viennent d'avoir lieu aux Etats-Unis. Elles ont arrêté les mobilisations contre la violence policière. Elles ont opposé surtout les deux principaux partis bourgeois, le Parti démocrate et le Parti républicain. Cela signifie que ni la campagne menée lors de ces élections, ni les résultats, ne constituent un point d'appui ou un facteur de rassemblement pour la classe ouvrière américaine. Pour ces élections, comme pour les élections précédentes, et comme en dehors du terrain électoral, toutes les recherches de la classe ouvrière, des minorités opprimées, des femmes travailleuses, de la jeunesse dans ses grèves, ses manifestations, etc. ont au bout du compte été subordonnées au Parti démocrate.

Le Parti républicain, avec l'aide de la majorité de la prêtraille chrétienne, a toujours eu une base populaire, en particulier chez les travailleurs indépendants, les professions libérales, le petit encadrement, les gardiens de prison, les policiers et les militaires de métier (dont le nombre ne fait que grandir au fil du temps), les immigrants de Cuba...

Son rival, l'ancien parti des esclavagistes, dupe aussi nombre de travailleurs salariés depuis l'époque impérialiste. C'est le résultat non seulement de l'habileté des politiciens démocrates (tout aussi véreux que les républicains) et de l'aide des clergés minoritaires (catholique, baptiste, musulman...), mais aussi de la complicité des appareils corrompus des organisations d'exploités. Les bureaucraties syndicales (AFL-CIO, CtW), et celles des mouvements basés sur l'origine nationale ou ethnique (dont BLM), la sociale-démocratie

(Sanders, DSA...), les débris du stalinisme (CPUSA, RCP...) et même de groupes issus du trotskysme (cliffistes de l'ex-ISO, grantistes de SAlt, shachtmanistes de la LRP...) refusent obstinément de construire une alternative ouvrière aux deux grands partis bourgeois.

L'opportunisme politique se cache toujours derrière un pragmatisme de façade consistant à expliquer que d'appeler à voter Hawkin (Parti vert) comme Socialist Alternative ou pour Biden (Parti démocrate) comme Sanders, le CPUSA ou le RCP, est un moindre mal, qu'il est possible de les pousser sur leur gauche, etc.

Pourtant, toute l'histoire des montre que le Parti démocrate et le Parti républicain sont aux mains de la bourgeoisie.

Les Américains ont fourni depuis longtemps la preuve que la république bourgeoise est la république des hommes d'affaires capitalistes, où la politique n'est qu'une affaire commerciale parmi d'autres. (Friedrich Engels, 31 décembre 1892)

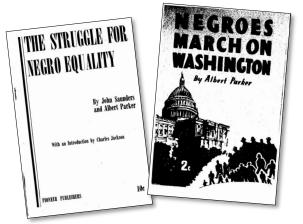
Le « parti de droite » et « le parti de gauche » se partagent également le financement par les groupes capitalistes.

Les sociétés cotées ont augmenté leurs dons aux candidats démocrates cette année... Trois quarts des manageurs interrogés par la Yale School of Management le 23 septembre ont déclaré qu'ils voteraient pour Biden. (Financial Times, 27 septembre 2020)

Les majorités parlementaires les présidents démocrates et républicains ont alternativement pris en charge les coups contre la classe ouvrière et l'immixtion dans le reste du monde. Dans ces conditions, du point de vue de la classe Est-ce à dire qu'aucun enseignement ne peut être tiré de ces élections et que tout continue comme avant ? Pas du tout.

L'affrontement qui a eu lieu dans ces élections reflète la division de la classe dominante sur un sujet brûlant : quel avenir pour l'impérialisme américain ? Ou plus exactement : quelle forme de gouvernement, quel régime politique correspond le mieux aux défis que doit relever la bourgeoisie américaine? En effet, il y a accord fondamentalement entre tous les représentants politiques des capitalistes sur le constat, à l'extérieur, de la perte d'influence économique, politique et militaire du premier impérialisme mondial et il y a accord entre elles pour identifier l'impérialisme chinois comme la menace la plus importante pour l'impérialisme américain. Au plan intérieur, il y a également accord sur la nécessité de restreindre les dépenses sociales, de maintenir l'ordre et même sur l'utilisation de la planche à billets pour soutenir les capitalistes dans la crise économique, la bourgeoisie se convertissant avec la plus grande facilité de « l'indépendance de la banque centrale » et de « l'orthodoxie budgétaire » à la « stimulation monétaire et budgétaire keynésienne », selon les nécessités du moment.

Pourtant, elle se divise politiquement. Face au déclin, l'aile de la bourgeoisie représentée par le Parti républicain et Trump a intensifié l'agressivité envers l'Iran et le Venezuela, la Chine et ses autres rivaux impérialistes, fussent-ils des « alliés traditionnels ». Face au chômage et à la paupérisation d'une partie de la population, Trump a cherché le rassemblement d'une force politique sur un axe populiste, « antisystème » et complotiste, qui désigne des boucs émissaires (immigrants, « assistés »,



Brochures du SWP, la section américaine de la 4^e Internationale, 1943

etc.) plus proche par certains côtés de la rhétorique fasciste que de la thématique traditionnelle du Parti républicain.

Dans une tentative bonapartiste, Trump a mené sa campagne sur quelques mots d'ordre simples : encore et toujours rendre « sa grandeur à l'Amérique », en désignant de plus en plus l'ennemi chinois puisque même le coronavirus serait une invention chinoise ; pour que le capitalisme continue comme si de rien n'était pendant la pandémie, celle-ci étant sciemment minimisée, alors qu'elle frappe en majorité les pauvres, les noirs, etc. ; pour le rétablissement de la loi et l'ordre contre les manifestants après les assassinats policiers de Noirs, par la violence étatique avec l'envoi de la Garde nationale et de l'armée (ce que l'état-major lui a refusé) et même l'intervention de milices fascistes ; en accusant son adversaire Biden de conduire la société « au socialisme ou au communisme »!

Évidemment Trump n'est pas idiot au point de confondre Biden avec un révolutionnaire comme le furent Daniel De Leon (1852-1914), Eugen Debs (1855-1926), James Cannon (1890-1974)... ni même avec un social-démocrate comme Bernie Sanders qui veut limiter les privilèges des capitalistes sans remettre en cause leur existence.

Trump était tout sauf un théoricien. Il pressentait confusément que l'affrontement avec les autres impérialismes nécessite à l'intérieur un régime beaucoup plus autoritaire et centralisé. Ne s'embarrassant d'ailleurs pas des fictions de la démocratie américaine, Trump avait prévenu d'avance que s'il perdait, c'était que les élections étaient truquées.

L'autre aile de la bourgeoisie représentée par le Parti démocrate et Biden, est au contraire sur le plan intérieur comme à l'extérieur, pour les vieilles ficelles, prétendant à l'apaisement, au consensus, au rassemblement de la nation, au respect des règles démocratiques, bref pour que l'exploitation capitaliste et les affaires puissent se dérouler dans le calme et la sérénité.

Il est temps de mettre de côté la rhétorique dure, de faire baisser la température, de se regarder et de s'écouter de nouveau. (Joe Biden, 7 novembre 2020)

Les résultats donnent sans conteste la victoire à Biden, mais Trump n'est pas écrasé, l'écart en voix étant d'environ 4,5 millions de voix sur plus de 147 millions de votants, soit un peu plus de 3 % dans une participation fortement accrue où les deux candidats ont augmenté de plusieurs millions chacun leur score. En plus, la candidate du Parti libertarien (Jorgensen) a obtenu plus de 1,6 million de voix au détriment de Trump.

Mal élu en 2016 (il avait reçu 2 millions de voix de moins que Clinton), Trump a cherché en 2020 à élargir sa base électorale en incluant une frange qui est prête à en découdre dans la rue contre les jeunes socialistes ou anarchistes, les militants noirs, etc. Son électorat est hétérogène : aux deux bouts de l'échelle des revenus, il



fait le même score chez ceux qui gagnent plus de 200 000 dollars par an que ceux qui gagnent moins de 30 000. Trump capte 55 % des électeurs qui se déclarent « Blancs », 12 % des « Afro-Américains » et 32 % des « Latinos ». Les électorats noir et latinos se sont plus partagés que ne l'espérait l'appareil démocrate, en particulier parce que, dans le capitalisme, ils sont mis en concurrence avec les nouveaux immigrants illégaux.

Le Parti républicain conserve la majorité au Sénat et le Parti démocrate est affaibli à la Chambre des représentants. Le décompte des voix n'est pas encore totalement achevé et il est contesté par Trump dans certains États, mais Biden a déjà obtenu la majorité de 279 grands électeurs lui garantissant la victoire, alors que le système archaïque favorise la campagne (où domine le Parti républicain) au détriment des métropoles (plus favorables au Parti démocrate). Dans le comté de New York, Biden fait 85 %; à San Francisco, 86 %; à Washington, 93 %...

Trump a beau refuser de reconnaitre le résultat, il n'a pas les moyens politiques, les services secrets et l'état-major étant réticents, pour un coup d'État qui déstabiliserait l'idéologie dominante (respect de la Constitution, désignation des gouvernants par élection, antiracisme proclamé...) et pourrait ouvrir la voie à une intervention propre de la classe ouvrière (il y avait des appels préventifs à la grève générale émanant de quelques syndicats en cas de coup de force). Trump est donc désormais lâché par des caciques du Parti républicain, par les médias de masse qui lui étaient favorables, etc. Après les fortes mobilisations contre les exactions policières, la majorité de

la bourgeoisie n'est aucunement tentée par l'aventure et se range derrière le respect des urnes et des institutions qui servent de paravent à sa domination.

Est-ce à dire que Trump n'était qu'une parenthèse qui vient de se refermer et que les choses vont rentrer dans l'ordre habituel ? Rien n'est moins sûr.

En effet tous les problèmes qui assaillent l'impérialisme américain restent sur la table :

La variation du PIB prévue pour 2020 est de -4,9 % pour les États-Unis et de +2 % pour la Chine. En glissement annuel, c'est-à-dire en comparant la croissance sur le même trimestre de l'année précédente, on obtient pour le 3° trimestre 2020 –2,9 % pour les États-Unis et +4,9 % pour la Chine.

De plus, alors que la pandémie est sous contrôle en Chine, elle court librement aux États-Unis et continue à faire des ravages. Dans ce domaine aussi, comme dans celui de l'économie, la bourgeoisie chinoise utilise à plein le régime politique autoritaire et anti-démocratique issu du régime stalinien et dont elle se sert désormais pour parvenir à ses fins, pendant que la société américaine semble se déchirer, y compris sur le port du masque, à cause de ses prétentions démocratiques.

Évidemment, l'impérialisme étasunien reste le plus puissant, son PIB annuel est d'environ 21 500 milliards de dollars contre 15 000 milliards pour l'impérialisme chinois, ses grandes entreprises l'emportent dans presque toutes les branches, sa culture imprègne le monde, sa supériorité militaire est indiscutable. Mais l'économie chinoise a des atouts : sa force de travail et son marché Le gouvernement Biden-Harris cherchera à neutraliser la Russie et à rassembler derrière l'impérialisme américain d'autres comme la France, l'Allemagne... pour faire reculer la Chine. En réintégrant les accords de Paris sur le climat, Biden entend avant tout imposer des barrières douanières contre les pays « pollueurs » au premier rang desquels la Chine. Mais il n'est pas au bout de ses peines. La poursuite de la guerre commerciale ne bénéficiera pas plus aux États-Unis qu'aux autres impérialismes, mais précipitera les prochaines crises capitalistes mondiales. Or la politique d'apaisement, de réconciliation nationale, que Biden veut mener ne peut fonctionner que par temps calme, quand la croissance est régulière et forte, quand l'impérialisme peut distribuer suffisamment de miettes à une partie significative de sa classe ouvrière pour acheter la paix sociale.

Or toute la situation mondiale va à l'inverse. Le « populisme », la tentation bonapartiste, voire fasciste, ne s'éteindront pas aux États-Unis avec la défaite électorale de Trump. Tant que la classe ouvrière américaine ne dispose pas de sa propre représentation politique, d'un parti ouvrier qui la rassemble indépendamment de la bourgeoisie, y compris lors des élections, elle est condamnée à osciller d'un bord à l'autre des partis bourgeois.

Un véritable parti ouvrier ne peut être que révolutionnaire et internationaliste. Pour commencer, il faut rassembler sur le programme marxiste les travailleurs conscients dans une organisation à l'échelle de tout le pays, liée à ses soeurs et frères des autres pays. Appeler



1934, Minneapolis, les camionneurs en grève affrontent la police

les syndicats et les organisations des opprimés à rompre avec le Parti démocrate est une des tâches de l'avantgarde. Dans les syndicats ainsi que dans un éventuel parti constitué par les syndicats, dans les entreprises, les administrations, les quartiers et les universités, l'organisation communiste combattra pour :

- un système de santé de qualité public et gratuit pour tous financé par les patrons, tous les examens, opérations et traitements nécessaires à la vie des travailleurs doivent être gratuits, de l'insuline aux médicaments anticancéreux,
- la suppression des brevets sur les vaccins, les médicaments et les équipement médicaux, expropriation des groupes capitalistes de ces secteurs, des cliniques privées, des groupes d'assurance santé privés,
- l'expropriation et mise au service des travailleurs de tous les logements des grandes entreprises propriétaires, garantie de logements de qualité bon marché pour tous.
- l'augmentation des salaires, des pensions de retraite suffisantes et garanties payées par les patrons, des indemnités de chômage décentes payées par les patrons,
- l'accueil des réfugiés, des migrants économiques et des étudiants, l'égalité des droits de tous les travailleurs.
- un enseignement public, gratuit, de qualité et laïque à tous les niveaux, y compris à l'université, annulation de tous les emprunts bancaires pour études,
- toutes les religions, les sectes, les entreprises, l'armée et tous les intérêts étrangers à la science, hors de l'enseignement,
- le retour à la gestion publique de tous les services privatisés : « charter schools » (généralisés par Obama), prisons, services sociaux, maisons de retraite, hôpitaux publics...
- le droit effectif à l'avortement,
- la protection de l'environnement,
- le démantèlement et le désarmement des polices militarisées et des milices racistes et fascistes, seul moyen de mettre fin à la brutalité raciste, la fin des interventions militaires,
- la suppression de la Cour suprême...

De telles revendications ne peuvent être satisfaites qu'avec l'autodéfense des salariés et des opprimés contre la police, l'instauration d'un gouvernement ouvrier, le démantèlement de l'État bourgeois, l'expropriation des groupes capitalistes, la perspective du socialisme mondial.

8 novembre 2020 Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)



Assez d'assassinats d'Iraniens par Israël! Levée du blocus par les États-Unis! 13 décembre

Le 27 novembre, un physicien iranien, Mohsen Fakhrizadeh, est assassiné à Absard, dans la banlieue Est de Téhéran par une douzaine de tueurs, dont aucun n'a été arrêté. Bien que personne n'ait revendiqué le crime, il est probable que les services secrets israéliens soient derrière l'opération, avec l'approbation du gouvernement étasunien et des complicités au plus haut niveau de l'appareil sécuritaire iranien.

Quelques jours avant l'attentat terroriste contre Fakhrizadeh, le ministre des affaires étrangères américain Pompeo, le monarque Ben Salman et le premier ministre israélien Netanyahou se rencontrèrent à Neom, au nord-ouest de l'Arabie saoudite.

En avril 2018, Nétanyahou avait présenté le physicien comme le chef d'un programme nucléaire secret à vocation militaire et comme la cible prioritaire du Mossad : « Souvenez-vous de ce nom, Fakhrizadeh » avait-il dit. L'État israélien a revendiqué des dizaines d'attaques contre l'armée iranienne en Syrie et en Irak. Il était aussi derrière l'explosion d'un dépôt de munitions le 12 novembre 2011, dans la banlieue de Téhéran, qui avait fait au moins trente-six morts, dont le général Hassan Moghadam. En janvier 2010, le physicien iranien Massoud Ali Mohammadi était assassiné ; en novembre de la même année, le physicien Majid Shahriari. Sans parler des cyberattaques de 2010 contre 30 000 ordinateurs iraniens par le programme Stuxnet élaboré par les services secrets israéliens et américains.

Le président américain en sursis a probablement donné son accord à l'attentat israélien du 27 novembre puisqu'il avait envisagé le 12 novembre, après sa défaite électorale, de bombarder l'Iran, ce que l'état-major lui a refusé. Dès le début de son mandat, Trump (Parti républicain) avait révoqué l'accord de 2015 par lequel l'Iran renonçait à son programme nucléaire civil en échange de la levée des sanctions économiques imposées en 1995 par le président Clinton (Parti démocrate), suivi par l'Union européenne dirigée par les impérialismes allemand et français. En temps de pandémie, le blocus des États-Unis est plus que jamais un crime contre les peuples d'Iran ; en revanche, il gêne fort peu les caciques du régime islamiste iranien qui ont les moyens d'y échapper. Le 3 janvier 2020, l'armée américaine avait assassiné par drone le général iranien Qassem Soleimani. Dans les heures qui ont suivi le meurtre de Fakhrizadeh, Trump s'est félicité que cela constituait « un coup majeur porté à l'Iran ».

On imagine l'indignation qu'auraient manifestée les grands médias occidentaux si l'Iran avait osé abattre des dirigeants américains responsables de l'arsenal nucléaire le plus colossal du monde ou les instigateurs des multiples immixtions violentes à l'étranger. Ils auraient justifié les bombardements américains qui auraient suivi.

Aux États-Unis, l'ancien président laisse, délibérément, une situation ingérable à son successeur qui avait annoncé qu'il voulait revenir à l'accord de 2015. Biden et son gouvernement en formation sont d'ailleurs demeurés muets devant l'attentat terroriste. Au Proche-Orient, le Parti démocrate soutient, tout autant que le Parti républicain, l'État colonial sioniste et la monarchie absolue des Saoud depuis la fin de la 2° Guerre mondiale.

En Iran, le pouvoir islamiste, malgré ses rodomontades, est incapable de riposter réellement à l'impérialisme américain et même à l'État sioniste, parce qu'il est incapable de s'adresser à la classe ouvrière de ces pays et du reste du monde. En effet, il repose sur une fraction de la bourgeoisie perse et il a été fondé sur l'écrasement de la révolution sociale de 1978-1979 qui avait jeté à bas la monarchie des Pahlavi. Fin 2019, il a réprimé de manière sanglante une révolte populaire provoquée par la crise économique et la sècheresse. Il a exécuté le 12 décembre le journaliste Rouhollah Zam, enlevé en Irak et accusé d'avoir joué un rôle actif dans le mouvement de protestation de 2017-2018.

En coulisses, la « République islamiste » a plus d'une fois collaboré avec « le grand Satan » (les États-Unis dans le langage des ayatollahs) : en 2001, en Afghanistan contre les Talibans ; en 2003, en Irak pour mettre en place un gouvernement provisoire ; en 2016, en Irak contre l'État islamique.

La police politique et les services secrets iraniens sont efficaces contre les ouvriers grévistes, les manifestants paysans et étudiants. Par contre, ils sont notoirement infiltrés par le Mossad et la CIA avec l'aide des monarchistes et des Moudjahedines du peuple financés par l'État américain. Israël a pu ainsi liquider à Téhéran le 7 aout Abdullah Ahmed Abdullah, un dirigeant d'Al-Qaida.

Les travailleurs avancés ne reconnaissent pas le droit des États impérialistes équipés d'un formidable arsenal militaire (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) de choisir les États autorisés à se doter de l'arme nucléaire (Israël, Pakistan, Inde...) et de l'interdire à ceux qui leur déplaisent (Iran, Corée du nord...). Les communistes veulent un monde sans aucune arme nucléaire.

Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et les bourreaux islamistes, d'instaurer un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des shoras (conseils de travailleurs), d'ouvrir la voie à la fédération socialiste du Proche-Orient, libérée de la colonisation sioniste et de toute oppression impérialiste. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël, de l'Union européenne, de Russie, de Turquie, de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étasunien.

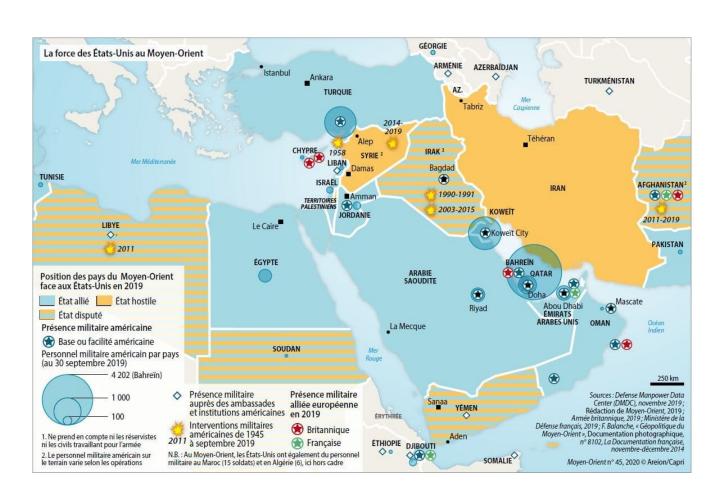
Arrêt des agressions israéliennes contre l'Iran!

Fin immédiat du blocus américain de l'Iran!

Fermeture de toutes les bases militaires américaines, britanniques, française et russe au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée!

13 décembre 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)



Retraites : les militaires contre la réforme

La contestation contre la réforme des retraites touche bien d'autres milieux et professions que les transports.

Ainsi le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 348000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde.

Bien que le gouvernement prétende défendre les «spécificités fonctionnelles, opérationnelles», le Conseil supérieur redoute l'allongement de la durée du service et il est dit : « On ne veut pas se retrouver avec un régiment de combattants de 63 ans.» C'est tout aussi vrai pour nombre de professions dans le civil.

Par ailleurs, le Conseil supérieur stigmatise « le caicul des décotes qui peut se traduire par des abattements de l'ordre de 20 % [...] et des décotes dissuasives pouvant aller au-delà de 60 %». Et le Conseil proteste contre « la mise en place d'une règle de calcul assise sur l'ensemble de la carrière au lieu des six derniers mois. Cela engendrera une baisse des pensions. » Là aussi, c'est exactement la même chose pour tous les travailleurs.

Que va faire le gouvernement? Probablement accéder, au moins en grande partie, aux réclamations des militaires, comme il l'a fait pour la police. Mais pourquoi pour les policiers, probablement les militaires, et pas les autres?

André Victor

GMI/FRANCE

LO, LA POLICE ET L'ARMÉE

30 MARS

L'armée professionnelle et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État. (Lénine, L'État et la révolution, 1917)

LO, adjointe de la bureaucratie de la CGT

Le mouvement ouvrier français a ses particularismes : un émiettement syndical incroyable ; l'affaiblissement des deux vieux partis réformistes (PS, PCF) sans que le nouveau (LFI) les remplace vraiment dans les entreprises, les quartiers et l'électorat ; la survie sur leur gauche de plusieurs organisations capables d'éditer un hebdomadaire.

La plus grosse est aujourd'hui LO, issue d'un groupe apparu en 1956 sous le nom de VO sans que son chef (Hardy, 1928-2009) ni aucun autre fondateur n'ait jamais appartenu à la 4º Internationale (1933-1953). Cette secte nationale était marquée par une forte adaptation au PCF, au moment où le stalinisme était à son zénith dans le mouvement ouvrier français. Selon Hardy, le PCF, même si sa politique était opportuniste, n'était pas contrerévolutionnaire. Pour VO-LO, la grève générale de mai 1968 n'avait pas ouvert une situation révolutionnaire, le seul tort du PCF (et de la direction de la CGT qui lui était totalement soumise) fut de cesser les grèves alors que plus de revendications auraient pu être obtenues.

De 1972 à 2020, LO n'a pas reproché au PS et au PCF de s'allier à des partis bourgeois sur un programme bourgeois, mais au PCF de s'allier... au PS. Depuis 1981, LO a appelé à voter plus d'une fois pour des candidats de partis bourgeois « de gauche » soutenus par le PCF. Lors des municipales de 2008, elle est entrée elle-même dans des coalitions électorales avec des débris bourgeois de ce type.

LO ne voit aucun mal à ce que la CGT syndique les policiers, comme s'ils étaient des travailleurs comme les autres (les militaires, dont les gendarmes, n'ont pas le droit de se syndiquer).

Dans les années 1980, l'appareil de la CGT a commencé à coopter des membres de LO en son sein (le plus connu est Jean-Pierre Mercier, délégué syndical central CGT du groupe PSA et membre du bureau politique de LO).

Vu que ses rivaux « trotskystes » ont constitué des partis larges (NPA, POI, POID) qui ne se réclament pas du communisme, LO se présente auprès des lycéens et des ouvriers comme bien plus radicale. En réalité, rien de décisif ne la distingue des autres courants centristes, car elle capitule tout autant devant les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse. La « marxisme » de LO est purement décoratif, un dogme et des rites à fonction interne, sans conséquence pratique sur sa politique. LO proclame son internationalisme, mais ne combat pas la bureaucratie socialepatriote de la CGT qui défend « l'intérêt national ».

N'est pas internationaliste celui qui proclame qu'il est internationaliste, mais seulement celui qui lutte effectivement en internationaliste contre son gouvernement, contre ses sociaux-chauvins, contre ses kautskistes. (Lénine, Projet de thèses, décembre 1916)

Le social-patriotisme est le programme des médecins du capitalisme ; l'internationalisme est le programme des fossoyeurs de la société bourgeoise. Cette antinomie est irréductible. (Trotsky, Entretien avec un ouvrier social-démocrate, février 1933)

À chaque fois que la classe ouvrière tente de se défendre contre le capital, qu'elle cherche la voie de la grève générale et l'auto-organisation (AG qui décident, comités élus, centralisation des comités, services d'ordre sous leur contrôle..), la direction de LO met ses militants au service des directions syndicales, d'abord la CGT. Elle tait la collaboration avec le gouvernement et elle soutient avec zèle leurs diversions : journées d'action, actions spectaculaires, grèves tournantes, grèves reconductibles, meetings avec le Parti radical et EELV « pour une autre réforme »... Après chaque défaite causée par la trahison des bureaucraties syndicales corrompues, LO accuse les travailleurs de ne pas avoir assez lutté, en fait de ne pas avoir suffisamment suivi les consignes de Martinez et compa-

Pour LO, l'armée et la police sont des travailleurs comme les autres

Inévitablement, quand la lutte des classes s'intensifie, la contradiction s'accroit entre l'orthodoxie marxiste affichée et l'opportunisme réel. Cela apparait dans le refus de LO d'appeler à l'autodéfense contre l'appareil répressif de l'État et dans sa présentation, calquée sur les bureaucrates syndicaux, des militaires de métier et des policiers de tout poil comme des travailleurs comme les autres.

Il était prévisible (le Groupe marxiste internationaliste l'avait annoncé) que la police et l'armée, en tant que corps de répression de l'État, seraient épargnées lors de l'attaque contre les retraites menée par le gouvernement Macron-Philippe et négociée par la direction de la CGT.

Le policier bénéficiera des avantages des régimes particuliers : possibilité d'ouverture des droits à 52 ans, un départ à la retraite à 57 ans et la bonification du 5e [la bonification qui leur offre une annuité quatre trimestres de cotisation tous les cinq ans] qui sera maintenue par une surcotisation de l'employeur, le ministère de l'Intérieur. (Yves Lefebvre, secrétaire général d'Unité-SGP Police, 12 décembre 2019)

Nous ne devons jamais oublier ce que la nation vous doit. Quand on est militaire, on ne touche pas la retraite, on a une pension. C'est différent, tout est différent. (Emmanuel Macron, allocution à la base militaire de Port-Bouët, Côte d'Ivoire, 20 décembre 2019)

Pourtant, les néo-kautskistes de LO n'expliquent pas cette exception.

Les syndicalistes policiers justifient le maintien de leur régime spécial en arguant du danger de leur métier. En effet, vingt-cinq gendarmes et policiers sont morts en mission en 2018, sans compter les suicides. Le danger du métier est sans doute réel... tout comme celui qu'encourent bien des travailleurs. L'équité et l'égalité sont chères au gouvernement quand il vante les supposés mérites de sa réforme. Ira-t-il jusqu'à conclure que tous les travailleurs devraient bénéficier des mêmes droits à la retraite que les policiers ? (11 décembre 2019)

Le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 348 000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde. C'est exactement la même chose pour tous les travailleurs. Que va faire le gouvernement? Probablement accéder, au moins en grande partie, aux réclamations des militaires, comme il l'a fait pour la police. Mais pourquoi pour les policiers, probablement les militaires, et pas les autres. (22 janvier 2020)

En d'autres termes :

- Parmi « tous les travailleurs », il y a des policiers et des militaires.
- Certes, leur métier comporte du « danger », mais ils ne sont pas les seuls, les autres travailleurs aussi.
- Leurs représentants, CSFM pour les militaires et « syndicalistes » pour les policiers, ont des « arguments percutants » à présenter au gouverne-
- Les autres travailleurs devraient, si le gouvernement était soucieux « d'équité » et « d'égalité », bénéficier de la même « réforme », des « mêmes droits à la retraite » que les policiers et les militaires.

Selon la théorie marxiste de l'État, un tel propos est inepte. Il ne s'agit pas d'une formulation maladroite, occasionnelle, mais l'indice d'un opportunisme répété, incrusté.

En 2016, alors qu'un mouvement de policiers dirigé par LR, le FN et les groupes fascistes se dressait contre le gouvernement PS-PRG, LO les présentait comme des travailleurs, victimes du gouvernement au même titre que les enseignants ou les soignants.

Les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale. (26 octobre 2016)

En 2005, durant la révolte des jeunes de banlieues, LO réclamait plus de « police de proximité », comme le

Même sur le plan strictement policier, il n'y a pas, dans les quartiers dits sensibles, plus de police de proximité ou de postes de police permanents. La politique de Sarkozy, c'est d'envoyer ponctuellement une armada de CRS. (4 novembre 2005)

En 2001, alors qu'une protestation de policiers et de gendarmes orchestrée par le RPR et le FN visait le gouvernement PS-PCF-PRG-Verts, LO en faisait un exemple pour le reste du « monde du travail ».

Les syndicalistes policiers ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail et montré que, pour se faire entendre de l'État-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue. (7 décembre 2001)

En 1981, sur *TF1*, répondant à une question de journaliste, la candidate LO à l'élection présidentielle Laguiller expliqua qu'il fallait plus de policiers.

Je vais étonner, eh bien, je suis pour l'augmentation du nombre de policiers. Mais il faut qu'ils soient plus près de la population. (30 mars 1981)

LO a oublié l'essentiel

L'armée et la police sont toujours un nid des partis bourgeois les plus réactionnaires, elles aident les bandes fascistes. À l'opposé, les grands sites de travail et les quartiers populaires sont les foyers du syndicalisme ouvrier et des partis ouvriers. L'armée et la police françaises ont une longue tradition de répression des grèves, des révolutions ouvrières, des peuples coloniaux. La police a été sous le régime de Vichy l'auxiliaire zélée de l'appareil nazi anticommuniste et antisémite. L'état-major a mené un coup d'État réussi en 1958 (et une tentative qui a échoué en 1961).

L'armée française (plus de 60 000 civils et plus de 200 000 militaires de carrière) n'est plus une armée de conscription. Elle intervient, avec des moyens colossaux, dans le monde pour défendre les intérêts des grands groupes capitalistes français contre leurs rivaux et contre les peuples opprimés. Son budget a augmenté en 2020 de 4,5 %, pour atteindre 37,5 milliards d'euros. Les partis d'origine ouvrière représentés au parlement contestent parfois les alliances militaires et certaines opérations extérieures, mais tous soutiennent l'armée bourgeoisie française parce qu'ils sont devenus sociauximpérialistes (le PS depuis 1914, le PCF depuis 1934, LFI dès sa fondation en 2016).

Une des composantes de l'armée, la gendarmerie, remplit des fonctions de maintien de l'ordre à l'intérieur des frontières. Mais, en cas de besoin, toute l'armée peut suppléer la police nationale. Le général De Gaulle, en mai 1968, est allé se concerter avec des généraux d'active pour préparer une opération contrerévolutionnaire de ce genre. Les manoeuvres militaires dans des villes, la participation à Vigipirate au nom de la lutte contre le terrorisme, l'opération Résilience, constituent autant d'entrainements de l'armée bourgeoise à la guerre civile.

Les effectifs de la police française (plus de 150 000 policiers nationaux, renforcés de 23 000 policiers municipaux), ses rémunérations, son équipement ne cessent de croître, avec le soutien des partis « réformistes » (LFI, PS, PCF...).

Les réformistes inculquent systématiquement aux travailleurs l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés. (Quatrième internationale, Programme de transition, 1938)

De l'automne 2018 au printemps 2019, le mouvement populaire des Gilets jaunes a été victime d'une violence policière inouïe, inédite depuis mai-juin 1968, déployant des hélicoptères et des véhicules blindés. Le journaliste David Dufresne a recensé 202 blessures à la tête, 21 éborgnés et cinq mains arrachées.

Le 1er mai 2019, à Paris, la police a attaqué les cortèges de la CGT et de Solidaires. Tout l'hiver 2019-2020, lors du mouvement en défense des retraites, la police et la gendarmerie mobile ont fouillé les manifestants, entravé les manifestations ouvrières appelées par les syndicats, gazé à coup de grenades lacrymogènes les manifestants, les ont matraqués, leur ont tiré des balles en caoutchouc avec leurs LBD.

Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes dressés à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés, la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. (Lénine, Ils ont oublié l'essentiel, mai 1917)

Certes, comme les directions syndicales et les partis « réformistes », LO condamne les violences policières. Mais elle n'y oppose pas l'autodéfense des grévistes et des manifestants. Son programme pour l'élection présidentielle n'en dit rien (Faire entendre le camp des travailleurs, 2017), ni celui pour les élections européennes (Lutte ouvrière dans les élections européennes, 2019).

Pour préparer la classe ouvrière à ses tâches historiques, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire contre les directions actuelles de la classe ouvrière, il faut ranimer le programme communiste.

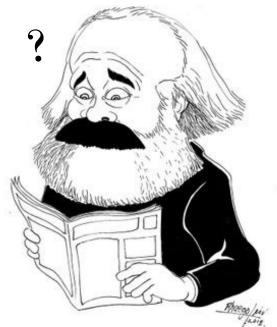
Abolition des armées permanentes et armement généraldu peuple. (Parti ouvrier, Programme du Havre, 1880)

Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiciens corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs. (Ligue communiste, Programme d'action, 1934)

 $30 \; mars \; 2020$ Groupe marxiste internationaliste (France)



CRC n° 2 CRC n° 15



LÉONARDO ALEX THOMAS PIKETTY, *CAPITAL ET IDÉOLOGIE* 21 AOUT

Thomas Piketty présente Capital et idéologie (Seuil, septembre 2019, 25 euros) comme « s'articulant avec son ouvrage précédent, Le Capital au XXI° siècle » (p. 16), dans lequel il propose, au nom d'un objectif de réduction des inégalités, de sauver le capitalisme avec de nouveaux rapports de distribution, comme le fit Keynes entre-deux guerres et, avec un moindre succès, la théorie de la régulation à la fin des années 1970 (voir Révolution communiste n° 9).

Plus encore que le précédent, le livre est une somme (1 200 pages), le champ d'investigation géographique et historique est plus large, il est très bien documenté, fort de nombreux graphiques et tableaux, l'auteur expose ses arguments de manière très claire et n'hésite pas à exprimer des doutes. Il trace une histoire du capitalisme à travers une étude détaillée de l'évolution des inégalités dans le monde depuis plus de deux cents ans. Il s'exprime en termes de classes sociales - nous constaterons que celles de Piketty n'ont pas la même signification que celles que l'on trouve chez Marx, Engels... -, qu'il articule dans une analyse historique du développement de l'humanité sous formes de sociétés trifonctionnelles : d'une part la classe dominée et d'autre part deux branches de la classe dominante, l'une détenant le pouvoir économique et militaire, l'autre détenant le pouvoir spirituel et idéologique. On retrouve ici la fonction de superstructure idéologique visant à légitimer les rapports sociaux. La question qu'il pose est donc d'interroger comment l'organisation trifonctionnelle des sociétés a pour rôle de justifier les inégalités, de tout temps et partout : « Chaque société humaine doit justifier ses inégalités : il leur faut trouver des raisons, faute de quoi c'est l'ensemble de l'édifice politique et social qui menace de s'effondrer » (p. 13). Il semble s'appuyer sur une conception de l'histoire dans laquelle il conçoit une « continuité entre les logiques esclavagistes, coloniales et propriétaristes » (p. 266), chacune fonctionnant sur un mode trifonctionnel. Nous constaterons que cette conception n'est pas matérialiste mais à l'inverse idéaliste. Ce livre donne corps à un projet réformiste, dans lequel le capital est fétichisé au lieu d'incarner des rapports sociaux.

Objectif politique réformiste contre le communisme

En entretenant la mythologie de la possibilité d'une phase de croissance importante, similaire à celle qu'a connue le monde capitaliste dans les années 1950 et 1960, l'objectif théorique du livre est clairement de dégager les fondements d'une doctrine visant à justifier le capitalisme. Si ses parents militaient à LO, faire une carrière universitaire implique des choix différents ; il a été assez tôt (années 1990) associé aux courants les plus droitiers du Parti socialiste, aux côtés de Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn, de la Fondation Saint-Simon fondée par François Furet... et si ses positions sont à présent moins ouvertement antimarxistes que celles de sa jeunesse, il en reste fort éloigné, malgré les titres de ces deux ouvrages qui font référence à l'oeuvre économique de Marx. S'il évoque des classes sociales, ce ne sont pas non plus celles de Marx, réduisant le champ politique à des luttes politiciennes entre quatre courants:

"internationalistes-égalitaires" (pro-immigrés, pro-pauvres)... "nativistes-inégalitaires" (anti-immigrés, pro-riches)... "internationalistes-inégalitaires" (pro-immigrés, pro-riches) et... "nativistes-égalitaires" (anti-immigrés, pro-pauvres). (pp. 915-916)

Il se sent plus proche du premier courant, auquel il associe le PS et La France insoumise. Il a d'ailleurs fait campagne pour le candidat du PS en 2012 et en 2017. Les cadres des partis ouvriers-bourgeois ont compris qu'il est des leurs : Laurent Baumel (PS) voit Piketty comme un intellectuel critique incarnant « un réformisme fidèle à ses valeurs ».

Ses propositions ne sont certes pas révolutionnaires, mais par rapport à l'existant, leur mise en oeuvre serait déjà énorme. Depuis la sphère sociale-démocrate modérée, il remet tout de même en cause l'héritage et l'idée selon laquelle on mérite entièrement ce qu'on a accumulé. (Guillaume Balas, coordinateur national de Génération.s)

Nous ne proposions pas de fusionner impôt sur le revenu et CSG, mais le principe intellectuel était identique : en faire des impôts individualisés et fortement progressifs, avec une dotation forfaitaire par enfant pour contrecarrer les effets injustes du quotient familial. (Liêm Hoang-Ngoc, LFI)

Une telle approbation de la part de courants réformistes va de pair avec l'offensive des zélateurs de Macron qui oeuvrent sur France Inter, dans laquelle ses propositions sont qualifiées de« liberticides », « excessives », « confiscatoires » et « spoliatrices », ce qui est instructif du contrôle idéologique exercé par le gouvernement sur l'un des principaux médias. Mais les deux positions ne sont que les deux termes d'une alternative qui, selon les circonstances, s'inscrivent fondamentalement dans la défense de la bourgeoisie.

Il ne s'agit en effet que de renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu et d'instaurer une taxe sur le capital, à savoir assurer la paix sociale en acheter l'aliénation avec une réduction des inégalités. La perspective qu'il dessine est celle d'un « socialisme participatif », comme une troisième voie entre l'« hypercapitalisme » (p. 674) et l'« hypercentralisation étatique » qu'il associe à la révolution de 1917, dont il juge « l'idéologie... relativement fruste » et dont les « échecs conduisirent à une fuite en avant de plus en plus répressive » (p. 704). Il a en revanche

besoin de « recettes pour les marmites de l'avenir » (Le Capital) puisqu'il reproche à « Marx et Lénine... de n'avoir pas proposé avant la prise de pouvoir de 1917 de solutions précises » (p. 675) et il attribue les victoires idéologiques de la bourgeoisie, « le nouveau récit hyperinégalitaire... au désastre communiste » (p. 15). Il s'agit de rendre acceptable le capitalisme. Là est le coeur de l'approche de Piketty qui envisage de modifier les rapports de répartition sans se soucier des rapports de production, comme si la seule raison de l'inégalité tenait à des différences de distribution. À vrai dire le livre de Piketty parle de capital sans exploitation et d'idéologie sans superstructure.

Un capital sans exploitation

Il est favorable à la cogestion, avec une redistribution du capital, tout en en laissant la part la plus importante au patronat. Cependant le capital pour Piketty n'est pas un rapport de production, il est fétichisé comme un facteur de production neutre. L'accumulation et la plus -value ne font pas partie de son analyse, l'exploitation est à peine mentionnée (à propos de l'esclavage). Le monde souhaité par Piketty n'empêchera absolument pas les entreprises d'exploiter les travailleurs et de détruire la nature, il n'empêchera pas les puissances impérialistes de piller les pays dominés, il n'empêchera pas le capitalisme de provoquer, en raison de son fonctionnement anarchique, des crises récurrentes

La propriété privée des moyens de production, correctement régulée et limitée dans son étendue, fait partie des éléments de décentralisation et d'organisation institutionnelle permettant aux différentes aspirations et caractéristiques individuelles de s'exprimer et de se développer dans la durée. (p. 692)

De toute évidence le capital de Marx n'est pas le même que celui de Piketty, pour qui la question des inégalités peut se régler indépendamment de la question de l'aliénation et de l'exploitation :

C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct... qu'il faut chercher le secret le plus profond, le



Paris, 19 mars 2017: Piketty participe à un meeting de campagne de Benoît Hamon, ancien ministre de la 5e république et alors candidat du PS à l'élection

Manifeste du parti communiste



Programme de la Ligue des communistes, 1847. Cahier révolution communiste n° 13

Exposé au conseil général de l'Association internationale des travailleurs, 1865 Cahier révolution communiste n° 10



Marx



Adresse du conseil général de l'Association internationale des travailleurs Cahier révolution communiste n° 25

La guerre civile en France

1871



Recueil de textes 1848-1875 Cahier révolution communiste n°6



fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. (Le Capital, III, ch. 47)

L'idéologie remplace la lutte des classes

Alors que Marx concevait les idéologies comme le produit des intérêts de classe, Piketty défend la position idéaliste que l'histoire est une lutte d'idéologies :

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes », écrivaient Friedrich Engels et Karl Marx en 1848 dans le Manifeste du parti communiste. L'affirmation reste pertinente, mais je suis tenté à l'issue de cette enquête de la reformuler de la façon suivante : l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des idéologies et de la quête de *la justice*. (p. 1191)

Il semble ignorer que les inégalités ne relèvent pas de l'idéologie mais des rapports sociaux. C'est dans un renversement effarant, inverse de celui par lequel Marx remettait la philosophie dialectique « sur ses pieds » (La Sainte famille), que Piketty remplace la lutte des classes par l'idéologie pour jouer le rôle de moteur de l'histoire.

On aurait bien tort de voir dans ces constructions intellectuelles et politiques un pur voile hypocrite et sans importance permettant aux élites de justifier leur immuable domination. (p. 61)

Il s'oppose ainsi au meilleur de la tradition marxiste, qui conçoit l'idéologie comme un outil visant à légitimer les rapports d'exploitation (voir Franz Jakubowski, Les Superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, Études et documentation internationales, 1971). À l'inverse, il la conçoit comme un moyen de lutter contre les inégalités et s'il ne nie pas l'existence de « rapports de force », il juge qu'ils « ne sont pas seulement matériels : ils sont aussi et surtout intellectuels et idéologiques » (p. 20).

Ce n'est donc pas pour lui la lutte des classes ni le développement des forces productives qui agissent sur l'évolution historique mais ce sont les idées, qui « ne sont rien tant qu'elles n'ont pas conduit à des expérimentations institutionnelles et des démonstrations pratiques dans le feu des événements, des luttes sociales, des insurrections et des crises » (p. 143). C'est ainsi que les « conditions... données et héritées du passé » (Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte) sont remplacées par les idées.

Si Capital et idéologie est une mine d'informations d'une grande utilité, s'il est largement supérieur à l'immense majorité de la littérature économique et historique de la bourgeoisie, il n'est pas plus à même que Le Capital au XXIe siècle de constituer un outil intellectuel de lutte contre le capitalisme. À l'inverse il se présente comme une tentative de sauvegarde du capitalisme contre la classe capitaliste.

> 21 aout Leonardo Alex



COREP

PROPOSITION DE PROTOCOLE À LA FT-VP/BRÉSIL

21 SEPTEMBRE

La FT-VP du Brésil a une intervention syndicale et signe depuis plusieurs années les déclarations internationales du Collectif révolution permanente (dont celle de novembre 2018 sur le Brésil). Par contre, elle n'a guère d'apparition politique propre et elle n'a pas répondu à plusieurs lettres politiques du bureau international. C'est une situation qui n'est pas conforme aux enseignements de Lénine et de Trotsky. Le bureau propose que la FT-VP se transforme en un noyau communiste actif en s'appuyant sur le CoReP.

1

Bolsonaro est militariste et fascisant, mais il n'a pas été porté au pouvoir par un coup d'État militaire, ni par la mobilisation armée de bandes fascistes. Il a gagné l'élection présidentielle en 2018 parce que la classe ouvrière a été désorientée et trahie pas son principal parti politique, le PT, en particulier quand il a exercé le pouvoir de 2002 à 2016 (Lula, Roussef). C'est un parti ouvrier bourgeois depuis sa fondation par Lula à partir des syndicats mais sous l'influence de l'Église catholique : ouvrier par sa base, bourgeois par sa politique. Il a gouverné avec des partis bourgeois. Il n'a pas attaqué la propriété privée, ni l'État bourgeois.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de « gauche révolutionnaire » (comme le dit le point 5 de la note de la FT-VP du 27 août) mais des partis traitres (PSB, PT, PCB, PCdoB), des organisations centristes (PSOL, PSTU, MES, PCO...) et des sectes. L'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire a facilité le coup d'État contre Roussef en 2016. Le PT a été incapable de mobiliser contre les juges et le président non élu. Lula a accepté que la justice bourgeoise l'empêche d'être candidat. Il paralyse aujourd'hui la classe ouvrière en cherchant des alliances avec les partis bourgeois hostiles à Bolsonaro et en participant, comme le PSOL, le PSTU, le MES, le PCO... à des procédures de destitution.

2

Le capitalisme brésilien est particulièrement touché par la crise économique mondiale (décrite dans la partie 5 de la note du 27 aout), il est particulièrement touché par la pandémie. Cela tient à la situation de capitalisme dominé (la faiblesse des équipements hospitaliers, l'impossibilité économique de confiner la masse de la population...) et aussi à la politique du gouvernement Bolsonaro (décrite dans la partie 1 de la note du 27 aout).

Mais il ne s'agit pas d'une politique de « génocide » contre la population du Brésil : la classe capitaliste brésilienne disparaitrait si les classes exploitées disparaissaient ; si la masse de la population est malade, une grande partie de la bourgeoisie sera aussi malade. D'ailleurs, l'État a pris partiellement en charge le chômage (point 5).

3

La crise économique et sanitaire aggrave les divisions de la bourgeoisie, des sommets de l'État, du gouvernement Bolsonaro (décrites dans les points 2, 3 et 4).

La tentative de destitution de Bolsonaro par les tribunaux bourgeois (évoqué dans la partie 5 de la note politique) et au nom de la constitution revient à s'en remettre à une fraction de la bourgeoisie et de l'appareil d'État, alors que la classe dirigeante est unie contre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Nous voulons chasser Bolsonaro, mais par la mobilisation des travailleurs.

4

Il faut profiter des divisions au sommet (et les aggraver) par une politique de lutte de classe.

La question centrale est de construire un nouveau parti de masse, indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie, un vrai parti ouvrier, révolutionnaire. La construction de ce parti doit débuter par le rassemblement des révolutionnaires dispersés ou impuissants sur dans une organisation communiste disciplinée sur un programme communiste international (la FT-VP et le bureau du CoReP en discutent sur la base de la plateforme Collectif révolution permanente). À l'époque impérialiste, la révolution prolétarienne ne peut être que mondiale et le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut être qu'international, au travers de chacune de ses sections nationales.

L'organisation communiste participe aux luttes de manière centralisée et y défend son point de vue par un bulletin papier adapté à sa taille mais régulier, des positions publiques sur son site, des tracts, des motions dans les organisations de masse, etc.

Le noyau communiste révolutionnaire sympathisant du Collectif révolution permanente intervient sur la base d'un programme d'action pour le Brésil, un programme transitoire adapté à la conjoncture (esquissé dans le point 6 de la note politique).

C'est notre programme dans les syndicats (sous une forme adaptée), si la CUT et d'autres directions syndicales collaborent aux licenciements ou aux projets de loi gouvernementaux, nous menons une agitation inlassable pour la rupture.

C'est aussi le programme du front unique de toutes les organisations ouvrières que nous proposons contre les attaques des capitalistes, des propriétaires fonciers et du gouvernement Bolsonaro.

- pas de licenciement, pas de baisse de salaire, répartition des heures de travail sans diminution de salaire jusqu'à disparition du chômage
- gratuité des études, nationalisation sans indemnité des écoles et universités privées, laïcité absolue de
- logement décent pour tous, interdiction de toute expulsion des familles travailleuses, gel de tous les



Programme de transition, 1938 Cahier révolution communiste n° 5

Manifeste de la 4^e Internationale, 1940 Cahier révolution communiste n° 12

- loyers au plus bas niveau des 20 dernières années, municipalisation de tous les terrains urbains, expropriation sans indemnité de tous les logements entre les mains de grands propriétaires
- santé gratuite et universelle pour toute la population, des tests gratuits dès maintenant, des vaccins et des médicaments gratuits quand ils existeront
- contre les privatisations, contre les contreréformes (la diminution des quelques conquêtes sociales et la suppression des limitations à l'exploitation capitaliste) en particulier défense et amélioration du système de retraite
- expropriation sans indemnisation des latifundias, la terre aux paysans travailleurs, respect des territoires des Indiens, défense active de l'Amazonie contre la prédation des grands propriétaires fonciers et des entreprises agroalimentaires et minières
- égalité des salaires pour les femmes travailleuses, défense et amélioration du droit à l'avortement, criminalisation des meurtres de femmes
- lutte pour la démocratie dans les syndicats, pour mettre fin aux bureaucraties collaborationnistes et à la division syndicale qu'elles nourrissent
- assemblées pour débattre et décider dans les entreprises, les quartiers, les administrations, les universités ; coordinations élues dans les villes, les États et au niveau fédéral
- dissolution et désarmement de l'armée professionnelle et de la police militaire, remplacement par la milice du peuple, dissolution et désarmement des milices paramilitaires et des bandes fascistes par les travailleurs en armes
- défense des paysans travailleurs, des travailleurs salariés, des manifestations populaires, des réunions des organisations ouvrières contre la police, les hommes de main des latifundiaires et les bandes fas-
- expropriation des grandes entreprises capitalistes (brésiliennes et étrangères)
- gouvernement ouvrier-paysan, États-Unis socialistes d'Amérique

Après discussion interne (et avec le bureau), la FT-VP tiendra une conférence avant janvier 2021 pour voter sur ce protocole et sur la plateforme du Collectif. Après la mise en application pratique du protocole, la FT-VP désignera une militante ou un militant comme observateur au bureau international du Collectif révolution permanente. Elle/il recevra ses informations et participera à ses discussions.

21 septembre Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)

PS: La FT-VP n'a pas agréé à cette proposition de travail en commun.



Dessin de Cabu, assassiné en 2015 par les islamistes

GMI/FRANCE L'ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR ET L'ANTIIMPÉRIALISME DES IMBÉCILES 19 OCTOBRE, 11 NOVEMBRE

Contre le fascisme islamiste organisé, pas d'union sacrée avec Macron Pour une véritable laïcité, totale et complète!

Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie au collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine, a été sauvagement assassiné par un jeune homme de 18 ans pour avoir proposé à ses élèves de quatrième de réfléchir à la liberté d'expression autour de caricatures de Mahomet publiées dans Charlie Hebdo. Nous condamnons ce meurtre immonde et exprimons notre totale solidarité avec les proches et les collègues de Samuel Paty, avec l'ensemble des travailleurs de l'enseignement public.

C'est à l'enseignement, au savoir, à l'information, à la liberté d'expression, à l'art que s'en prend l'obscurantisme. Le fanatisme religieux n'attaque pas l'état-major de l'armée, il s'en prend à un professeur comme il s'en est pris précédemment en France à des usagers du métro, à des dessinateurs, à des Juifs qui faisaient leurs courses ou étaient à l'école, à des travailleurs prenant des loisirs dans une salle de spectacle, un stade, à des terrasses de café ou devant un feu d'artifices...

Alors que sa hiérarchie était avertie des intimidations qui pesaient sur Samuel Paty, alors que le collège avait reçu des appels menaçants, rien n'a été entrepris pour assurer sa protection. Déjà contraints par des programmes réactionnaires conduisant les enseignants à présenter favorablement la république bourgeoise dans des cours d'éducation morale et civique, les enseignants s'efforcent de défendre leur liberté pédagogique et la liberté d'expression dans toute la société, malgré les pressions des réactionnaires et des cagots de toute sorte.

Il faut proscrire de l'école, au même titre, toute influence de l'État et des prêtres. (Karl Marx, « Gloses marginales au programme du SAP », 5 mai 1875, Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, ES, p. 47)

Le gouvernement Macron-Castex-Darmanin a beau jeu de verser des larmes de crocodile en multipliant les déclarations de soutien aux enseignants dont il s'efforce de disloquer le statut, à l'enseignement public qu'il s'attache à détruire. Le gouvernement, cherchant à rivaliser avec les partis LR et RN, a sauté sur l'occasion pour renforcer son discours raciste contre le « séparatisme » et son amalgame entre musulmans et terroristes, pour annoncer un durcissement du droit d'asile déjà si restreint. D'aucuns les aident en déclarant que tous les réfugiés tchétchènes sont suspects.

Macron est le « chanoine de Latran », un titre attribué par le Pape et accepté par tous les présidents de la 5e République. Tous les partis bourgeois, d'EELV au RN en passant par LREM et LR, acceptent de financer les clergés en Alsace et en Moselle. Tous les partis bourgeois et aussi le PS et le PCF quand ils étaient au gouvernement, ainsi que le chef de LFI quand il était ministre de l'enseignement professionnel, ont financé et financent « l'enseignement privé sous contrat », des établissements majoritairement aux mains de l'Église catholique, une institution obscurantiste qui sépare sciemment les enfants les uns des autres. Sarkozy et bien des municipalités ont misé sur les Frères musulmans, cléricaux et oppresseurs des filles, pour maintenir l'ordre dans les quartiers populaires voués au chômage de masse et à la délinquance.

L'État français, par ses alliances avec le Pakistan et les monarchies absolues du Golfe qui répandent ouvertement le salafisme dans le monde entier et soutiennent les réseaux djihadistes en coulisse, contribue à diffuser le fondamentalisme religieux, l'oppression des femmes, l'antisémitisme, la répression des homosexuels, la haine des chiites et des Kurdes... L'État français, par ses interventions militaires dévastatrices dans des pays à population majoritairement musulmane (Mali, Libye, Syrie...), alimente la propagande djihadiste.

Les travailleurs de l'enseignement et toute la classe ouvrière, pour se défendre contre les menaces et exactions fascistes de fanatiques islamistes, ne peuvent faire bloc avec Macron, Blanquer et Darmanin, avec l'État bourgeois, avec la bourgeoisie française, car celle-ci les utilisera toujours pour son propre compte en divisant la classe ouvrière par le biais du racisme et de la xénophobie. Ce faisant, ce n'est pas la démocratie et la liberté que les représentants politiques et idéologiques de la classe dominante défendent, comme ils le prétendent, c'est la réaction!

Au contraire, la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, mutuelles, syndicats et partis, est de se prononcer :

Séparation complète de l'État et des religions : aucun financement sous aucune forme d'aucun culte, interdiction de « l'enseignement privé hors contrat » et nationalisation de « l'enseignement privé sous contrat » !

Contre l'union nationale! Aucune restriction des libertés démocratiques! Pas touche aux musulmans! Liberté pour tous les travailleurs et tous les jeunes de circuler, étudier et travailler! Aucune restriction à la liberté pédagogique! Arrêt des immixtions politiques et des interventions militaires au Proche-Orient et au Sahel!

C'est sur cette base que doit se réaliser l'unité des travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers, qu'ils soient athées ou croyants en quelque religion que ce soit.

> 19 octobre 2020 Groupe marxiste internationaliste (France)

« Charlie hebdo » et Samuel Paty l'ont-ils bien cherché ?

En France, de bonnes âmes expliquent, à chaque attentat islamiste, que la religion musulmane est par nature tolérante et pacifique. Tâche impossible car elle n'est pas différente des autres. Tous les « livres sacrés » et tous les dogmes (bouddhistes, indouistes, israélites, chrétiens, musulmans...), s'ils prêchent la résignation et l'obéissance envers les prêtres, les exploiteurs, les gouvernants, les maris et les pères de la même croyance, sont résolument hostiles aux adeptes des superstitions concurrentes et sont persécuteurs des athées et des homosexuels.

À l'étranger, surtout dans les pays impérialistes anglosaxons où même le socialisme est imprégné de cléricalisme, des « démocrates de gauche ou à idées socialistes » sont gênés par les caricatures des religions.

Les bourgeois anglais avaient appris à l'époque du chartisme de quoi était capable le peuple et depuis ils ont été contraints d'accepter la plus grande partie de la charte du peuple et de l'incorporer à la constitution de la Grande-Bretagne. Maintenant, plus que jamais, le peuple doit être tenu en bride par des moyens moraux, et le premier et le principal moyen d'action sur les masses est et reste encore la religion. (Friedrich Engels, « Introduction à l'édition anglaise », 20 avril 1892, Socialisme utopique et socialisme scientifique, 1880, Éditions sociales, p. 54-55)

Pour justifier comme « antiimpérialistes » les agissements d'anciens délinquants devenus, au nom de la reli-

gion, ennemis fanatiques de la classe ouvrière et du communisme dans le monde entier, plusieurs sectes staliniennes, morénistes ou cliffistes (LOI argentine, CWG néozélandais, RKOB autrichienne...) ont calomnié le romancier Salman Rushdie et les talentueux dessinateurs de *Charlie hebdo (Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski)* qui étaient anticléricaux, antimilitaristes et antiracistes. Les mêmes essaient aujourd'hui de souiller la mémoire de l'enseignant Samuel Paty.

N'importe quel imbécile peut assassiner un professeur (2020) ou un dessinateur (2015), un vieux prêtre catholique (2016) ou une policière qui règle la circulation (2015), un consommateur juif qui fait ses courses (2015) ou un enfant juif qui va à l'école (2012), des amateurs de concert rock (2015) ou de feux d'artifice (2016), des travailleurs et des étudiants qui se déplacent en métro (1995) ou en train (1996), etc. C'est plus facile qu'affronter l'armée israélienne ou attaquer le palais de l'Élysée.

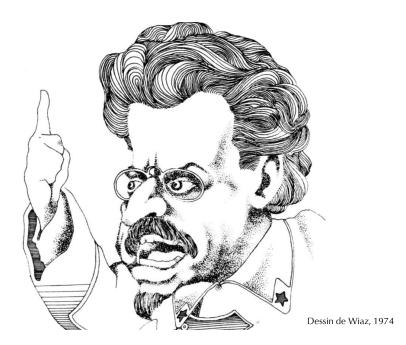
Que les dévots laissent leurs dieux tout-puissants châtier les mécréants, les impures et les impies! Personne n'oblige une croyante à avorter. Personne n'oblige un bigot à regarder un tableau de nu ou un dessin satirique. Personne n'oblige quiconque à rire avec Voltaire ou Diderot, bien que ce soit conseillé.

Quoi de plus simple que de diffuser parmi les ouvriers l'excellente littérature matérialiste du siècle passé, littérature qui est jusqu'à présent, tant par la forme que par le contenu, un chef-d'oeuvre de l'esprit français, et qui est toujours infiniment élevée quant au contenu et d'une perfection incomparable quant à la forme. (Friedrich Engels, « Le programme des émigrés blanquistes de la Commune », 26 juin 1874, Le Mouvement ouvrier en France, Maspero, t. 2, p. 76-77)

Il n'y a pas de véritable démocratie sans séparation de l'État et des religions, sans liberté d'opinion et d'expression, sans émancipation de la création artistique, de la recherche scientifique, de la transmission du savoir vis-àvis de tous les carcans religieux et politiques. Les libertés démocratiques et les droits des femmes, là où ils existent, ont été acquis contre le clergé, comme le prouvent les mobilisations des femmes en Pologne aujourd'hui.

Une revue désireuse d'être l'organe du matérialisme militant doit être un organe de combat, elle doit dénoncer et poursuivre inlassablement les actuels « valets diplômés de la prêtraille », qu'ils s'affirment comme représentants de la science officielle ou comme francs-tireurs, qui se prétendent « démocrates de gauche ou à idées socialistes »... Il est de la plus haute importance que la revue qui se destine à devenir l'organe du matérialisme militant, mène une propagande et une lutte athées inlassables. (Vladimir Lénine, « La portée du matérialisme militant », 12 mars 1922, Oeuvres, Progrès, t. 33, p. 232)

 $11\ novembre\ 2020$ Groupe marxiste internationaliste (France)



GMI/FRANCE

LÉON TROTSKY (1879-1940)

20 AOUT

Trotsky nait Lev Bronstein en 1879 dans une famille de paysans juifs d'Ukraine (alors dans l'empire russe).

Avec la militante marxiste Alexandra Sokolovskaïa, il fonde l'Union ouvrière du sud de la Russie en 1897. Ils sont arrêtés et déportés en Sibérie.

Il s'évade en 1902 et rejoint le groupe (Plekhanov, Zassoulitch, Lénine, Martov...) qui publie en exil Iskra. Au congrès du POSDR de 1903, il se range avec Martov et la minorité (les mencheviks) contre Lénine et la majorité (les bolcheviks). En 1903, il rencontre à Paris la militante du POSDR Natalia Sedova. En 1904, il rompt avec la fraction menchevik. De 1903 à 1917, il aura une position conciliatrice, pour la réunification du POSDR, ce qui l'oppose à Lénine.

Lors de la révolution russe de 1905, il devient à 26 ans président du soviet (assemblée des travailleurs) de la capitale Petrograd (aujourd'hui Saint-Pétersbourg). Arrêté lors de la contre-révolution tsariste, il est emprisonné. Il s'évade et s'exile à Vienne.

Après des discussions avec Parvus, il élabore sa première vision de la révolution permanente : en Russie, le prolétariat prendra la tête de la révolution démocratique que la bourgeoisie « libérale » est incapable de diriger (contre l'avis des mencheviks). Il ne pourra pas s'arrêter là : il commencera une révolution socialiste (contrairement à la thèse des bolcheviks) qui ne peut vaincre qu'avec l'appui du prolétariat occidental.

Quand la guerre éclate en 1914, il se réfugie à Paris où il publie le journal Naché Slovo et se lie à la poignée de syndicalistes de la CGT (dont Monatte et Rosmer) qui s'opposent à l'union sacrée. En 1915, Trotsky participe à la conférence socialiste internationale convoquée à Zimmerwald (Suisse) par le Parti socialiste suisse et le Parti socialiste italien, puis en 1916 à celle de Kiental. La République française l'expulse et il part aux États-

En février 1917, la révolution éclate en Russie et abat la monarchie. Des soviets d'ouvriers et de soldats surgissent. Mais le PSR populiste et le Parti menchevik, qui y sont majoritaires, soutiennent le gouvernement provisoire dont l'axe est le Parti libéral bourgeois PKD qui défend la propriété, veut dissoudre les soviets et poursuivre la guerre impérialiste. Une fois rentré en mai, Trotsky converge avec les « thèses d'avril » de Lénine qui réoriente le Parti bolchevik contre le soutien au gouvernement provisoire et pour le pouvoir des soviets. Trotsky rejoint le PB. Après l'insurrection spontanée de travailleurs de Petrograd de juillet 1917, il est arrêté et emprisonné par le gouvernement provisoire. Lors du putsch du général Kornilov, le Parti bolchevik anime le front unique de tous les courants ouvriers qui le fait échouer.

Trotsky devient président du soviet de Petrograd en septembre 1917. Lénine préconise l'insurrection. Trotsky prépare celle-ci qui donne le pouvoir aux soviets. Contre les soulèvements contrerévolutionnaires et les interventions étrangères, il organise à partir de 1918 l'Armée rouge. En 1919, Trotsky participe à la fondation de l'Internationale communiste.

Le pays est ravagé : les paysans ne veulent pas de la restauration tsariste qui leur reprendrait les terres, mais pas non plus des réquisitions sans rien recevoir en échange des villes. L'Armée rouge vainc les armées

« blanches » et aussi les armées « vertes » à base paysanne et à direction anarchiste qui refusent le pouvoir des soviets. En 1921, le pouvoir soviétique fait face à l'insurrection des recrues paysannes de la base navale de Kronstadt. Lénine convainc le Parti communiste qu'il faut faire des concessions (NEP) aux paysans et aux commerçants pour restaurer un minimum l'écono-

En 1923, Lénine, malade, propose à Trotsky de lutter contre la bureaucratisation du parti et de l'État incarnée par Staline, mais il meurt en 1924.

Un bloc secret entre Kamenev, Staline et Zinoviev s'oppose à Trotsky et à l'Opposition de gauche (OG) qui proposent un plan et un effort d'industrialisation. L'OG du PCR (ex-PB) est battue par des moyens bureaucratiques et au nom du du « socialisme dans un seul pays ».

Le despotisme grandissant et la montée des inégalités sociales séparent Zinoviev, Kamenev et Krupskaia de Staline et de Boukharine. La fraction de Zinoviev est battue par les mêmes méthodes d'appareil.

Zinoviev et Trotsky se rapprochent en 1926, mais l'Opposition unifiée est écrasée par la bureaucratie de l'État dirigée incarnée par Staline. Zinoviev capitule. En 1927, Trotsky est chassé du parti et en 1929 est expulsé d'URSS.

Il crée en 1929 l'Opposition de gauche internationale (OGI) pour redresser l'Internationale communiste dont l'opportunisme envers la bourgeoisie nationale (front uni anti-impérialiste) a conduit à la défaite de la révolution chinoise en 1927. L'OGI défend dans l'IC une stratégie de révolution permanente : même dans les pays dominés, la bourgeoisie n'est plus progressiste, la classe ouvrière est la force qui doit conduire la révolution en s'alliant avec la paysannerie.

En URSS, Staline, inquiet des risques de restauration du capitalisme, rompt avec Boukharine et collectivise brutalement l'agriculture avant de lancer une industrialisation à marche forcée sur le dos d'une classe ou-

vrière largement issue des campagnes. En même temps, l'IC s'engage dans un cours apparemment gauchiste qui facilite la victoire de Hitler en Allemagne en 1933, alors que l'OGI et sa section allemande (IKD), accusés par les staliniens d'être des agents fascistes, préconisent le front unique du SPD et du KPD contre le fascisme.

À partir de 1933, les bolcheviks-léninistes s'orientent vers la construction d'une nouvelle internationale qui sera proclamée formellement en 1938 contre le stalinisme, la sociale-démocratie et l'anarchisme. La 4e Internationale considère que l'État ouvrier a dégénéré et se prononce pour une révolution afin de chasser la bureaucratie usurpatrice et privilégiée. Tout en défendant l'URSS contre l'impérialisme, elle s'oppose au tournant des partis communistes vers le patriotisme en 1934 et à l'alliance avec des partis bourgeois (les fronts populaires), y compris dans les pays impérialistes, décidée en 1935.

Trotsky est expulsé de France en 1935 puis de Norvège en 1936 et trouve refuge au Mexique. Le front populaire bloque la révolution en France en 1936 et aide le fascisme à écraser la révolution en Espagne en 1937. En URSS, des millions d'opposants sont calomniés (traités de saboteurs de l'économie, d'empoisonneurs des travailleurs, d'agents de Hitler et du Mikado....), torturés, emprisonnés dans les camps (le Goulag) et exterminés (par la faim et le froid, par balles).

En 1939, Staline signe un pacte avec Hitler qui désoriente la classe ouvrière mondiale déjà démoralisée par de multiples défaites. Face à la guerre qui commence en 1939, la 4e Internationale réaffirme l'internationalisme et la nécessité de défendre l'URSS, en particulier lors sa conférence de mai 1940. Sur ordre de Staline, un agent de la Guépéou assassine Trotsky le 20 aout 1940.

Les communistes internationalistes saluent la mémoire et l'exemple de l'organisateur de l'insurrection d'Octobre et de l'Armée rouge, de l'animateur de l'Internationale communiste et de la 4e Internationale.

> 20 aout 2020 Groupe marxiste internationaliste (France)

1920, avec Lénine et Kamenev



1939, en exil au Mexique



GMI/FRANCE

LE MOUVEMENT OUVRIER EN PALESTINE ET EN ISRAËL

3 JUILLET

L'aile « socialiste » du sionisme au début du 20^e siècle

À la fin du 19° siècle, l'antisémitisme sévit dans les démocraties bourgeoises (comme le montre l'affaire Dreyfus de 1894 en France) et plus encore dans l'Empire russe qui outre la Russie, englobe la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, l'Ukraine, la Biélorussie et une bonne partie de la Pologne. En effet, il est encouragé par l'État despotique.

Rien ne saurait venir à bout du mécontentement populaire ; il faut tâcher de le détourner du gouvernement vers quelqu'un d'autre. C'est ainsi qu'on attise, par exemple, la haine contre les Juifs. (Lénine, « La guerre de Chine », septembre 1900, OEuvres, Progrès, t. 4, p. 391)

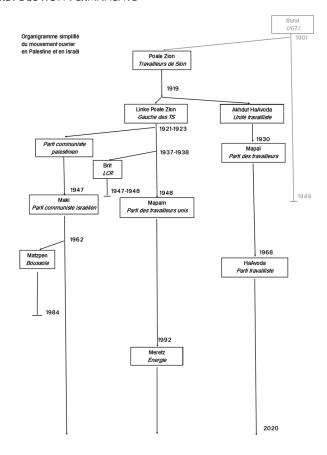
La police politique Okhrana commande même en 1902 un des faux les plus célèbres de l'histoire, le *Protocole des sages de Sion*. Celui-ci alimente depuis le complotisme antisémite : *Mon combat* de Hitler, la *Charte* du Hamas soutenu par le régime islamiste d'Iran, le clergé salafiste formé et financé par la monarchie absolue et cléricale de l'Arabie saoudite... ont en commun de propager cette falsification.

Le racisme est résolument combattu par l'Internationale ouvrière (1890-1914) et l'autodéfense des travailleurs juifs est encouragée par le mouvement ouvrier de l'empire tsariste : SDKP lancé par Julian Marchlewski, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches en 1893 ; Bund fondé par Arkadi Kremer en 1897 ; POSDR reconstruit par Gueorgui Plekhanov, Lénine et Julius Martov en 1903... Par contre, le nationalisme bourgeois juif (sionisme) puise dans l'antisémitisme la justification de son projet, coloniser la Palestine qui est alors une province de l'Empire ottoman.

Le sionisme n'a été que l'une des réponses possibles, longtemps très minoritaire, à la « question juive ». Durant la fin du XIXe siècle et avant la première guerre mondiale, la grande majorité des juifs d'Europe centrale et de Russie émigre massivement à l'ouest, et notamment aux États-Unis... D'autres, nombreux, font le pari de l'intégration. À partir de 1880, et malgré l'antisémitisme, le nombre de mariages mixtes chez les juifs allemands ne cesse d'augmenter : entre 1901 et 1929, la proportion passe de 16,9 à 59 %. En France aussi, cette « assimilation » s'accélère. La participation active des juifs aux mouvements révolutionnaires transnationaux, notamment socialistes et communistes, peut être considérée comme une autre de leurs répliques aux discriminations dont ils sont l'objet. (Alain Gresh, « Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale », Orient XXI, 21 février 2019)

Le mouvement sioniste international est alors divisé en trois courants. Le centre des sionistes généraux (Herzl puis Weismann) dirige, démarche les gouvernements (y compris celui de l'Allemagne après 1933) et finance la colonisation de la Palestine ; l'aile droite est cristallisée dans le Betar et le Parti révisionniste fondé par Jabotinski, résolument contrerévolutionnaire ; l'aile gauche est incarnée par la Hachomer Hatzaïr (Jeune Garde) et le parti Poale Zion (Travailleurs de Sion) inspiré par Borochov. Elle émerge en opposition au Bund (Union générale des travailleurs juifs) de Lituanie, de Pologne et de Russie qui récuse le sionisme.

Il s'agit d'un sionisme socialisant puisque la réalisation sioniste est première... La lutte de classe résulte d'un développement normal des structures économiques d'une société juive établie en Palestine. (René Galissot, « Le socialisme dans le monde arabe », dans Jacques Droz, Histoire générale du socialisme, PUF, t. 3, 1977, p. 557-559)



Le socialisme sioniste se divise sur la question de la révolution russe : l'aile favorable est nommée Linke Poale Zion ; la majorité hostile garde le nom de Poale Zion et prend en Palestine le nom de Ahdut HaAvoda (Unité travailliste), dirigé par David Ben Gourion. Il rivalise sur place avec Hapoël Hatzaïr (Jeune travailleur), plus actif dans les coopératives agricoles (kibboutz).

Un syndicat qui exclut les ouvriers arabes

Les sionistes « socialistes » (Linke Poale Zion, Ahdut HaAvoda, Hapoël Hatzaïr...) établissent à partir de 1909 des villages collectivistes en Palestine.

Quand les premiers sionistes socialistes s'installèrent en Palestine, ils découvrirent que les précédents colons employaient de la main-d'oeuvre arabe. Comment, demandèrent-ils, est-il possible de faire des Juifs des paysans et des ouvriers si les propriétaires fonciers et les capitalistes préfèrent embaucher des Arabes ? Pour répondre, ils lancèrent le mouvement des kibboutzim et, plus tard, l'Histadrout. (Arie Bober, The Other Israel, Anchor Books, 1972, p. 66)

Ils fondent en 1920 la centrale syndicale Histadrout (Fédération générale des travailleurs de la Terre d'Israël) qui gère en fait l'économie et l'infrastructure de la colonisation juive, contre les travailleurs arabes.

Le mot d'ordre « conquérir la terre » est couplé dès le départ avec celui de « conquérir le travail ». Malgré quelques résistances patronales, l'Histadrout imposera finalement le « travail juif » dans les entreprises « juives », créant des groupes paramilitaires pour protéger ce principe. Il s'y ajoute l'obligation aux colons d'acheter « juif ». Parallèlement, l'Histadrout met sur pied une série d'institutions : caisse maladie, mutuelles, coopératives de logement, réseau scolaire, coopératives d'achat et de vente en gros, réseaux bancaires et d'assurances, création d'entreprises. (René Galissot, « Le syndicalisme dans les pays dominés d'Afrique du Nord », dans Jean Sagnes, Histoire du syndicalisme dans le monde, Privat, 1994, p. 279)

La bureaucratie syndicale sioniste exclut les syndicalistes juifs partisans de l'unité des travailleurs.

Il y a une opposition qui s'emploie à faire prévaloir un syndicalisme de classe, arabo-juif. Mais son antisionisme lui vaudra d'être exclue en 1924. (René Galissot, p. 279))

Après la fondation d'Israël, l'Histadrout devient le premier employeur d'Israël. Elle soutient financièrement et électoralement le Mapaï (Parti des travailleurs), ce qui lui permet de gagner les élections et de diriger le pays.

C'est un État dans l'État, l'épine dorsale de la société et de l'économie israélienne. Qui contrôle la Histadrout contrôle le pays. Ce n'est pas un hasard si le premier ministre nommé fut Ben Gourion, un des fondateurs de le centrale et son ancien secrétaire général. L'aile droite du sionisme n'avait qu'un potentiel réduit, faute de disposer d'une organisation aussi influente. (Arie Bober, The Other Israel, Anchor Books, 1972, p. 67)

Le poids de la centrale syndicale intégrée à l'État bourgeois décline dans les années 1980-1990, avec la privatisation brutale du capitalisme israélien menée par le Likoud. En 2007, une scission de la Histadrout crée Koach la Ovdim (Pouvoir des travailleurs), une confédération syndicale qui reste de taille réduite.

Un État colonial fondé par un parti « ouvrier »

L'empire ottoman fait le mauvais choix pendant la 1^{re} guerre mondiale car il rentre dans la guerre aux côtés de l'Empire autrichien et de l'Empire allemand. En 1920, le mouvement socialiste sioniste crée la Haganah, une milice armée chargée d'écraser la résistance arabe. La colonisation sioniste bénéficie à partir de 1922 de la protection de l'impérialisme anglais à qui la SDN (aujourd'hui ONU) confie la Palestine.

Les Britanniques commencèrent à s'appuyer sur les sionistes qui leur fournissaient une ressource unique sur laquelle ils n'avaient jamais pu compter dans une quelconque de leurs autres colonies : une force locale qui faisait cause commune avec le colonialisme britannique et qui était extrêmement mobilisée contre la population indigène. (Ralph Schoenman, L'Histoire cachée du sionisme, 1988, Selio, p. 41)

En 1930, Ahdut HaAvoda et Hapoël Hatzaïr fusionnent dans un parti ouvrier bourgeois, le Mapaï (Parti des travailleurs, accepté dans l'Internationale « ouvrière et socialiste »).

À l'origine, le Mapaï était un parti social-démocrate qui se prononçait pour une transition graduelle et pacifique au socialisme. À la fin des années 1940, il abandonna cette prétention pour ne pas irriter les États -Unis dont Israël dépend indirectement et directement pour sa survie. (Arie Bober, The Other Israel, Anchor Books, 1972, p. 64)

Après la 2e guerre mondiale, le Mapaï, à la tête du mouvement de colonisation, expulse en masse les Arabes de la Palestine, fonde Israël, mène plusieurs guerres contre les États voisins, dont une en alliance avec les armées impérialistes britannique et française pour tenter d'empêcher la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte.

Israël est un « fait colonial » : comme l'Australie ou les États-Unis, le pays est né d'une conquête, de l'expropriation des autochtones. En revanche il n'est pas, contrairement à l'Afrique du Sud de l'apartheid, une « société coloniale », une société qui a besoin des indigènes » pour survivre. (Alain Gresh, « Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale », Orient XXI, 21 février 2019)

De 1949 à 1977, le Mapaï-HaAvoda forme tous les gouvernements, souvent en alliance avec des partis bourgeois, y compris cléricaux. Dès 1949, c'est déjà le choix de Ben Gourion contre une alliance avec le Mapam, jugé trop lié à l'URSS. En 1954, une fraction scissionne en reprenant le nom de Ahdut HaAvoda. Le Mapaï soutient l'intervention des États-Unis au Vietnam.

Après la victoire de 1967 contre les États arabes voisins, les gouvernements travaillistes poursuivent la colonisation à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Le succès du projet sioniste se retourne contre le parti ouvrier bourgeois dont l'électorat s'effrite. Le Mapaï se réunifie en 1968 avec l'Akhdut HaAvoda version II pour former le HaAvoda (Parti travailliste israélien, membre de l'Internationale « socialiste »), sans parvenir à enrayer son déclin électoral. En 1977, le HaAvoda perd pour la première fois le pouvoir au profit du Likoud.

Le stalinisme prosterne le Parti communiste palestinien devant l'islamisme

La révolution russe aboutit en 1917 à l'utilisation de l'antisémitisme par la réaction tsariste et le protofascisme qui assimilent le bolchevisme à un complot juif et massacrent les Juifs durant la guerre civile. Le thème du « judéo-bolchevisme » sera repris par les nazis. Pour sa part, le pouvoir des soviets victorieux lutte de manière explicite contre tout racisme.

Le Conseil des commissaires du peuple déclare que le mouvement antisémite et les pogromes antijuifs sont un danger mortel pour la cause de la révolution ouvrière et paysanne ; il appelle le peuple travailleur de la Russie socialiste à combattre ce fléau par tous les moyens. (Lénine, « Décret sur la lutte contre l'antisémitisme et les pogromes », 25 juillet 1918, publié par Jean-Jacques Marie, Cahiers du mouvement ouvrier, 28 janvier 2020, ce texte ne figure dans aucune des éditions staliniennes des Oeuvres de Lénine)

L'écho de la révolution russe permet de proclamer en 1919 la nouvelle internationale pour laquelle s'étaient prononcés Lénine dès 1914 et Luxembourg en 1915. Dans ce cadre, apparait en 1920 un Parti communiste de Palestine. Fondé par des militants juifs de Linke Poale Zion rejetant le sionisme, il s'efforce de réunir travailleurs juifs et arabes sur une base internationaliste. Il fusionne en 1923 avec le Parti communiste palestinien, issu aussi, mais plus tard, de Linke Poale

De 1924 à 1928, l'Internationale communiste, à la suite du Parti communiste russe, passe sous le contrôle de la bureaucratie privilégiée qui usurpe le pouvoir en URSS. Leur but n'est plus de conduire la révolution mondiale mais de chercher des alliés à l'URSS. De 1924 à 1935, c'est le temps du « front uni antiimpérialiste » de la soumission des partis communistes à la bourgeoisie nationale dans les pays dominés. Cette ligne aboutit à la catastrophe en Chine en 1927. L'Opposition de gauche de l'IC s'oppose à l'opportunisme de la direction de l'IC (Boukharine, Staline) et lui oppose la stratégie de la révolution permanente, qui répond à la période de déclin du capitalisme, l'impérialisme. Trotsky écrit à cette fin L'Internationale communiste après Lénine (1928) et La Révolution permanente (1928).

Les partis stalinisés du Proche-Orient sont subordonnés au nationalisme arabe. Ainsi, en Palestine, le PCP est aligné sur l'islamisme incarné par le Mufti de Jérusalem qui veut expulser tous les Juifs de Palestine, y compris ceux qui y résidaient depuis des siècles, et se ralliera plus tard à Hitler.

Lorsqu'éclatent les émeutes arabes anti-juives du 22 août 1929, avec les premiers massacres de Juifs, le secrétariat du PCP interprète ces violences comme le résultat du leader intégriste et ultranationaliste le grand mufti de Jérusalem Hadj Amine al-Hussaini... Les communistes sont bouleversés par le massacre d'ouvriers et de Juifs pauvres parfaitement innocents... La position de la Comintern est très nette : pour elle, la communauté juive en Palestine est une avant-garde de l'impérialisme britannique... (Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, Fayard, 1997, p. 510)

La capitulation du Maki et du Mapam devant le sionisme

En 1935, l'URSS cherche à s'allier aux États d'Europe occidentale pour se protéger du « 3º Reich ». Le 7º congrès de l'Internationale communiste, sous l'impulsion de Staline et de Dimitrov, officialise le tournant vers le « front populaire », c'est-à-dire de l'unité avec les partis bourgeois « antifascistes » dans les pays impérialistes. Dans les pays dominés, les partis « communistes » défendent les impérialismes « démocratiques » contre les impérialismes fascistes, alors que rien n'est moins démocratique que les colonisateurs britanniques, français, belge ou néerlandais.

La politique anti-impérialiste fit place à la politique inaugurée par le Front populaire qui consistait désormais à rechercher l'adhésion des démocraties occidentales, au détriment de la lutte des peuples coloniaux... (Nathan Weinstock, Le Mouvement révolutionnaire arabe, Maspero, 1970, p. 77)

Au Proche-Orient, les partis « communistes » ont désormais pour tâche de limiter l'influence et l'expansion de l'Italie et de l'Allemagne. Or, la collusion entre l'occupation britannique et la colonisation sioniste suscite en 1936 un soulèvement arabe en Palestine qui, à cause de la trahison stalinienne, passe sous le contrôle des islamistes avant de prendre fin en 1939.

En URSS, les fondateurs du Parti communiste de Palestine sont exterminés par Staline. En France, les staliniens du PCF sont en première ligne pour bloquer la révolution en juin 1936. En Espagne, les staliniens du PCE et de du PSUC mettent sur pied, avec le PSOE et la CNT, le Frente Popular qui refuse l'indépendance aux Marocains puis participent directement à l'écrasement de la révolution en 1937.

À partir de 1937, les organisations fascistes se développent aux États-Unis. Le SWP (section américaine de la 4º Internationale) se mobilise pour empêcher en 1938 le rassemblement des fascistes de la SLA à Minneapolis et celui en 1939 de la GAB à New-York. Le parti stalinien CPUSA et le parti social-démocrate SP refusent le front unique ouvrier. Les organisations juives, y compris les socialistes proclamés des Linke Poale Zion et de la Hachomer Hatzaïr, se refusent également à mobiliser. À New York, le SWP dirige une contremanifestation de plus 20 00 manifestants, dont de nombreux Noirs et Juifs, sans compter plus

d'un militant de base du CPUS. Elle se heurte à la police qui protège les nazis jusqu'en 1940, quand le gouvernement américain entre en guerre au nom de la démocratie.

Les défaites successives de la classe ouvrière en Hongrie, en Italie, en Chine, en Allemagne, en Autriche, en Espagne ouvrent la voie à une nouvelle guerre mondiale

Le nombre de pays qui expulsent les Juifs croît sans cesse. Le nombre de pays susceptibles de les accueillir diminue. On peut sans peine imaginer ce qui attend les Juifs dès le déclenchement de la guerre mondiale à venir. (Léon Trotsky, « La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire », 22 décembre 1938, Oeuvres, ILT, t. 19, p. 272)

Au cours de la 2° guerre mondiale, Hitler décide l'extermination des Juifs et des Tziganes d'Europe. En 1943, les Juifs du ghetto de Varsovie, sans aide des Alliés, s'insurgent et affrontent la police et l'armée allemande. La même année, en France, le Parti ouvrier internationaliste et le GRP, un groupe gauchiste, publient ensemble un journal destiné aux travailleurs allemandes sous l'uniforme, Abeiter und Soldat, qui reçoit l'aide du secrétariat européen de la 4° Internationale. Celui-ci leur envoie Martin Monath, un militant allemand, ancien de la Hachomer Hatzaïr, gagné au communisme en 1939 par le dirigeant du Parti communiste révolutionnaire (section belge) Abraham Léon, ancien lui-aussi de la Hachomer Hatzaïr et auteur de La Conception matérialiste de la question juive.

Après la guerre, le sionisme, qui était minoritaire dans la diaspora juive, est hégémonique. L'URSS approuve en 1947 la partition de la Palestine. Le Parti communiste palestinien devient le Maki (Parti communiste d'Israël), tandis qu'une partie de ses militants rejoint le Parti communiste syrien. Le Maki défend la résolution de l'ONU de 1947 et accepte le partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe.

Le Mapam (Parti des travailleurs unis), créé en 1948 au moment de la Nakba, est alors un parti centriste incapable de rompre avec le stalinisme et même sa propre bourgeoisie (celle d'Israël mais aussi la grande bourgeoisie juive d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest qui finance le sionisme). Aux élections de 1949, il obtient 15 % des voix, derrière le Mapaï. Dans les deux décennies qui suivent, le Mapaï et le Mapam font volontiers visiter des kibboutz aux militants du mouvement ouvrier d'autres pays. Même si le Mapam parle de socialisme et publie Lénine en hébreu moderne, il se range dès 1947, comme le Maki (Parti communiste israélien), derrière l'ONU et le leurre de « deux États ».

À chaque fois que le Mapam fut forcé de choisir entre sionisme et socialisme, entre sionisme et internationalisme (et le problème s'est souvent posé en Palestine), il a opté pour le sionisme. (Arie Bober, The Other Israel, Anchor Books, 1972, p. 64)

Dans les années 1950-1960, la bureaucratie de l'URSS essaie de jouer les nationalistes arabes contre l'impérialisme américain et s'affiche antisioniste. Le parti stalinien se trouve écartelé entre la bourgeoisie israélienne et la bureaucratie de l'URSS. En 1965, la faction de Moshe Sneh, la plus capitularde devant le nationalisme juif, conserve le nom de Maki. Celle de Tawfik Toubi et Meir Vilner, qui s'adapte au nationalisme arabe, crée le Rakah soutenu par le Kremlin. En 1973, le Maki disparait en fusionnant avec le Mouvement Bleu-Rouge afin de former le Moked (Focus). Le Rakah rejoint l'alliance Hadash (Nouveau) en 1977. Une partie du Moked disparait dans le Hadash, une autre se fond dans le Sheli (Paix pour Israël). En 1989, le Rakah reprend l'appellation Maki abandonnée mais il apparait surtout sous le nom de la coalition Hadash.

Le tournant du Kremlin fait aussi exploser le Mapam : l'aile droite scissionne en 1954 pour fonder l'Akhdut HaAvoda ; l'aile gauche rejoint en 1955 le Maki. Ce qui reste du Mapam participe au gouvernement en 1956, soutient la guerre de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël contre la nationalisation du canal de Suez. Le Mapam s'oppose, comme le Mapai, au retour des Arabes expulsés de Palestine. En 1971, il participe au gouvernement qui brise les grèves des travailleurs. En 1992, le Mapam se convertit en Meretz (Énergie, membre de l'Internationale « socialiste » comme le Parti travail-

La LCR - 4^e Internationale

En Palestine, la Brit Kommunistim Nahapchanim (Ligue communiste révolutionnaire, section palestinienne de la 4e Internationale). résulte de la fusion de trois groupes : des immigrés venus d'Allemagne (où ils étaient membres du KPD-O de Brandler et Thalheimer), des Juifs palestiniens du Linke Poale Zion, des militants des kibboutz.

La Brit (LCR) clandestine est la seule organisation qui défende dans les années 1930 l'internationalisme prolétarien et, par conséquent, récuse totalement le sionisme.

Les décideurs sionistes ont avidement saisi l'os que l'impérialisme leur a jeté. Des critiques sionistes « de gauche » comme Hashomer Hatzaïr demandent un État binational qui n'est qu'une feuille de vigne pour le droit $des\ Juifs\ \grave{a}\ imposer\ aux\ Arabes\ \text{-}sans\ leur\ consentement}$ et contre leur volonté- l'immigration juive et les politiques sionistes. Qu'en est-il du Parti communiste de Palestine? Il attend apparemment une solution « juste » de l'ONU. En tout cas, il continue à semer des illusions sur l'ONU et, en ce sens, il aide à cacher et à mettre en oeuvre les programmes impérialistes. Pour résoudre le problème juif, pour nous libérer du fardeau de l'impérialisme, il n'y a qu'un seul moyen : la guerre de classe commune avec nos frères arabes ; une guerre



1949, le drapeau rouge est mis au service du sionisme par les sociauxdémocrates et les staliniens : affiche du Mapam « travailliste », à gauche, et affiche du Maki « communiste », à droite (qui s'adresse « au soldat, au

qui est un lien inséparable de la guerre antiimpérialiste des masses opprimées dans tout l'Orient arabe et dans le monde entier. La force de l'impérialisme réside dans la partition ; notre force dans l'unité de classe internationale. (LCR, « Contre la partition », Kol Ham'amad n° 31, septembre 1947)

Les travaillistes sont les agents de la bourgeoisie hébreue et des bourgeoisies impérialistes occidentales au sein des travailleurs juifs. Les staliniens bénéficient de l'aide politique et matérielle de la bureaucratie qui contrôle l'URSS et l'Europe de l'est.

Les bolcheviks-léninistes n'ont que leur programme. Beaucoup de militants quittent le nouvel État reconnu par l'ONU: Jakob Moneta et Rudolf Segall pour l'Allemagne, Ygael Gluckstein pour la Grande-Bretagne où il prendra le pseudonyme de Tony Cliff... si bien que le groupe disparait vers 1948. La 4e Internationale conserve à ce moment-là une position internationaliste, donc antisioniste.

La répudiation du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, socialistes et nationales, des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire de demander une immigration juive en Palestine... La question des rapports entre Juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une assemblée constituante librement unie avec pleins droits pour les Juifs comme minorité nationale. (« La lutte des peuples coloniaux et la révolution mondiale », avril 1948, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 3, p. 262)

Par contre, le groupe français pro-stalinien VO (aujourd'hui LO) fondé en dehors de la 4e Internationale par Hardy capitule, lui, devant le colonialisme sioniste.

Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons

1962: l'OSI-Matzpen

En 1962, un groupe de militants (Oded Pilavsky, Akiva Orr, Moshe Machover, Haim Hanegbi...) exclus du parti stalinien Maki fondent l'Organisation socialiste israélienne qui publie *Matzpen* (Boussole). L'OSI est politiquement renforcée par la fusion avec un groupe de militants arabes du Maki (Jabra Nicola, Daoud Turki...) dont certains venaient de la Brit trotskyste. Elle comporte une vingtaine de militants. Matzpen est la seule organisation ouvrière qui affirme dans les années 1960 la nécessité de détruire l'État colonial et prône un État judéo-arabe. Matzpen constitue un pas en avant, mais reste très confus.

Nous avions quitté le Parti Communiste, nous étions contre une idéologie monolithique... D'abord, antisioniste. i. Deuxièmement, anticapitaliste. Dans le cadre de ces limites, vous pouvez être ce que vous voulez. Vous voulez être trotskyste? D'accord. Vous voulez être anarchiste? D'accord. Vous voulez être maoïste? D'accord. (Akiva Orr, 2003, cité par Benjamin Ferron, « La transnationalisation de Matzpen », Pôle Sud n° 30, 1er semestre 2009)

La Brit (Ligue communiste révolutionnaire) pouvait s'appuyer sur la 4º Internationale guidée par Trotsky. Par contre, Matzpen nait dans un contexte différent, marqué par la disparition de tout centre international marxiste. En effet, les dirigeants de la 4º Internationale (Pablo, Mandel, Frank...), faute de trouver la voie des masses, ont révisé le programme en 1949-1951 en capitulant devant Tito puis Mao, en préconisant la réforme du stalinisme et en adoptant le front uni antiimpérialiste (ce qui entraine son éclatement en 1952-1953). Les principales fractions qui en sont issues (pablisme, morénisme, grantisme, lambertisme, healysme...) s'adaptent toutes au nationalisme bourgeois panarabe.



1^{er} mai 1979, cortège de l'OSI-Matzpen

Matzpen s'oriente vers les universités d'Israël mais aussi vers celles d'Europe et d'Amérique. Le groupe est soumis à partir de 1967 à une grande pression de la société coloniale et à la répression permanente de l'État sioniste, d'autant qu'il noue des liens avec le mouvement national palestinien, en particulier le FPLP. Une bonne partie de ses animateurs s'installe en Grande-Bretagne, en France ou aux États-Unis.

Les militants de Matzpen investissent en effet des arènes de discussion, puis des forums médiatiques, en Europe dès les années 1960 : Akiva Orr, Moshé Machover et Sylvia Klinberg quittent Israël pour Londres, tandis qu'Elie Lobel, depuis Paris, et Khalil Touma et Mario Offenburg, depuis Berlin, assurent la diffusion des idées de l'organisation et des rencontres entre militants israéliens et les représentants de l'OLP. (Benjamin Ferron, « La transnationalisation de Matzpen », Pôle Sud n° 30, 1er semestre 2009)

En 1970, l'aile maoïste quitte Matzpen et fonde l'Alliance communiste révolutionnaire. En 1972, une fraction de Matzpen (Jabra Nicola, Arieh Bober, Michel Warschawski...), liée à la « 4º internationale » de Mandel, Hansen et Moreno (SUQI), scissionne pour fonder Matzpen marxiste qui se renomme en 1975 Ligue communiste révolutionnaire. Le noyau fondateur (Moshe Machover, Akiva Orr, Haim Hanegbi...) se convertit en 1977 en Organisation socialiste en Israël.

Avec le reflux de la révolution mondiale et la montée de la réaction en Israël, l'OSI s'engloutit en 1984 dans la Liste progressiste pour la paix, la LCR disparait la même année dans le Centre d'information alternative.

1970 : la Ligue ouvrière

En 1970, la direction de Matzpen exclut une fraction (Menahem Karmi...) liée à la « 4° internationale » (CIQI) de Healy et Lambert. Elle constitue le groupe Avant-Garde, qui se tourne vers la classe ouvrière et rejoint le CORQI après la scission de 1971 du CIQI. Le CORQI, officiellement fédéraliste, est en fait contrôlé étroitement par l'OCI française (Lambert, Just, de Massot...). Il emploie toujours le mot d'ordre d'assemblée constituante.

La première condition pour réaliser l'unité des peuples du Proche-Orient – juifs et arabes – est que soit clairement condamnée la guerre de rapines fomentée par le gouvernement Meir-Dayan [gouvernement israélien de l'époque, RP], tandis qu'il doit être clair qu'une paix juste exige le retrait immédiat et inconditionnel des territoires occupées par les armées israéliennes [territoires conquis lors de la guerre de 1967, RP]. À partir de ces positions de principe, il est possible de dégager les éléments positifs d'une solution... C'est en premier lieu dans la Constituante palestinienne, opposée au mot d'ordre réactionnaire de

la « nation arabe » que les peuples juifs et arabes (réfugiés ou non) détermineront eux-mêmes comment et sous quel régime politique ils pourront régler les questions qui, aujourd'hui, les opposent parce que les classes dominantes juives et arabes ont intérêt à ce que les peuples soient divisés contre eux-mêmes... la Constituante palestinienne s'inscrira comme un objectif transitoire pour l'expropriation des expropriateurs juifs et arabes. (Pierre Lambert, « Guerre et lutte de classes au Proche-Orient », La Vérité n° 548, juin 1970)

Une « paix juste » serait possible si l'armée israélienne revenait aux frontières de 1948, ce qui avalise la partition de la Palestine par l'ONU. Les deux peuples semblent mis à égalité, comme si les Arabes ne subissaient pas une oppression nationale violente et durable. À l'époque impérialiste, selon la direction de l'OCI, une simple solution démocratique bourgeoise (baptisée frauduleusement « transitoire ») résoudrait par miracle deux questions nationales d'un seul coup. Chez Lambert, la révolution socialiste (« l'expropriation ») est conditionnée par la réalisation de l'assemblée constituante. La révolution prolétarienne n'est pas le moyen de résoudre les tâches démocratiques, mais devient un horizon lointain, comme pour tous les réformistes.

Bien sûr, un slogan démocratique, si les masses le pensent réalisable, peut avoir une énorme importance pour les mobiliser et débuter la révolution. Sous la domination ottomane puis l'occupation britannique, un mot d'ordre d'assemblée nationale (des habitants juifs et arabes) avait un sens.

Mais il est rendu caduc par la Nakba, par l'instauration par la violence d'un État colonial juif en 1948. Il n'y a plus d'égalité possible. Dès lors, le démantèlement d'Israël devient une revendication démocratique que seule la classe ouvrière peut résoudre. Si elle est capable de la mener à bien, elle ne s'arrêtera évidemment pas là. Elle expropriera immédiatement le grand capital et ouvrira la perspective de la fédération socialiste du Proche-Orient, de la fédération socialiste de la Méditerranée.

La section israélienne du CORQI ose mettre en cause la prétendue « imminence de la révolution » de l'OCI qui couvre d'un verbiage catastrophiste un opportunisme congénital.

Pour l'OCI, le front unique remplace la politique révolutionnaire... Elle tend à être à la remorque des directions traitres. (Avant-Garde, « Commentaire sur la préconférence de juillet 1972 », La Correspondance internationale n° 6, octobre 1972)

En 1972, le groupe Avant-Garde se renomme Ligue ouvrière. En 1975, le CORQI l'expulse, officiellement parce que la LO refuse la perspective d'un État palestinien binational et le mot d'ordre d'assemblée constituante. C'est le moment où le courant lambertiste s'oriente vers la sociale-démocratie en Europe. Cela n'empêche pas un





1988, arrêt des expulsions!

opportunisme envers le nationalisme bourgeois palestinien qui converge avec celui de la pseudo-quatrième internationale de Healy-Banda et celle de Mandel-Hansen-Moreno, alors la plus nombreuse et étendue.

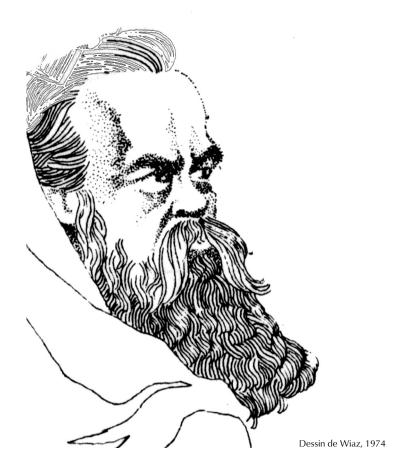
Si le Fatah s'inscrit politiquement dans le cadre du nationalisme arabe, son activité, qui se veut indépendante des États et gouvernements arabes, le situe au coeur de la révolution palestinienne. (Jacques Meyrand, « Le Liban après la guerre civile », La Vérité n° 572, juin 1976, note)

La direction de l'OCI française qui a la mainmise sur le CORQI entreprend de détruire la Ligue ouvrière, comme elle l'a fait en 1973 avec la LRSH hongroise en accusant son dirigeant Michel Varga d'être à la fois agent du KGB et de la CIA. Lambert et ses adjoints calomnient la LO comme « sioniste », alors qu'elle est l'aile la plus prolétarienne du mouvement antisioniste.

La question est de mettre fin à l'occupation sioniste de la Palestine par l'accomplissement des tâches de la révolution démocratique, c'est-à-dire l'expulsion de l'impérialisme et l'abrogation de sa partition en Palestine et donc de l'existence de l'État d'Israël, incluant le retour des réfugiés palestiniens expulsés... par la création d'une Palestine démocratique et unifiée. Seule la classe ouvrière est capable de mener jusqu'à son aboutissement la libération nationale du peuple palestinien : la Palestine démocratique et unifiée ne pourrait être rien d'autre qu'une Palestine soviétique. (Ligue ouvrière, Six années d'existence du CORQI, aout 1978)

Lambert et de Massot fomentent une fraction dirigée par Yigal Schwartz qui scissionne de la LO en 1977. Cette clique forme un éphémère Groupe communiste de Palestine qui rejoint en 1979 le SUQI (Mandel, Bensaïd, Barnes) et fusionne avec la LCR israélienne. La LO disparait. La dégénérescence des épigones de la 4e Internationale a porté un rude coup à l'antisionisme prolétarien.

> 22 mai 2020 Groupe marxiste internationaliste (France)



GMI/FRANCE

FRIEDRICH ENGELS (1820-1895)

2 SEPTEMBRE

Engels nous a montré le chemin... il était à la fois le chef et le combattant... la théorie et la pratique ont fusionné en lui. (Wilhelm Liebknecht, Souvenirs, 1901)

Un intellectuel prolétarien

Né le 28 novembre 1820 à Barmen, au coeur de l'industrie textile prussienne, à 300 km environ au nord de Trêves (ville de naissance de Marx), Friedrich Engels était le fils d'un capitaliste industriel, religieux et conservateur. Il devint rapidement athée, étudia la philosophie, se dit « partisan enthousiaste de Strauss [La Vie de Jésus] » (1839), se lia dès 1841 aux Jeunes hégéliens (Feuerbach, Stirner, Bauer...) pendant son service militaire. Sous pseudonyme (Friedrich Oswald), il écrivit, contre la métaphysique du philosophe réactionnaire très en vue Schelling, en défense de la dialectique hégélienne. Cela donna lieu à deux textes, « Schelling et la révélation » et « Schelling, la philosophie en Jésus-Christ » (1842). Il admit

une reconnaissance pleine et entière de l'influence qu'eut Feuerbach, plus que tout autre philosophe posthégélien... Il faut avoir éprouvé soi-même l'action libératrice de ce livre [L'Essence du christianisme] pour s'en faire une idée. L'enthousiasme fut général : nous fûmes tous momentanément des feuerbachiens. (Engels, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, 1886)

C'est également en se détachant de l'idéalisme que Marx et Engels impulsèrent le développement du socialisme scientifique comme théorie révolutionnaire

Maintenant, l'idéalisme était chassé de son dernier refuge, la conception de l'histoire ; une conception matérialiste de l'histoire était donnée et la voie était trouvée pour expliquer la conscience des hommes en partant de leur être, au lieu d'expliquer leur être en partant de leur conscience, comme on l'avait fait jusqu'alors. (Engels, Socialisme utopique et socialisme scientifique, 1880)

C'est sur les épaules des géants qu'ils se hissaient pour avoir la perspective la plus large et la plus claire possible.

Nous, socialistes allemands, sommes fiers de tenir origine non seulement de Saint-Simon, Fourier, Owen, mais aussi de Kant, Fichte et Hegel... Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier de la philosophie classique allemande. (Engels, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, 1886)

Engels établit clairement que c'est en appuyant sur les socialismes qui les ont précédés que Marx et Engels purent construire le socialisme scientifique. Le titre original de son Socialisme utopique et socialisme scientifique (Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft) signifie d'ailleurs « Le développement du socialisme de l'utopie à la science », ce qui implique un progrès plus qu'une opposition frontale.

La théorie et la politique communistes sont, par nature, polémiques. Contre un intellectuel du parti allemand (SPD) qui régressait dans l'idéalisme, Engels rédigea en 1876-1877, avec l'approbation et la collaboration de Marx, une synthèse, Monsieur Dühring bouleverse la science, plus connue sous le nom d'Anti-Dühring. Il s'agit d'un remarquable manuel socialiste qui embrasse la méthode (partie 1 : « philosophie »), l'analyse économique du capitalisme (2 : « économie politique ») et le programme (3 : « socialisme »).

Il avait un intérêt constant pour tout savoir, y compris pour les sciences de la nature.

Il s'agissait... de me convaincre dans le détail - alors que je n'en doutais aucunement dans l'ensemble - que dans la nature s'imposent... les mêmes lois dialectiques du mouvement qui, dans l'histoire aussi, régissent l'apparente contingence des évènements : les mêmes lois qui, formant également le fil conducteur dans l'histoire de l'évolution accomplie par la pensée humaine, parviennent peu à peu à la conscience des hommes pensants. (« Préface » de Anti-Dühring, 1885)

Il précise toutefois que :

Il est très facile de transférer à nouveau ces théories de l'histoire de la nature à celles de la société ; et il est par trop naïf de prétendre avoir prouvé par-là que ces affirmations sont des lois naturelles et éternelles de la société... À elle seule, la conception de l'histoire comme une simple lutte de classes est plus riche et plus profonde que sa simple réduction à des phases à peine différenciées de la lutte pour la vie. (Dialectique de la nature, 1873-1883)

Dans une introduction à La Guerre civile en France, parue en 1891, Engels résumait la conception marxiste de l'État, qui « n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie ». La même année, il publia L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État. Il y expliquait que l'oppression des femmes et l'apparition de l'État sont liés à la division de la société en classes.

Un militant révolutionnaire

S'il écrivit un poème avant l'âge de dix ans sur la révolution de 1830, son premier texte politique (Lettres de Wuppertal, 1839) portait sur les conditions d'existence misérables de la classe ouvrière, qu'il pouvait observer de près, en tant que fils de patron. Il rompit rapidement avec l'entreprise de son père.

Le commerce est trop affreux... et ce qui est particulièrement affreux, c'est d'être non seulement un bourgeois mais un fabricant : un bourgeois qui intervient activement contre le prolétariat. (« Lettre à Marx », 20 janvier 1845)

Sa première rencontre avec Marx eut lieu en novembre 1842 à Cologne, au siège du Rheinische Zeitung, le journal de Marx dans lequel il écrivit également, mais c'est en août 1844 à Paris que leur amitié a démarré, après

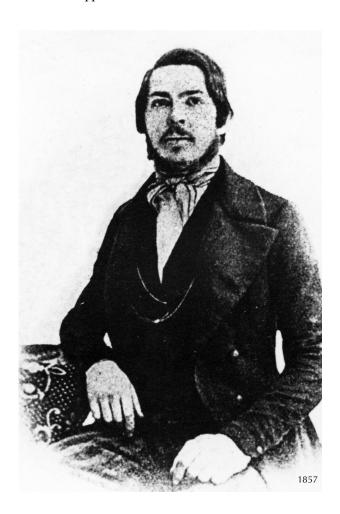
que Marx fut positivement impressionné par son Esquisse d'une critique de l'économie politique. Ils écrivirent alors ensemble pour Deutsch-Französische Jahrbücher, le journal des immigrés révolutionnaires allemands à Paris publié par Marx et Ruge, puis ils publièrent leur premier ouvrage commun, La Sainte famille, une polémique contre les jeunes hégéliens, en 1845.

C'est avec une ouvrière, Mary Burns, rencontrée à Manchester en 1843, qu'il partagea son intimité, sans pour autant se marier. Grâce à elle, il visita les quartiers pauvres, se rendit aux réunion des ouvriers, source inestimable pour La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, paru en 1845.

Engels fut le premier à déclarer que le prolétariat n'est pas seulement une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale. (Lénine, « Friedrich Engels », 1895)

On peut lire dans cet ouvrage:

J'ai renoncé à la société et aux banquets... et j'ai consacré mes heures de loisir presque exclusivement à la fréquentation de simples ouvriers ; je suis à la fois heureux et fier d'avoir agi de la sorte. Heureux, parce que j'ai vécu de cette manière bien des heures joyeuses, tout en apprenant à connaître votre véritable exis-





1864, Londres: Engels, Karl Marx et ses filles Jenny, Eleanor et Laura

tence... fier, parce que j'ai eu ainsi l'occasion de rendre justice à une classe opprimée et calomniée.

Dès 1843, il prit part au mouvement chartiste, pour lequel il publia des articles (Northern Star) ; il était proche des partisans de Robert Owen, pour lesquels il écrivit aussi (New Moral World). En avril 1845 il rejoignit Marx à Bruxelles, où il polémiqua, via le comité de correspondance communiste, contre les courants petitsbourgeois dans la Ligue des justes, influencés par les idées de Proudhon. Peu après ils partirent pour l'Angleterre. Engels participa, en l'absence de Marx, au congrès de la Ligue des justes en juin 1847 à Londres, où le mot d'ordre « Tous les hommes sont frères » fut remplacé par « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » et où elle devint la Ligue des communistes.

Il participa à la révolution de 1848. Il prit part activement, aux côtés de Marx, à l'activité de l'association démocratique puis de l'association ouvrière de Cologne. Il se rendit à Paris puis, chassé pour être intervenu au banquet du nouvel an des immigrés allemands révolutionnaires, il partit en Suisse (à pied faute de moyens) puis rentra à Cologne, d'où il fut expulsé comme Marx pour avoir pris part à un soulèvement (Elberfeld). En août 1849, Marx l'invita à le rejoindre à Londres pour fonder un journal, la Neue Rheinische Zeitung. Minovembre 1850, faute de revenus, il quitta Londres pour travailler à la filiale de l'entreprise de son père à Manchester comme commis (puis cadre).

Les deux amis durent se séparer. L'un se rendit à Manchester, l'autre resta à Londres. Mais ils ne cessèrent de vivre l'un avec l'autre par la pensée : chaque jour, ou presque, pendant vingt ans, ils se firent part dans leurs lettres de leurs impressions et de leurs réflexions sur les événements politiques, ainsi que de la marche de leurs études. (Lafargue, « Souvenirs personnels sur Engels », 1904)

Cette double vie permit à Engels de subvenir à ses besoins et d'envoyer régulièrement de l'argent à Marx. « Sans l'appui financier constant et dévoué d'Engels, non seulement Marx n'aurait pu achever Le Capital, mais il aurait même fatalement succombé à la misère » (Lénine, « Karl Marx », 1914).

Je finis à l'instant de corriger les épreuves du livre I... voilà donc ce volume terminé. Si cela a été possible, c'est à toi seul que je le dois! Sans ton dévouement pour moi, il m'aurait été impossible de faire les travaux énormes que demandent ces volumes. (Marx, « Lettre à Engels », 16 août 1867)

Le livre I du Capital fut tiré à 1 000 exemplaires en septembre 1867 et Engels en fit la promotion en écrivant des recensions dans plusieurs journaux, ouvriers ou bourgeois.

Pendant cette période, Engels écrivit près de 120 articles pour le New York Daily Tribune, sur la guerre de Crimée (1853-1856), sur l'art militaire, sur la domination coloniale en Inde, sur la guerre de Sécession...

Il voyagea en Irlande en 1856, avec Mary Burns. Il constata la misère des paysans et des ouvriers dans ce pays. « On peut voir en prenant l'exemple de l'histoire irlandaise quel malheur c'est pour un peuple que d'en asservir un autre » (« Lettre à Marx », octobre 1869). Le contrat avec la firme dont son père était actionnaire expira en juin 1869. Il renonça à ses droits et reçut une compensation qui lui permit d'accorder une aide financière constante à la famille Marx. Il revint à Londres en septembre 1870. Après la mort de Mary, il vécut avec sa soeur Lizzy.

Ma femme était une vraie prolétaire irlandaise, de souche, et l'ardent amour inné qu'elle éprouvait pour sa classe m'était infiniment plus cher et me soutenait dans les moments critiques bien plus que n'auraient pu le faire toute la délicatesse et le fin esprit des filles « sensibles » et « instruites » de la bourgeoisie. (« Lettre à Johanna Otto (Julie Bebel) », 18 mars

Il soutenait inconditionnellement la Commune de Paris comme la première réalisation de la dictature du prolétariat.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat. (« Introduction » à K. Marx, La Guerre civile en France, 1891)

Esprit curieux, il voyagea en 1888 aux États-Unis, et en perçut le potentiel pour la bourgeoisie :

Il faut vraiment voir de ses propres yeux ce pays dont l'histoire ne remonte pas plus loin que l'époque de la

production marchande et qui est la terre promise de la production capitaliste.

Il entrevoyait également les prémisses de la guerre de 1914-1918:

Une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence encore jamais vues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront ; ce faisant ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles. (« Préface » à S. Borckheim, À l'intention des patriotards allemands de 1806-1807, 1887)

Il avait saisi que la Russie était à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire en Europe :

La révolution russe donnera une nouvelle impulsion au mouvement ouvrier de l'Occident... (« Postface » de « Les problèmes sociaux de la Russie », 1894)

Il avait soutenu la première organisation marxiste russe, Libération du travail, créée en exil en 1883, notamment par Vera Zassoulitch à qui Engels écrivit :

Je suis fier de savoir que parmi la jeunesse russe il y a un parti qui accepte franchement et sans ambages les grandes théories économiques et historiques de Marx... C'est un progrès qui aura sa haute importance sur le développement révolutionnaire en Russie.

Un internationaliste

Marx et Engels luttèrent toute leur vie pour la création d'une internationale. Ce furent d'abord des petites organisations : les Comités de correspondance communistes (1846-1947), la Ligue des communistes (1847-1852), la Société universelle des communistes révolutionnaires (1850).

La LdC prit bientôt un caractère plus international, en pratique parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne. (Engels, Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes, 21-22 septembre 1890)

L'Association internationale des travailleurs (AIT, 1864-1876) réalisa pour la première fois, de manière internationale, le passage de la classe ouvrière d'une classe en soi à une classe pour soi. Engels y fut actif après son déménagement à Londres et fut élu au conseil général de l'AIT en octobre 1870.

La révolution, c'est l'acte suprême de la politique, qui la veut dit vouloir le moyen, l'action politique, qui donne aux ouvriers l'éducation pour la révolution... Mais la politique qu'il faut faire c'est la politique ouvrière : il faut que le parti ouvrier soit constitué non comme la queue de quelque parti bourgeois mais bien en parti indépendant qui a son but, sa politique à lui. (« Discours à la conférence de l'AIT à Londres », septembre 1871)

Il polémiqua contre Bakounine et Guillaume, non seulement théoriquement mais aussi en raison de leurs



1893, Zürich: 3^e congrès de l'Internationale ouvrière Engels au centre, à gauche de la photo Clara Zetkin, à droite de la photo, puis August Bebel avec le chapeau, enfin Eduard Bernstein tête nue

pratiques sectaires de désorganisation de l'AIT, motif de leur exclusion. En 1873 notamment il écrivit sur l'insurrection espagnole qui avait eu lieu l'été, contre les anarchistes qui faisaient de la classe ouvrière un appendice du parti républicain bourgeois.

Il parlait et écrivait douze langues, en lisait une vingtaine, ce qui l'aidait à se lier avec des travailleurs de tous les pays. Cela lui permit notamment d'être correspondant de l'AIT pour l'Espagne, la Belgique, le Portugal, le Danemark et l'Italie, puis de réviser bien des traductions.

Engels joua un rôle majeur aux côtés des ouvriers conscients dans l'élaboration tactique, avec l'utilisation de toutes formes de lutte. Dans le cadre de l'AIT, il aida à la formation du parti en Allemagne, quand Bebel et Liebknecht s'émancipèrent de la bourgeoisie « libérale » et fondèrent le SDAP (Parti ouvrier socialdémocrate) en 1869. Le SDAP fusionna, lors du congrès de Gotha en 1875 avec l'ADAV, fondée par Lassalle, pour fonder le SPD qui en 1877 comptait 32 000 membres et 12 députés.

Un ou deux millions de voix... en faveur d'un parti ouvrier de bonne foi, sont en réalité infiniment plus précieuses que 100 000 voix obtenues par une plateforme représentant une parfaite doctrine. (« Lettre à Florence Kelley Wischnewetsky », 28 décembre 1886)

Que l'action l'emporte sur le verbe ne signifie pas que le programme n'a aucune importance. Engels participa activement à la mise au point de celui adopté par le SPD au congrès d'Erfurt en 1891 et combattit auparavant les « opportunistes pleurnicheurs qui ont constitué un parti dans le parti » (« Lettre à Bernstein », 5 juin 1884).

En juin 1884, quand Bernstein et Kautsky, imitant les propres inclinations et répulsions d'Engels, se plaignirent auprès de lui des pressions naissantes de toutes sortes de philistins « érudits » au sein du parti, Engels répondit que « le plus important est de ne rien concéder et, en plus, de rester absolument calme ». Alors qu'il ne gardait pas toujours un calme absolu au sens littéral du terme -au contraire, il avait l'habitude en certaines occasions de déborder de colère- il était toujours capable de s'élever au-dessus des ennuis temporaires, et de restaurer l'équilibre nécessaire entre sa conscience et ses émotions. (Trotsky, « Les lettres d'Engels à Kautsky », octobre 1935)

Il suivit attentivement l'activité militante de Laura Marx en France et de Jenny Marx en Angleterre. Il fut actif dans la préparation du 1er mai 1890 à Londres.

Le 1er mai reflète une situation claire et nette... deux camps opposés qui se distinguent fortement : d'un côté le prolétariat international, allant à la victoire sous le drapeau rouge de l'émancipation universelle, de l'autre les classes possédantes et réactionnaires de tous les pays, regroupées pour défendre leurs privilèges exploiteurs.

Engels aida Lafargue et Guesde (France), Liebknecht et Bebel (Allemagne), Vandervelde (Belgique), Hardie (Grande-Bretagne), Costa et Turati (Italie), Adler (Autriche), Nieuwenhuis, (Pays-Bas), Iglesias (Espagne), Plekhanov (Russie)... à organiser en 1889 le congrès socialiste international de Paris. Celui-ci aboutit à la création de l'Internationale ouvrière (la 2e Internationale).

Il la conseilla jusqu'à la fin de sa vie : organisation, correspondances, rencontres, polémiques contre les opportunistes (« L'opportunisme "honnête" est peut-être le plus dangereux de tous », Critique du projet de programme social -démocrate d'Erfurt, 1891). Il fut président d'honneur du 3e congrès socialiste international à Zurich en 1893 qui exclut les adversaires de toute activité politique (anarchistes) et où Rosa Luxemburg intervint à 23 ans.

Ami intime et compagnon d'idées de Marx

Le travail commun de Marx et Engels était d'une rare complémentarité. « Tu sais 1. que tout chez moi vient très tard, et 2. que je marche toujours dans tes empreintes » (Marx à Engels, 4 juillet 1864). L'offensive contre Engels se trouve la première fois chez le philosophe Mondolfo, apparait très clairement chez Lukács, puis chez de nombreux auteurs (Coletti, Avineri, Kolakowski, Jordan, Gamble, Carver, Callinicos...) qui préfèrent éviter de s'en prendre frontalement à Marx. Certains d'entre eux attribuent, à la déviation qu'ils lui prêtent, une ouverture vers le stalinisme. On trouve en revanche des analyses sérieuses de la convergence Marx-Engels chez Mehring (Karl Marx, histoire de sa vie, 1918), Riazanov (Marx et Engels, 1922), Timpanaro (Sur le matérialisme, 1973), Novack (Polémiques de philosophie mar-

xiste, 1978), Hunley (La Vie et l'oeuvre de Friedrich Engels, 1991), Blackledge (Friedrich Engels, 2019)...

La collaboration de ces deux amis -c'est dans ce contexte que ce mot atteint sa pleine signification !- s'étendit jusqu'à rendre impossible à quiconque de distinguer leurs travaux. (Trotsky, « Les lettres d'Engels à Kautsky », octobre 1935)

Engels poussa Marx à s'intéresser à l'économie, au communisme. Il fut le premier à établir que Marx a fait deux découvertes, la plus-value (ou survaleur) et le matérialisme historique

Charles Darwin a découvert la loi de l'évolution de la nature organique sur notre planète. Marx est celui qui découvrit la loi fondamentale et constitutive qui détermine le cours et l'évolution de l'histoire humaine. (« Allocution funèbre à l'occasion de la mort de Karl Marx », 1883)

Il mit de côté ses propres recherches pour passer des années à déchiffrer les manuscrits de Marx.

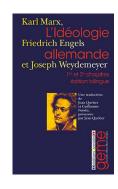
Pour mettre en ordre cet héritage, il faudra aussi pas mal travailler... mais ce travail m'est agréable je me retrouve avec mon vieil ami. (« Lettre à Johann Becker », 22 mai 1883)

Il acheva les livres II et III du Capital, seul à pouvoir en comprendre l'écriture. En 1894, il écrivait à Kautsky son désir de « se mettre dès que possible à travailler à ce livre [une biographie de Marx] sur lequel il rumine avec plaisir depuis longtemps ». Il n'a pas eu le temps de le rédiger.

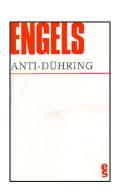
Engels a survécu à Mary Burns (décédée en 1863), au communiste Wilhelm Wolff qui légua sa fortune à Marx (1864), à Lizzy Burns, la soeur de Mary qui vécut avec Engels après son décès (1878), à Jenny von Westphalen, la femme de Marx (1881), à Marx (1883), à Jenny, fille de Marx et épouse de Longuet (1883), à Helene Demuth qui fut la gouvernante de Marx puis d'Engels (1890). En 1890, Luise Ronsperger, l'ex-femme de Kautsky et l'amie de Luxemburg, s'installa chez Engels. Décédé le 5 août 1895 d'un cancer de l'oesophage contracté quelques mois plus tôt, il léga ses biens à Laura et Eleanor, les deux filles de Marx encore en vie, aux enfants de Jenny, la fille de Marx décédée, à Luise Ronsperger et à la nièce de Lizzy Burns.

> 2 septembre 2020Groupe marxiste internationaliste (France)

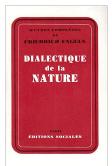


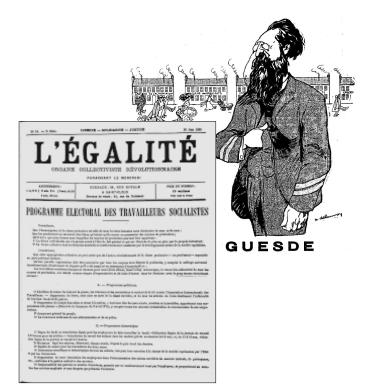












GMI/FRANCE

1880, LE PREMIER PROGRAMME COMMUNISTE EN FRANCE

2 NOVEMBRE

Il faut lier les mains des combinards et des candidats combinards. Le programme sert à cela ou est inutile. (Lev Trotsky, « Projet de programme de l'IC », 28 juin 1928, *Oeuvres* t. I, ILT, p. 337)

Il y a cent quarante ans, le 22 novembre 1880, un programme « marxiste » est adopté au cours du troisième congrès des socialistes au Havre.

Marx et Engels (puis Engels après la mort de Marx) ont toujours combattu dans un cadre international, informel (un réseau de correspondants dit à l'époque « parti Marx ») ou formel (Ligue des communistes, Association internationale des travailleurs, Internationale ouvrière). Leur préoccupation constante, après l'expérience des révolutions européennes de 1848-49, est de séparer le parti ouvrier de la petite-bourgeoisie et surtout des classes dominantes (noblesse en déclin, bourgeoisie en ascension).

La création en 1880-1882 de la première organisation communiste en France, le Parti ouvrier, par José Mesa, Gabriel Deville, Jules Guesde et Paul Lafargue se fait sur cet axe. Cette délimitation de programme et d'organisation en France s'inscrit dans l'influence grandissante du socialisme scientifique dans le mouvement ouvrier d'Europe et d'Amérique.

1863-1914 : parti et programme en Allemagne

En 1863, Ferdinand Lassalle crée le premier parti socialiste en Allemagne sur une base antibourgeoise, mais conciliatrice envers l'aristocratie et la monarchie, l'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (ADAV: Association générale des travailleurs allemands). Elle se tient à l'écart de l'Association internationale des travailleurs (AIT, la 1^{re} Internationale) fondée en 1864 et animée par Karl Marx.

Wilhelm Bracke, August Bebel et Wilhelm Liebknecht rompent avec l'ADAV ou le SVP (un parti dominé par la bourgeoisie démocratique). En 1869, ils fondent en lien avec l'AIT une organisation communiste, le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SDAP: Parti ouvrier socialiste d'Allemagne) sur la base du programme d'Eisenach.

En 1875, le SDAP et l'ADAV fusionnent pour former le Sozialistische Arbeiterpartei (SAP: Parti socialiste ouvrier) qui devient un parti de masse. Mais la base de l'unification est confuse et ses concessions au socialisme étatiste lui valent les foudres de Marx (Critique du programme de Gotha, 1875).

C'est pour moi un devoir de ne pas reconnaitre, fût-ce par un silence diplomatique, un programme qui est absolument condamnable et démoralisateur pour le parti. (Karl Marx, « Lettre à Wilhelm Bracke », 5 mai 1875, dans Karl Marx & Friedrich Engels, La Social-démocratie allemande, 10-18, p. 82)

Le SAP est interdit en 1878 mais il maintient une activité clandestine. En 1889, il appuie le Parti ouvrier français pour constituer une nouvelle internationale ouvrière basée ouvertement sur le marxisme, l'Internationale ouvrière (IO). En 1891, après la fin de l'interdiction, le parti se renomme Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD: Parti social-démocrate d'Allemagne) et adopte un programme communiste rédigé par Karl Kautsky et Eduard Bernstein en concertation avec Engels, le programme d'Erfurt. Le parti, par ses achèvements théoriques (Kautsky...) et ses succès électoraux, devient le modèle de tous les communistes, de la Russie à la France.

Le parti anime les « syndicats libres » de la General-kommission der Gewerkschaften Deutschlands (GGD : Commission générale des syndicats, 2,5 millions de membres en 1914) contre les syndicats fomentés par l'Église catholique (220 000 membres) et ceux liés aux libéraux. Il fonde une organisation de jeunes socialistes et une de femmes travailleuses qui sont autonomes. L'aile opportuniste du SPD (dirigeants syndicaux, élus locaux pratiquant des alliances avec le Parti libéral) reste minoritaire.

En 1897, Eduard Bernstein déclare qu'il faut renoncer à la méthode dialectique et revoir le programme, en particulier abandonner l'objectif de la révolution sociale. Il se heurte à August Bebel, Karl Kautsky et Rosa Luxemburg si bien que, officiellement, le révisionnisme est condamné par le SPD en 1899, 1901 et 1903. Mais la direction de la GGD obtient « l'égalité des droits » avec le parti en 1906. Son opportunisme renforce l'anarcho-syndicalisme dans les syndicats localistes qui se rassemblent dans la Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften (FVdG: Association libre des syndicats allemands) qui est exclue en 1908 du SPD.

L'appareil du parti s'est si bien intégré au capitalisme national que, en 1914, les choses s'inversent brusquement : le groupe parlementaire et la direction du SPD (Philip Scheidemann, Carl Legien, Eduard David, Friedrich Ebert...), sans consulter la base, soutiennent la guerre, en opposition aux résolutions antérieures de l'internationale et du parti. Les pacifistes (Hugo Haase, Georg Ledebour, Karl Kautsky, etc.) se plient à la dis-

cipline imposée par les chefs sociaux impérialistes. Toutes les directions syndicales se rallient à l'union sacrée, à l'exception de la FVdG. Dans le SPD, des internationalistes minoritaires s'opposent résolument à la guerre, dont une fraction nationale réunie autour de Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Franz Mehring... Ils sont persécutés par l'État bourgeois avec l'aide de la direction du SPD.

1876-1914 : parti et programme aux États-Unis

En 1876, un noyau de communistes américains d'origine allemande crée, avec trois groupes lassaliens, une organisation socialiste, le Socialist Labor Party of America (SLP: Parti ouvrier socialiste d'Amérique) qui est rejoint par des anarchistes. En 1890, Daniel De Leon, influencé par Marx, dynamise le SLP et l'ancre chez les travailleurs anglophones. De Leon et le SLP évoluent vers le syndicalisme révolutionnaire.

En 1901, sous la direction de Morris Hillquit et Eugene Debs, une fraction du SLP et une fraction du SDA proclament le Socialist Party of America (SPA: Parti socialiste d'Amérique) dont fait partie l'écrivain Jack London. En 1917, quand les États-Unis entrent en guerre, le petit SLP, la direction du SPA et les IWW anarchosyndicalistes s'y opposent alors que la confédération AFL la soutient.

1884-1914 : parti et programme en Grande-Bretagne

En 1864, Carl Odger et les autres dirigeants des syndicats britanniques venus du chartisme fondent l'AIT avec Henri-Louis Tolain et d'autres syndicalistes proudhoniens français. En 1871, ils s'éloignent de l'AIT, à cause du soutien du conseil général de l'AIT animée par Marx à la Commune de Paris (1871) et à la cause irlandaise (1870) qui sont incompatibles avec le rapprochement de la bureaucratie syndicale et du Parti libéral bourgeois.

En 1884, un groupe d'intellectuels (Annie Besant, Beatrice et Sidney Webb, Ramsay MacDonald, George Shaw, Herbert Wells..) fonde un cercle technocratique, la Fabian Society (FS: Société fabienne), qui prône un vague socialisme municipal et étatiste.

La même année, Henry Hyndman découvre Marx et surtout Lassalle ; il fonde la Social Democratic Federation (SDF : Fédération sociale démocratique). Elle s'affirme socialiste mais est complaisante envers l'impérialisme britannique. En 1885, la SDF joue même la carte du Parti conservateur contre le Parti libéral.

Edward Aveling, Joseph Lane, Eleanor Marx et William Morris la quittent en 1884 pour fonder en 1885 le groupe Socialist League (SL: Ligue socialiste) qui mêle anarchistes et communistes. Les anarchistes, prennent le contrôle et détruisent la SL. En 1893, les nouveaux syndicats de branche auxquels collabore Eleanor Marx fondent une organisation socialiste, l'Independent Labour Party (ILP: Parti travailliste indépendant). Mais l'ILP

sous la direction de Keir Hardie et de Ramsay McDonald reste social-chrétien et oppose « l'aspect idéal et éthique du socialisme » au « dogme asséchant de la lutte des classes ». Eleanor Marx retourne à la SDF en 1897 et se suicide en 1898 (à 43 ans).

En 1900, les dirigeants syndicaux sont mécontents du Parti libéral et font pression sur lui en fondant, en s'appuyant sur les organisations socialistes (SDF, ILP, FS), le Labour Party (LP : Parti travailliste). En 1908, le LP demande son admission à l'IO qui l'accepte. Tout en votant en sa faveur au bureau socialiste international de l'IO, parce qu'il considère que la rupture avec le Parti libéral est un pas en avant, Lénine (RSDRP russe) relève que la motion de Viktor Adler (SAP autrichien) et Karl Kautsky (SPD allemand) surestime son caractère socialiste.

Il n'est pas vrai que le Parti travailliste soit réellement indépendant des libéraux et mène une politique de classe vraiment autonome. (Vladimir Lénine, « La session du BSI », octobre 1908, OEuvres, Progrès, t. 15, p. 251)

En 1911, la SDF fusionne avec des fragments de l'ILP pour former le British Socialist Party (BSP: Parti socialiste britannique).

En 1914, l'ILP pacifiste et la majorité internationaliste du BSP s'opposent à la guerre qui, par contre, est approuvée par la bureaucratie des syndicats TUC, la FS et la direction du LP qu'elle contrôle, ainsi que la minorité du BSP menée par Hyndman.

1885-1914 : parti et programme en Belgique

En 1885, en Belgique, le Parti ouvrier belge-Belgische Werkliedenpartij (POB) rassemble le petit Parti socialiste, les syndicats, les coopératives et les mutuelles. Son programme de 1894, la charte de Quaregnon, est rédigé par Emile Vandervelde. Tout en affirmant la nécessité du socialisme, il repose sur l'illusion de la mutation de l'État bourgeois en son contraire : « la transformation de l'État en administration des choses ».

En 1914, le POB soutient la guerre et Vandervelde rentre dans le gouvernement d'union sacrée de la monarchie.

1882-1917 : parti et programme en Pologne

En 1892, le Polska Partia Socjalistyczna (PSP: Parti socialiste polonais) est formé par des populistes et des proudhoniens. Il est admis comme section par l'Internationale ouvrière.

En 1893, deux groupes communistes de Pologne (ZRP et Proletariat) fusionnent dans la Socjaldemokracja Rzeczypospolitej Polskiej (SDKP: Sociale-démocratie du royaume de Pologne). Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, Julian Marchlewski, Adolf Warski... dénoncent le nationalisme du PSP. La SDKP adopte un programme communiste rédigé par Rosa Luxemburg (22 ans). Dès sa fondation, elle réclame de faire partie de

En 1914, la majorité du PSP (PSP-frak) dirigée par le futur maréchal Pilsudski soutient la guerre tandis que s'y opposent une minorité du PSP (PSP-levitsa), le Bund et les deux fractions de la SDKP.

1883-1917 : parti et programme en Russie

Dans l'empire russe, le mouvement révolutionnaire s'incarne au 19e siècle dans Zemlia i Volia (ZV : Terre et liberté), une variante d'anarchisme qui table sur la paysannerie et prône le terrorisme contre la famille impériale et les ministres. Des membres de ZV en exil (Gueorgui Plekhanov, Pavel Axelrod, Véra Zassoulitch, Lev Deutsch) entrent en contact avec Marx et Engels. Ils créent en 1883 le groupe l'Émancipation du travail.

Avec le début de l'industrialisation en Russie, la classe ouvrière s'agite et multiplie les grèves, les cercles socialistes apparaissent partout mais sont éparpillés. Le débat fait rage dans entre « populistes » et « sociauxdémocrates ». En 1898, ceux-ci fondent le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (RSDRP) aussitôt démantelé par la police tandis qu'Argunov, Gots, Gershuni et Tchernov lancent en 1901 le Parti socialiste révolutionnaire (PSR).

À partir de 1900, l'Émancipation du travail fusionne avec des cadres plus jeunes qui ont participé à l'activité prolétarienne en Russie (Alexandre Potressov, Vladimir



Wilhelm Liebknecht (1826-1900). fondateur du SDAP et dirigeant du SPD (Allemagne)



August Bebel (1840-1913), fondateur du SDAP et dirigeant du SPD (Allemagne)



Eugen Debs (1855-1926), fondateur des IWW et dirigeant de l'aile



Rosa Luxemburg (1871-1919), fondatrice du SDKP (Pologne) et animatrice de l'aile gauche du SPD (Allemagne)

Lénine, Julius Martov, Lev Trotsky). Le groupe publie l'hebdomadaire Iskra afin de reconstituer dans des conditions de clandestinité le RSDRP (Lénine, Que faire ?, 1903). En 1903, le 2e congrès du RSDRP adopte un programme communiste rédigé par Plekhanov et Lénine. Il est membre de l'Internationale ouvrière aux côtés du PSR.

Après la révolution de 1905, deux fractions déjà apparues en 1903 se cristallisent dans le RSDRP : les « mencheviks » (Martov, Plekhanov) « bolcheviks » (Lénine).

Au début de la guerre, en 1914, le PSR et les deux ailes du RSDRP s'opposent à la guerre bien que le menchevik Plekhanov et l'anarchiste Kropotkine la soutiennent. Arrivés au pouvoir en 1917, le PSR et le RSDRPmenchevik poursuivent la guerre.

1871-1876 : la Commune écrasée par la 3^e république

En France, la situation n'est pas des plus favorables, entre la forte répression de la bourgeoisie et la confusion théorique du mouvement ouvrier. Ce dernier se remet péniblement de la torpeur dans laquelle la semaine sanglante et la défaite de la Commune de Paris, en mai 1871, l'ont plongé.

La classe ouvrière, encore embryonnaire, s'était élancée, pour la première fois, à l'assaut du pouvoir contre une bourgeoisie capitulant devant la monarchie prussienne. Mal préparée, sans véritable organisation ni programme, pleine d'illusions et manquant d'audace aux moments-clés, isolée de la paysannerie, elle échoua dans sa tentative révolutionnaire.

La bourgeoisie, qui avait eu si peur d'être renversée, fut, elle, moins regardante sur les moyens répressifs et l'usage de la force. En quelques jours, sa police et son armée firent 30 000 victimes parmi les communards, 45 000 emprisonnés et déportés dans les bagnes d'outremer. Une telle férocité fit reculer de manière significative toute organisation se réclamant du socialisme. La 3e République, par une loi promulguée en 1872, interdit toute activité au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

La république, de 1789 à 1869, était l'idéal de combattants enthousiastes pour la liberté... La république apparaît enfin en Europe aussi comme ce qu'elle est dans son essence, ce qu'elle est réellement en Amérique, comme la forme la plus accomplie de la domination bourgeoise. (Friedrich Engels, « La république en Espagne », 1 mars 1873, dans Marx & Engels, La Troisième république, ES, p. 62)

Les libertés syndicales étaient suspendues, les droits démocratiques restreints, l'état de siège maintenu dans de nombreuses régions industrielles. Les cercles catholiques ouvriers du comte Albert de Mun cherchent une influence dans les quartiers populaires.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire en France avait une longue et glorieuse histoire, mais l'idéologie dont ce mouvement était pénétré fut toujours celle de la démocratie petite-bourgeoise républicaine et pacifiste. Outre cela, le mouvement ouvrier révolutionnaire eut toujours une teinte nationaliste, aussi bien avant qu'après la Commune. La réaction qui suivit la débâcle de la Commune fortifia encore ces tendances. La classe ouvrière française, privée de ses meilleurs chefs, tués pendant la Commune ou vivant au loin en exil, tomba sous l'influence directe des pires éléments petits-bourgeois, souvent au service direct des partis bourgeois et même de la police. (Krastio Rakovsky, L'Humanité, 3 janvier

Néanmoins, des mutuelles, des coopératives, des syndicats clandestins réapparaissent. Dès 1872, les luttes des mineurs de charbon du Nord et du Pas-de-Calais reprennent et s'intensifient dans les années 1880.

1876-1880 : un cercle de communistes se forme à Paris

Le communisme du 19e siècle a été inspiré en partie par la lutte des classes en France.

Si en Angleterre, dans la première moitié du 19e siècle, c'était la science économique qui était la plus avancée, en France c'était la pensée politique ; si l'Angleterre était régie par l'esprit de compromis, la France l'était par celui du radicalisme ; si en Angleterre le travail de détail de la lente construction organique prédominait, en France c'était celui que nécessite l'ardeur révolutionnaire. (Karl Kautsky, Les Trois sources du marxisme, mars 1908, Spartacus, 1969, p. 19)

Symétriquement, la période entre 1872 et 1875 est marquée par la publication en français du Manifeste du parti communiste (traduction de Laura Marx) et du livre 1 du Capital (traduction de Joseph Roy). Elle suscite l'attention d'un petit groupe d'ouvriers et d'intellectuels, le Cercle d'études philosophiques et sociales se réunissant à Paris, au café Soufflet voisin de la Sorbonne. En 1876, les anciens communards sont amnistiés. De retour en France, Guesde fréquente les communistes Gabriel Deville, José Mesa et Karl Hirsch au sein du cercle du café Soufflet.

À Paris, Mesa influença directement Guesde au point de vue marxiste, et Guesde en avait bien besoin étant donné sa formation « fédéraliste ». (Maurice Dommanget, L'Introduction du marxisme en France, 1969, Rencontre, p. 143)

José Mesa Leompart (1831-1904) est né au Maroc. Typographe et journaliste de mode, il participe à la fondation des sections espagnoles de l'AIT en 1869-1870. Rédacteur de La Emancipación, traducteur de Marx et d'Engels, ami de Paul Lafargue lors de son exil en Espagne, Mesa il prend parti pour le conseil général contre la fraction secrète de Bakounine (l'Alliance de la démocratie socialiste), très influente en Espagne. Il fonde en 1872 avec Pablo Iglesias, Francisco Mora Méndez et Víctor Pagés, exclus par les bakouninistes, la Nueva Federación Madrileña (Nouvelle fédération madrilène), le premier noyau communiste espagnol. Exilé en France en 1874, il participe à la fondation du quotidien *L'Égalité* lancé par Guesde en 1877.

Fixé à Paris, en relations constantes avec l'Espagne de par ses activités professionnelles, Mesa garde le contact avec le noyau socialiste madrilène héritier de la NFM, tout en entrant en rapport avec Karl Hirsch, journaliste allemand ami de Marx réfugié à Paris et Jules Guesde rentré en France en septembre 1876 qui sera bientôt l'animateur du « premier journal marxiste français », L'Egalité. (Jean-Louis Guereña, « Un socialiste espagnol en France », dans Augustin Redondo, Travaux de l'Institut d'études hispaniques et portugaises de l'Université de Tours, PUFR, 1979)

Gabriel Deville (1854-1940) fait partie d'une des rares sections françaises de l'AIT acquises au conseil général, celle de Toulouse, quand il étudie le droit. Porté sur la théorie, il publie, en 1883, avec l'assentiment de Marx, un résumé du livre I du *Capital* auquel il joint un *Aperçu du socialisme scientifique* qu'Engels apprécie.

Laura Marx (1845-1911) est la deuxième fille de Karl Marx et de Jenny von Westphalen. Elle épouse en 1868 Paul Lafargue. Si elle n'apparait pas directement comme une auteure et une dirigeante politique, comme sa soeur Eleanor en Grande-Bretagne, elle est militante. Non qu'elle ait produit des oeuvres originales, mais par la collaboration permanente qu'elle apporta à son époux. On lui doit, avec lui, la traduction des chapitres tirés de « L'Anti-Dühring », de « Révolution et contrerévolution en Allemagne », « Contribution à la critique de l'économie politique », de « La Sainte famille ». (Maurice Dommanget, L'Introduction du marxisme en France, 1969, Rencontre, p. 185)

Laura Marx a une correspondance politique intense avec Engels.

Engels connaissait parfaitement le français. Cette particularité rare en fint pour Marx l'auxiliaire le plus précieux pour la propagation du marxisme, spécialement en France. On peut dire qu'Engels, travailleur infatigable et au courant des problèmes sociaux du monde, par sa correspondance avec les Lafargue et Gabriel Deville, s'avéra un guide précieux et incomparable pour ces représentants et écrivains des idées marxistes dans le mouvement ouvrier français. (p. 187)

Paul Lafargue (1842-1911) est né à Cuba. Lors de ses études de médecine en France, il est d'abord attiré par les idées de Proudhon, puis par celles de Blanqui qu'il rencontre en Belgique. Lafargue est contraint de s'exiler à Londres en 1865. Il y fait la connaissance de Friedrich Engels et de Karl Marx, tout en ignorant l'allemand. Il épouse une des filles de celui-ci, Laura. De retour en France en 1870, il participe à la Commune en 1871 puis se réfugie en Espagne. En exil, il s'efforce d'implanter le communisme dans le mouvement ouvrier espagnol, do-





José Mesa

Iules Guesde

miné par le bakouninisme. Il rencontre Guesde à Londres en 1880. S'il n'est pas un orateur d'envergure comme Guesde et Jaurès, c'est un propagandiste inventif et ouvert, un pamphlétaire doué.

Jules Guesde (1845-1922) est un journaliste talentueux, un formidable orateur, un bon vulgarisateur. Toute son existence, il vit pauvrement. Il est d'abord journaliste sous le second Empire et participe comme républicain radical à la Commune de Paris. Il part en exil en Suisse, où il participe activement à la Fédération jurassienne de l'AIT qui s'oppose au prétendu socialisme autoritaire du conseil général puis est membre de la scission anarchiste, « l'Internationale antiautoritaire » (1871-1877). Il émigre à Rome, puis à Milan où, au contact des socialistes locaux, il commence à s'éloigner du bakouninisme.

1880 : la séparation avec les bourgeois républicains

Avec l'aide du cercle du café Soufflet, Guesde fonde en novembre 1877 le quotidien L'Égalité, où se mélangent encore proudhonisme, bakouninisme et marxisme. Le journal défend la Commune de Paris et réclame la libération du vieux révolutionnaire Auguste Blanqui. La pression étatique est forte : le domicile de Guesde est plusieurs fois perquisitionné, le quotidien est condamné à des amendes, ce qui met fin à sa parution.

En proie à de constantes difficultés matérielles, que viennent accroître perquisitions policières et procès, « L'Égalité » première série succombe le 14 juillet 1878. Elle est très éclectique: elle insère sans discrimination des articles ou études de Marx, de Blanqui et du libertaire Élisée Reclus. Guesde lui-même reste porteur d'idéologies étrangères au marxisme: vestiges anarchistes, empreintes du socialisme utopique, croyance en la loi d'airain des salaires formulée par Lassalle. (Claude Willard, Les Guesdistes, Éditions sociales, 1965, p. 14)

Le congrès international socialiste prévu à Paris en septembre 1878 est interdit. Guesde et Deville sont arrêtés, Hirsch est expulsé. En prison, Deville et Guesde rédigent le *Programme des socialistes révolutionnaires français*, diffusé au printemps 1879 avec 541 signatures.

Encore repoussée au congrès de Paris en 1876 et à celui de Lyon en 1878, une thèse collectiviste (« l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production ») est adoptée par le 3° congrès socialiste de Marseille en 1879, qui proclame la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France (FPTSF).

L'Égalité reparait en janvier 1880, cette fois en se définissant non plus comme « journal républicain socialiste », mais comme un « organe collectiviste révolutionnaire » distinct du « radicalisme », l'aile gauche de la bourgeoisie influente chez les travailleurs. Le quotidien confirme l'affermissement idéologique de Guesde, épaulé par Lafargue et Laura Marx.

Si nous faisons pénétrer nos idées communistes dans les masses avec « L'Égalité », nous aurons fait une oeuvre vraiment révolutionnaire. (Paul Lafargue, « Lettre à Guesde », 29 novembre 1879, dans La Naissance du Parti ouvrier français, ES, 1981, p. 59)

À tel point que Marx salue « pour la première fois un journal ouvrier au sens véritable du terme ».

Il fallut une grande intelligence, un grand courage, une conception nettement socialiste et révolutionnaire, un attachement inébranlable à la cause de la classe ouvrière, pour venir, dans un pays à mentalité petite-bourgeoise chauvine, un pays que la guerre civile paraissait avoir guéri des désirs d'une nouvelle révolution, prêcher une doctrine allemande —c'est ainsi qu'on qualifiait le socialisme scientifique— prêcher la lutte de classe et la révolution. (Krastio Rakovsky, L'Humanité, 3 janvier 1923)

Le journal sert à construire une organisation ouvrière révolutionnaire qui défend le programme du collectivisme.

Les mots Parti ouvrier et collectivisme, aujourd'hui passés dans notre langue politique étaient, peut-on dire, inconnus ; les idées qu'ils représentaient ne comptaient en France que de rares partisans, sans liens, sans possibilités d'action commune. C'est le journal « L'Égalité », fondé sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui, qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel. (Gabriel Deville, « Aperçu sur le socialisme scientifique », 1883, Le Capital de Marx, résumé, Oriol, p. 9)

1880 : la contribution essentielle de Marx

Guesde et Lafargue, en s'appuyant sur les décisions du congrès de Marseille, préparent ensemble le congrès de 1880; ils veulent doter les candidats socialistes d'un programme communiste pour les élections municipales et législatives de 1881. Celui-ci est élaboré en mai à Londres en étroite collaboration avec Marx et Engels. La partie revendicative est rédigée par Jules Guesde.

Abolition de toutes les lois contre la presse, les réunions et les associations et surtout la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret,

cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de la femme vis-àvis de l'homme.

Suppression du budget des cultes, et retour à la Nation des biens appartenant aux corporations religieuses.

Suppression de la dette publique.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. La commune maîtresse de son administration et de sa police.

Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants... au-dessous de quatorze ans, et de quatorze à dixhuit ans, réduction de la journée de travail à six heures.

Surveillance protectrice des apprentis par les syndicats.

Minimum légal des salaires déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français. Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.

Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'État ou la commune.

Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.

Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers, suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires.

Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvrier qui y travaillent.

Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 francs. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20 000 francs. (Le Programme du Parti ouvrier, Lagrange, 1899, p. 8-9)

Marx rédige la partie introductive du programme, les « considérants ».

L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race. Les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.).

general et qui est étiminée de plus en plus par le progrès industriel ; 2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct. Une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé, d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation. (idem, p. 6-7)

La FPTSF se coupe en deux dès l'ouverture du 4e congrès socialiste du Havre le 22 novembre 1880. Le congrès de la salle Franklin rassemble les « radicaux » bourgeois et les proudhoniens des chambres syndicales. Il n'aura pas de suite. Le congrès de la rue Fécamp de la FPTSF-Parti ouvrier adopte le programme collectiviste : 48 voix contre 7 pour les considérants, 43 voix contre 10 pour les revendications. Des anarchistes font ajouter un amendement disant que la propriété collective est une « phase transitoire » vers le « communisme libertaire », mais d'autres s'en vont avec Errico Malatesta.

1881-1882 : les réformistes contre le programme

En France, la première vague de réformisme, c'est-àdire l'illusion au sein du mouvement ouvrier que le capitalisme peut être amélioré de plus en plus, en évitant une révolution, est le proudhonisme qui dominait les sections françaises de l'AIT.

La seconde vague prend la forme du « possibilisme » La fraction de Paul Brousse, de Benoit Malon et de Jean Allemane au sein du parti socialiste des années 1880 (« parti » au sens du mouvement) est appelée possibiliste (l'épithète est de José Mesa) à cause de la stratégie opportuniste dite « politique des possibles » qui aurait pour théâtre avant tout les municipalités. Les réformistes prônent une organisation décentralisée avec des fédérations locales ayant une grande autonomie vis à vis de la direction nationale du parti. Brousse est un ancien bakouniniste et un champion des manoeuvres.

Après l'insuccès aux élections des candidats socialistes sous étiquette commune, les anarchistes (Louise Michel, Émile Pouget, Pierre Kropotkine, Jean Grave...) scissionnent de la FPTSF-PO en mai 1881 pour tenir un « congrès socialisterévolutionnaire » qui adopte « l'action directe » (dont des vols et des attentats), ce qui est conforté par le congrès international anarchiste de juillet à Londres. En outre, les blanquistes, s'ap-

puyant sur leur organe *Ni Dieu ni maitre*, scissionnent. Dirigés par Vaillant, partisans d'une insurrection préparée par une minorité résolue, ils fondent le Comité révolutionnaire central (CRC).

Quant aux possibilistes, ils rendent Guesde responsable de l'échec électoral. Brousse, Malon et Allemane cherchent à substituer *Le Prolétaire* à *L'Égalité*

« Le Prolétaire » était le journal de la clique la plus bornée de tous les ouvriers parisiens avides d'écrire... La haine la plus bornée contre les intellectuels y régnait. Aussi ce journal était-il absolument creux... (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 25 octobre 1881, dans Karl Marx & Friedrich Engels, Le Mouvement ouvrier français, Maspero, t. 2, p. 98)

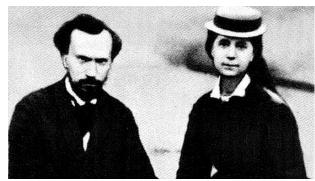
Après l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine en 1871 par l'empire allemand, le sentiment chauvin est si exaspéré par la classe dominante qu'il constitue un repoussoir pour tout ce qui pouvait émaner de l'étranger, qui plus est d'un Allemand. Les sociaux-chauvins usent à souhait de cette ficelle pour tenter de discréditer les internationalistes.

Ce qui attache Malon et Brousse à cette feuille de chou, c'est leur commune jalousie vis-à-vis de Marx. Pour la masse des socialistes français, c'est une abomination que la nation qui a gratifié le monde des « idées françaises »... doivent recevoir les idées socialistes de l'Allemand Karl Marx... Ainsi donc, les gens du « Prolétaire » prétendent que Guesde et Lafargue sont les porte-parole de Marx, ce qui signifie en langage d'initiés : ils veulent vendre les ouvriers français aux Prussiens. (p. 99)

Au 5° congrès socialiste de Reims en octobrenovembre 1881, la fraction possibiliste critique le programme du Havre mais la question est mise en suspens.

Au congrès du Havre de 1880, Jules Guesde avait fait adopter contre les mutuellistes et les anarchistes un programme en partie rédigé par Marx. Mais ce programme apparait à beaucoup comme un impossible carcan. Tout un courant, autour de Jean Allemane, de Paul Brousse, de Jean-Baptiste Clément et de Benoît Malon se bat pour abandonner le programme unique et lui substituer des programmes

Paul Lafargue et Laura Marx





élaborés dans chaque circonscription électorale. (Jacques Kergoat, Le Parti socialiste, de la Commune à nos jours, Le Sycomore, 1983, p. 30-31)

Les possibilistes passent outre le congrès et rejettent le programme lors d'une législative partielle.

Malon et Brousse ont affiché, à l'occasion de la candidature de Joffrin, un programme édulcoré -en

opposition aux décisions du congrès de Reims et en supprimant purement et simplement un des points mis en discussion, parce qu'il les dérangeait... Les aspirants à la dictature, ce ne sont pas Guesde et compagnie, mais les Malon et compagnie... Une fois de plus, Malon et Brousse agissent en vrais bakouninistes : ils reprochent à autrui des visées de dictature et, tout en portant aux nues « l'autonomie », ils veulent faire la loi sans se préoccuper des décisions du parti. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 6 janvier 1882, Le Mouvement ouvrier français, t. 2, p. 106-107)

Cela n'empêche pas Brousse, dans une brochure polémique (*Le Marxisme dans l'Internationale*), de qualifier les collectivistes de « *dominateurs*, *enrégimentés et sectaires* ».

1882 : la naissance du Parti ouvrier

Lors du 6e congrès socialiste de Saint-Etienne en 1882, les possibilistes sont sûrs d'eux après des manipulations de mandats.

Dans la préparation du congrès, a régné en général toute la vieille tactique bakouniniste, pour laquelle tous les moyens sont bons : mensonge, calomnie et intrigues en coulisse. C'est la seule chose dans laquelle Brousse est passé maître. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 20 octobre 1882, idem, p. 113-114)

Ils rejettent le programme du Havre et se renomment Fédération des travailleurs socialistes de France (FTS).

C'est la scission dans le Parti ouvrier. Les gens de « L'Égalité » -nos meilleurs éléments, Guesde, Deville, Lafargue, etc.- ont été, sans autre forme de procès, mis dehors au dernier congrès. (Friedrich Engels, « Lettre à August Bebel », 21 juin 1882, idem, p. 108)

Au demeurant, les deux stratégies sont irréconciliables. Les collectivistes considèrent que la révolution socialiste est indispensable. Contrairement aux possibilistes qui envisagent le socialisme comme résultant d'une succession de réformes améliorant peu à peu la condition de la classe ouvrière. Cette phraséologie est conciliable avec les alliances avec des politicien1881s bourgeois avides de capter les votes des travailleurs, d'où le flou sur les limites du parti. La minorité fidèle au programme, 27 délégués, se rassemble en congrès à Roanne où elle proclame le Parti ouvrier.

En France, la scission attendue depuis si longtemps s'est faite... Les divergences sont de principe : la lutte

doit-elle être menée comme lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, ou bien peut-on renoncer en opportunistes au caractère de classe du mouvement et au programme, toutes les fois que ceci permettra de gagner des voix, des partisans? Malon et Brousse se sont prononcés pour cette dernière solution ; ils ont sacrifié par là le caractère de classe, le caractère prolétarien du mouvement et ont rendu la rupture inévitable. Tant mieux. Le développement du prolétariat est partout accompagné de luttes intestines, et la France, où un parti ouvrier se créé pour la première fois, n'est pas une exception. Nous autres, en Allemagne, nous avons franchi la première étape de cette lutte, nous en avons d'autres devant nous. L'unité est une chose excellente tant qu'elle est possible, mais il y a d'autres choses autrement importantes que l'unité. (Friedrich Engels, « Lettre à August Bebel », 28 octobre 1882, idem, p. 111)

Le désir des opportunistes d'avoir les mains libres passe forcément par la remise en cause du programme communiste.

Au début, lors de la fondation du parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme... La suite a démontré que Malon et Brousse n'acceptaient le programme que sous la réserve tacite de le ruiner... Ce qui a commencé à Reims et à Paris s'est achevé à Saint-Etienne. Le caractère de classe du programme a été éliminé. Les considérants communistes de 1880 furent remplacés... Les revendications positives du programme furent annulées, puisque chaque localité est libre de se donner, aussi souvent qu'il lui plait, un programme spécial pour chaque cas particulier. Non seulement le soi-disant parti de Saint-Etienne n'est pas un parti ouvrier, mais encore ce n'est pas un parti du tout, parce qu'en fait il n'a pas de programme. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 20 octobre 1882, idem, p. 112)

Débarrassés des communistes, l'organisation réformiste commence à dévoiler sa véritable orientation.

Le service public est le dernier terme du développement de chaque spécialité du labeur humain... Le développement de l'État, quel que soit d'ailleurs le gouvernement au pouvoir, aboutit nécessairement à l'absorption progressive de toutes les entreprises privées transformées en services publics... La question communale est plus de la moitié de la question sociale... (Paul Brousse, La Propriété collective et les services publics, Éditions le Prolétaire, 1883, cité par Georges Lefranc, Le Mouvement socialiste, Payot, 1977, t. 1, p. 60-61)

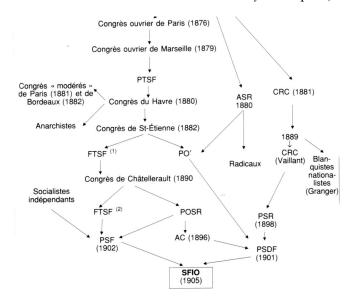
1882-1905 : forces et faiblesses du PO

Lors de la fondation du Parti ouvrier, Jean Dormoy, Jules Guesde et Paul Lafargue sont des révolutionnaires enthousiastes mais pas pour autant familiers de la théorie communiste. pas seulement parce qu'ils ne parlent pas allemand. Les dirigeants sont peu dialecticiens et leur matérialisme est plutôt celui des Lumières du 18° siècle.

Le cas de Guesde et de Lafargue sont assez différents. Le premier a toujours tenu des distances vis-à-vis de Marx... À l'égard du marxisme, l'attitude de Guesde n'est pas celle d'un disciple, mais d'un confrère : le fait a été souvent noté, et la tranquille assurance avec laquelle Guesde affirmait avoir découvert le marxisme en même temps que Marx montre à quel point il l'ignorait... Les dispositions de Lafargue étaient autres. Cet homme, qui estimait l'étude sans en avoir la passion, bien chaperonné par la fine Laura, et le vigilant Engels, avait sur le marxisme une ouverture privilégiée... Malgré les conseils et les remontrances parfois très vives d'Engels, il ne parait pas que Lafargue ait fait dans les voies du marxisme de bien grands progrès. (Michelle Perrot, « Les guesdistes: controverse sur l'introduction du marxisme en France », Annales vol. 22, n° 3, 1967)

Le PO ne fait guère connaître le marxisme à la classe ouvrière de langue française.

En 1895, seuls sont traduits : le premier livre du Capital édité antérieurement à la « conversion de Guesde ; La Guerre civile en France a connu deux traductions, les guesdistes ne la remettront pas en circulation ; le Manifeste communiste, traduit en 1882 par Laura Lafargue ne sera tiré en brochure indépendante qu'en 1895 ; Les Luttes de classe en France. Misère de la philosophie avait écrit directement par Marx en français pour être accessible aux travailleurs français. Apparemment les guesdistes s'en soucient comme d'une guigne puisqu'ils le laisseront moisir jusqu'en 1896. (Daniel Linderberg, Le Marxisme introuvable, Calmann-Lévy, 1975, p. 92)



ASR : Alliance socialiste républicaine **PTSF** : Parti des travailleurs socialistes de France CRC : Comité révolutionnaire central (blanquiste)
PSR : Parti socialiste révolutionnaire (néoblanquiste) : Parti ouvrier français (guesdiste-marxiste) PSDF : Parti socialiste de France (PSR + POF + AC) FTSF (1) : Fédération des travailleurs coal-little

Fédération des travailleurs socialistes français (possibiliste : broussistes et allemanistes)

FTSF (2) : Fédération des travailleurs socialistes français (broussiste) POSR : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste) Socialistes Indépendants : Jaurès, Viviani, Millerand, Briand PSF : Parti socialiste français (POSR + FTSF⁽²⁾ + Indépendants) SFIO : Parti socialiste, Section française de l'Internationale Ouvrière

Grâce à son programme, aux mérites de sa direction et aux conseils d'Engels, le PO reste sur une trajectoire révolutionnaire durant les années qui suivent la scission des possibilistes. Le PO, contrairement à la FTS, est persécuté par l'État bourgeois. En avril 1883, un tribunal de la République inflige à Jean Dormoy, Jules Guesde et Paul Lafargue 100 francs d'amende chacun (environ 3 000 euros d'aujourd'hui) et 6 mois de prison. En 1887, le général Boulanger, soutenu par les bonapartistes, se dresse contre le parlementarisme, attirant un temps Lafargue ainsi qu'une partie des blanquistes. L'organisation blanquiste explose entre entre CRC (Vaillant) et CCSR (Rochefort, Granger, Roche...). Pour sa part, la FTS (Brousse, Allemane, Joffrin, Malon...) s'aligne complètement le Parti radical et la 3e République, sans mettre en cause l'armée bourgeoise.

Cette poussée de fièvre boulangiste devrait inciter nos amis à exiger sans répit l'armement du peuple comme seule garantie contre toute velléité césarienne de la part des généraux populistes. (Friedrich Engels, « Lettre à Laura Marx », 15 juillet 1887, dans Marx & Engels, La Troisième république, ES, p. 191)

En juin 1889, sans même consulter le groupe parlementaire socialiste, le député Alexandre Millerand entre dans un gouvernement de « défense républicaine » incluant le général de Galliffet, un des fusilleurs de la Commune. Si Jaurès se réjouit, l'organisation blanquiste (ex-CRC) et l'organisation guesdiste (ex-PO) protestent conjointement.

Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale. (POF & PSR, 14 juillet 1899, cités par Claude Willard, Jules Guesde, l'apôtre et la loi, Editions ouvrières, 1991, p. 84)

En juillet, Engel, avec l'aide du SAP allemand et du PO français fondent l'Internationale ouvrière (IO, 2e Internationale) contre le bloc concurrent des possibilistes et des bureaucrates syndicaux anglais.

En 1890, les possibilistes explosent entre la fraction de Brousse fidèle au « socialisme municipal » (FTS) et celle d'Allemane (POSR) qui préfère l'activité syndicale à la gestion des mairies. Le PO conquiert à partir de 1892 des villes importantes et triomphe définitivement du possibilisme.

1893 : changement de nom... et de programme

En 1893, le PO se renomme Parti ouvrier français (POF). En 1898, il obtient 3,6 % des voix. Avec le déclin de l'artisanat et la montée de l'industrie, l'avenir semble partout au communisme. Au début du 20e siècle, le POF comprend 45 % d'ouvriers d'industrie.

Aux environs de 1890 la victoire du marxisme, dans ses lignes générales, est un fait accompli. Même dans Néanmoins, la pression de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier ne cesse jamais. L'opportunisme prend d'autres formes que le proudhonisme et son avatar possibiliste. En pratique, cela se manifeste par le « ministérialisme » de Millerand, l'hostilité à la grève générale des dirigeants syndicaux allemands de la GGD, le mot d'ordre « Australie blanche » du Parti travailliste australien ALP, etc. En doctrine, le socialisme étatiste fait son chemin, version anticommuniste façon Webb ou révisionniste du marxisme à la Bernstein.

Mais lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé, mais la lutte continuait. (idem)

Le réformisme prend en France la forme des « socialistes indépendants » (Alexandre Millerand, Jean Jaurès, René Viviani, Aristide Briand...), ce qui veut dire indépendants de toute organisation socialiste et difficilement distinguables du radicalisme bourgeois et de la francmaçonnerie.

En 1883, Karl Marx meurt. En 1889, Gabriel Deville rejoint les possibilistes, avant de devenir en 1906 ambassadeur de la 3º République. En 1895, Friedrich Engels meurt. En 1895, José Mesa prend sa retraite. En 1898, Jean Dormoy disparait à 47 ans. Vers la fin du 19º siècle, les blanquistes et les guesdistes ont épuisé leur potentiel révolutionnaire. Le changement de nom (POF) n'est pas anodin.

Lorsque les guesdistes ne constituent qu'une école repliée sur elle-même, ils érigent en dogmes l'intransigeance et l'impatience révolutionnaires : ils méprisent les réformes, le suffrage universel, les libertés républicaines ; ils rejettent le patriotisme. Les progrès spectaculaires de leur influence après 1890, l'entrée du socialisme sur la

1900, Paris, 5^e congrès de l'Internationale ouvrière, Guesde intervient



scène politique relèvent la stérilité de telles positions. Mais, en changeant d'orientation, les guesdistes s'engagent progressivement sur des voies parlementariste, réformiste et nationaliste, ne conservant souvent de leur passé révolutionnaire et internationaliste qu'une certaine phraséologie. (Claude Willard, Les Guesdistes, ES, 1965, p. 214)

Guesde tripote subrepticement le programme.

Le commentaire de 1883 du programme fut constamment réimprimé avec la date du 22 octobre 1883, mais à chaque fois (et c'était la quatrième en 1897) il fut modifié sans bruit jusqu'à devenir entièrement méconnaissable. Les parties que, dans les années 1890, Guesde considérait comme susceptibles d'aliéner des suffrages électoraux furent supprimées. Les visions utopiques, surtout sur les délices de la société postrévolutionnaire, étaient abandonnées ; le révolutionnisme spectaculaire s'estompait ; enfin, les passages concernant la révolution imminente, où les armes parleraient plus clairement que la théorie, étaient retranchés, ainsi que les sarcasmes sur les espoirs de changement par la voie parlementaire. (Neil McInnes, « Les débuts du marxisme théorique en France et en Italie », Études de marxologie n° 3, juin 1960)

La variante syndicale de l'anarchisme fonde la CGT

L'opportunisme des « socialistes indépendants » et l'électoralisme de tout le mouvement repousse une frange de la classe ouvrière dans les bras de l'anarchisme.

Le parti de Jaurès continua à persévérer dans sa tactique opportuniste, sapant ainsi la confiance de larges masses ouvrières dans le socialisme, leur inspirant de la méfiance et même de l'hostilité envers la lutte politique parlementaire, tandis que se propageait rapidement le courant syndicaliste qui préconisait la grève générale comme l'unique moyen d'abolir l'ordre capitaliste et d'instaurer le socialisme. (Rosa Luxemburg, « L'unification des socialistes français », 23 avril 1905, Le Socialisme en France, Agone & Smolny, 2013, p. 249)

Un courant anarchiste qui n'a pas sombré dans le banditisme se reconvertit en syndicalisme révolutionnaire, prétendument « en dehors de toute école politique » (Charte d'Amiens, 1906). La CGT, « n'ayant pas à se préoccuper des partis et des sectes » postule à gérer la future société : « le syndicat sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition ».

1905 : l'unification du socialisme français sous l'impulsion de l'Internationale

La période est celle de progrès lents mais continus de la classe ouvrière. La création du Parti socialiste unifié-SFIO, incitée par l'Internationale ouvrière, s'opère en 1905 à l'avantage des socialistes indépendants conduits par Jaurès, partisan avoué du ministérialisme au sein des gouvernements bourgeois et de l'alliance avec le Parti radical.

Strouvé dit aux libéraux russes : au lieu de prendre contre notre socialisme les grossiers procédés allemands, il faut employer les moyens plus fins des Français ; il faut attirer, choyer, duper, dévoyer à la manière des radicaux de gauche français qui sont en coquetterie avec le jauressisme. (Vladimir Lénine, juin 1903, cité par Lev Trotsky, Lénine, 1924, PUF, 1970, p. 52)

Malon, Allemane, Grossier, Sembat et bien d'autres opportunistes du PS-SFIO sont francs-maçons. Guesde et Bracke soumettent aux congrès de 1906 et de 1912 une motion déclarant incompatible l'appartenance au parti et aux sociétés secrètes de la franc-maçonnerie dont sont membres la majorité des députés et ministres « radicaux » et « républicains », ainsi que la plupart des préfets et chefs de la police. La motion est à chaque fois rejetée au profit de la liberté de compléter l'appartenance au parti avec l'adhésion au Grand orient de France et autres loges maçonniques.

En 1911, Paul Lafargue et Laura Marx se suicident après avoir pris leurs distances avec Guesde. Le parti unifié ne se réclame pas du marxisme et converge avec la pratique et l'état d'esprit de la bureaucratie du SPD.

De même qu'en Allemagne, après la condamnation doctrinale du révisionnisme, c'est cependant toute la politique révisionniste qui triomphe, dans les faits, en France, c'est à une politique de réalisation que le parti consacre, en fait, tout son effort. (Albert Thomas, La Politique socialiste, Rivière, 1913, p. 65)

En 1914, après l'assassinat de Jaurès par un nationaliste, quand la Première guerre mondiale s'ouvre, Guesde devient belliciste, comme Kropotkine, Vaillant et Plekhanov, et participe avec Sembat au gouvernement d'union sacrée, sur décision du groupe parlementaire et de la CAP du Parti socialiste-SFIO. Jouhaux et la direction anarchosyndicaliste de la CGT se rallient aussi à la guerre impérialiste française.

1914 : l'éclatement irréversible du mouvement ouvrier

La guerre impérialiste éclate irréversiblement en 1914 le mouvement ouvrier autour de deux pôles : l'internationalisme qui reste fidèle au prolétariat mondial et le social-impérialisme qui capitule complètement devant sa bourgeoisie et s'appuie sur son État bourgeois contre les internationalistes prolétariens.

Le social-chauvinisme est l'opportunisme achevé. L'alliance avec la bourgeoisie était d'ordre idéologique, secrète. Elle est devenue ouverte, brutalement affirmée. C'est précisément l'alliance avec la bourgeoisie et les états-majors qui a donné sa force au social-chauvinisme. Les masses ont été abasourdies, abruties, divisées, écrasées par l'état de siège. Seuls les chefs ont voté librement et ils ont voté pour la bourgeoisie. (Vladimir Lénine, « L'opportunisme et la faillite de la 2e Internationale », décembre 1915, Oeuvres, Progrès, t. 21, p. 461)

Entre eux, le centrisme qui prétend les concilier, ce qui fait le jeu des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec sa bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire. (Vladimir Lénine, p. 461)

Le programme doit en tenir compte.

Le seul véritable programme d'action serait un programme marxiste fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la 2º Internationale a été amenée par l'opportunisme et appelant ouvertement à fonder une internationale marxiste sans les opportunistes et contre eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes. (Vladimir Lénine et Grigori Zinoviev, Le Socialisme et la guerre, aout 1915, GMI, 2015, p. 34)

En 1915, Lénine, Zinoviev (RSDRP-bolchevik) et Radek (SDKP-roslamowcy) prennent la tête du mouvement pour une nouvelle internationale, la délimitation d'avec les chauvins (opportunistes) et d'avec les partisans de l'unité (centristes).

L'Internationale communiste (1919-1933) est ralliée par de nombreux syndicalistes-révolutionnaires et plusieurs nationalistes de peuples opprimés mais son programme et sa stratégie sont fournis par des partis et des cadres issus de l'Internationale ouvrière, les disciples de Marx et d'Engels.

2020 : la question du programme reste décisive

Aujourd'hui, le capitalisme menace bien plus l'humanité qu'en 1880. Plus que jamais, la classe ouvrière doit avoir son propre parti et rester indépendante de la classe exploiteuse, de ses partis et de son État.

Toute participation au gouvernement dans le cadre du capitalisme, toute alliance avec des représentants politiques de la classe dominante constitue une trahison. Cela vaut évidemment pour les partis ouvriers bourgeois : le Parti socialiste depuis 1914 et le Parti communiste depuis 1934, La France insoumise et Générations depuis leur naissance, mais aussi pour LO et le NPA qui ont pratiqué des blocs avec des partis politiques bourgeois (EELV, MRC, PRG...).

Comme l'affirme le communisme contre le libéralisme politique bourgeois et l'anarchisme, la classe ouvrière est seule révolutionnaire dans le capitalisme tardif. Le parti à construire n'est pas le parti des « citoyens » ou des « gens » type PS, PCF ou LFI, ni le parti de la « convergence des luttes » type NPA qui n'est que l'addition de mouvements sectoriels (femmes, minorités ethniques, etc.) mis sur le même plan et laissés en fait à leurs directions petits bourgeoises.

Les travailleurs ont besoin d'un parti ouvrier, d'un parti qui oeuvre à l'hégémonie du prolétariat, qui prend la tête de la lutte contre toutes les oppressions dans le cadre de la révolution sociale.

L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race. (Le Programme du PO, 1880, Lagrange, 1899, p. 8)

Comme l'a montré la Russie en 1917, malgré son arriération culturelle et économique, la révolution fait bien plus avancer la cause des opprimés que les mouvements sectoriels opposés à la lutte de classe

Sans négliger la défense des acquis politiques et sociaux ni la lutte pour de nouvelles conquêtes, le but historique de la classe ouvrière est de prendre le pouvoir, ce à quoi s'opposent les partis sociaux-patriotes.

Le programme de la 4º Internationale est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (Lev Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940, GMI, 2016, p. 31)

Les « trotskystes » français contemporains omettent tous dans leurs programmes la dictature du prolétariat, c'est-àdire la prise du pouvoir et la destruction de l'État bourgeois par la classe ouvrière.

En 1991, la direction du-Parti communiste internationaliste (feu Lambert, Cambadélis, Gauquelin, Gluckstein...) lui substitue le Parti des travailleurs (PT) pour attirer des bureaucrates syndicaux et des sociaux-démocrates opposés à l'Union européenne. Il est social-patriote et son organisation soeur, le PT d'Algérie, s'allie avec le FLN et même les islamistes du FIS. Le PT a pour héritiers aujourd'hui le Parti ouvrier indépendant et démocratique, le

Parti ouvrier indépendant, le groupe La Commune pour un parti des travailleurs, APLS... dont l'effectif additionné est moindre que celui de l'ex-PCI.

En 1995, même quand sa candidate obtient 5 % à l'élection présidentielle, la direction de LO (feu Barcia, Laguiller, Mercier, Arthaud...) refuse de construire un parti révolutionnaire pour ne pas froisser la bureaucratie poststalinienne de la CGT.

En 2009, la direction de la Ligue communiste révolutionnaire (feu Bensaïd, Krivine, Sabado, Piquet, Besancenot...) la liquide au profit du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) pour capter les bakouninistes, les écologistes et les féministes petites-bourgeoises. Après un succès initial, le NPA scissionne : plusieurs fractions successives le quittent pour le Front de gauche (elles sont aujourd'hui dans Ensemble, un satellite de LFI). Ce qui en reste, bien moins nombreux que l'ex-LCR, est démoralisé et plus fracturé que jamais.

Il vaut mieux être momentanément dans la minorité avec le vrai programme que d'avoir apparemment une grande clientèle sans programme. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein, 28 novembre 1882, Le Mouvement ouvrier français, Maspero, 1974, t. 2, p. 126)

Au service de l'État bourgeois, les partis « réformistes » contemporains (LFI, PS, PCF...) demandent le renforcement de l'appareil de répression, davantage de policiers et de militaires de métier tandis que les appareils syndicaux syndiquent les policiers. Pour les ménager, les organisations centristes (LO, NPA, POID...) abandonnent la revendication transitoire de la milice ouvrière et même la revendication démocratique de l'armement du peuple.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. La commune maitresse de son administration et de sa police. (Le Programme du Parti ouvrier, 1880, Lagrange, 1899, p. 9)

Les partis « larges » mis en place par les révisionnistes, en France comme ailleurs, ne sont pas une autre voie pour construire l'internationale et le parti prolétariens. Ils aboutissent au bradage des principes, à la destruction idéologique et morale des cadres et des militants, aux scissions sous la pression des forces étrangères au prolétariat. L'opportunisme et l'abandon du programme révolutionnaire les amène à couvrir toutes les manoeuvres des bureaucraties syndicales, voire à s'y intégrer, pour empêcher la centralisation politique de la classe ouvrière contre l'État bourgeois. Pour ces raisons, il faut reconstruire un parti ouvrier, révolutionnaire et international de masse sur la base d'un programme communiste.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. (Karl Marx, Manifeste du parti communiste, 1847, GMI, 2016, p. 31)

2 novembre 2020 Groupe marxiste internationaliste (France)



RÉVOLUTION PERMANENTE

RÉSOLUTIONS DE 2020

Communiqué sur les menaces envers l'Iran, janvier 3

Adresse aux femmes travailleuses, 8 mars 5

Résolution sur la Palestine, mars 7

Résolution sur l'Inde, mars 13

Résolution sur la crise économique et la pandémie, mars 17

Adresse internationale, 1er mai 19

Communiqué sur l'assassinat de George Floyd, juin 22

Communiqué contre les tensions militaires en Méditerranée, septembre 24

Résolution sur les élections aux États-Unis, novembre 25

Communiqué sur l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, décembre 29

DÉBATS EN 2020

LO, la police et l'armée 31

Capital et idéologie de Thomas Piketty 34

Proposition de protocole à la FT-VP/Brésil 37

L'assassinat d'un professeur et l'antiimpérialisme des imbéciles 39

HISTOIRE

80e anniversaire de la mort de Trotsky 41

Le mouvement ouvrier en Palestine et en Israël 43

200e anniversaire de la naissance d'Engels 50

140e anniversaire du programme du Havre 55

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

supplément à Révolution communiste n° 45

site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc...

www.revolucionpermanente.com